

France Forum

- *Quel socialisme après Mai 81 ?*
- *Le mécénat individuel et collectif*
- *Libéralisme et démocratie personnaliste*
- *Le problème agricole français*
- *Les Rouges et les Bleus*
- *Actualités économiques et sociales*
- *Lorsque la pensée a la fièvre*

Jean-Marie DOMENACH - Jean SALVANES - François BAYROU - Jean BOISSONNAT
Jacques NANTET - Philippe SÉNART - François FEJTO - Edgar MORIN - Henri
BOURBON - Yvan CHRIST - Emile ARRIGHI DE CASANOVA - René FOCH - Jean
CHELINI - J.D. DURAND - Etienne BORNE

FRANCE FORUM

COMITÉ DE DIRECTION

Etienne Borne, Henri Bourbon

6, rue Paul-Louis Courier - 75007 Paris

C.C.P. Paris 14.788-84 - Tél. 544.75.50

Abonnement annuel 80 F

Abonnement de soutien 100 F

Sommaire *199 - 200*

Novembre - Décembre 1982

20 F

DOSSIERS ET ETUDES

- LETRE A CELLES ET A CEUX POUR
QUI LE 10 MAI 1981 FUT UNE FETE DE L'ESPOIR**
PAR JEAN-MARIE DOMENACH p. 2
- LE MECENAT INDIVIDUEL ET COLLECTIF**
PAR JEAN SALVANES p. 8
- LIBERALISME ET DEMOCRATIE PERSONNALISTE**
PAR FRANÇOIS BAYROU p. 13
- L'AGRICULTURE FRANÇAISE VUE PAR P. LE ROY**
PAR HENRI BOURBON p. 19
- LE POINT DE VUE DE JEAN BOISSONNAT** p. 24
- LES ROUGES ET LES BLEUS**
PAR JACQUES NANTET p. 32
- LORSQUE LA PENSEE A LA FIEVRE**
PAR ETIENNE BORNE p. 37

ARTS ET LETTRES

- LA VIE LITTERAIRE**
PAR PHILIPPE SENART p. 41
- EDGAR MORIN : HOMME MARGINAL
ET PENSEUR DE L'UNIVERSEL**
PAR FRANÇOIS FEJTO p. 47
- TEL FUT LE XX^e SIECLE...**
PAR YVAN CHRIST p. 49

NOTES DE LECTURE

- UNE POLITIQUE POUR L'AVENIR ? DE RAYMOND BARRE**
PAR EMILE ARRIGHI DE CASANOVA p. 53
- LES CONFESSIONS D'UN GRAND HISTORIEN :
EMMANUEL LEROY-LADURIE**
PAR FRANÇOIS FEJTO p. 55
- LA RAISON ET LE REVE EN POLITIQUE DE JEAN SERISE**
PAR RENE FOCH p. 56
- SUR LES CHEMINS DE LA VIE ET DE LA MORT**
PAR JEAN CHELINI p. 57
- EGLISE ET MARXISME DE DON MIANO**
PAR JEAN-DOMINIQUE DURAND p. 58
- LA GUERRE DE CENT ANS DE JEAN FAVIER**
PAR ALBERT KALAYDJIAN p. 60
- VIVRE AVEC LE TERRORISME ?**
PAR JEAN CHELINI p. 61
- SOLIDARITES ET COMMUNAUTES**
PAR JEAN CHELINI p. 62

PROPOS DU TEMPS

- PAROLES EPISCOPALES**
PAR ETIENNE BORNE p. 66

LETTRE A CELLES ET A CEUX POUR QUI LE 10 MAI FUT UNE FÊTE DE L'ESPOIR

par Jean-Marie DOMENACH

Au début d'août 1981, j'avais adressé à une trentaine de parents et amis une lettre dans laquelle j'exposais les raisons de mon hostilité au pouvoir que les élections venaient de mettre en place. Pourquoi une lettre personnelle ? Parce qu'il me semblait que la France était entrée dans une de ces périodes littéralement *stupéfiantes* où l'opinion publique se trouve fascinée par des chimères aberrantes ou par des sauveurs réconfortants, - ceux-ci succédant d'ailleurs à celles-là presque sans interruption. J'avais connu au moins deux fois ce K.O. de l'opinion : la première en 1940, la seconde en 1968. Certes, la différence des situations s'oppose à une assimilation abusive. On pourrait suggérer que mai-juin 81 fut un composé de juin 40 et de mai 68 : il y avait, d'un côté, le délire idéologique qui caractérisait une partie des enseignants rassemblés autour du P.S. ; de l'autre, cette fatigue, ce retrait, cette crainte du risque qu'accroît la "crise" et qui pousse bien des gens à chercher refuge dans les certitudes tranquilles de l'ancien langage et d'un personnage couvert d'ancêtres et débordant de bienveillance pour les faibles, les opprimés et les frustrés - plus traditionnel, certes, et plus rassurant malgré son "socialisme" que celui qui allait quitter la scène.

Certes, Mitterrand n'est pas Pétain et la France n'est pas envahie par l'Allemagne. Mais nous ne nous sommes jamais entièrement guéris de Juin 40. Cette terrible démission d'un peuple et de ses notables, cet affaissement de l'intelligence, ce repli narcissique, ce gâtisme fanatique qui poussa des millions de Français à s'abriter dans une conception régressive de la France et de son rôle dans le monde. Ceux qui les ont connus les sentent parfois remonter à la surface. On assimile volontiers le pétainisme à la collaboration alors qu'il fut, en un premier temps, une réaction d'apparence patriotique sous laquelle se dissimula la collaboration naissante.

LA MONSTRUOSITE

L'avenir, j'espère, sera tel que cette évocation ne pourra être poussée très loin, même si l'on entend déjà monter des slogans qui rappellent les beaux jours du vichysme : produisons français, roulons français, pensons français (1). Mais elle m'avait obsédé et je souhaitais en faire part hors de ces déformations de champ qu'opère toute publication imprimée, et dans une communication intime avec des personnes amies que j'avais scandalisées en votant pour Giscard (2). La querelle me semblait, et

me semble toujours, aller très au-delà de l'opposition entre Gauche et Droite. Ranimer cette querelle, c'était précisément renforcer la dialectique infernale qui se remettait en place sous nos yeux. L'"Union de la Gauche" n'est pas, à mes yeux, une coalition politique, c'est une monstruosité - au sens exact du mot : elle abolit la différence significative et suscite un vertige où toute confusion devient possible ; elle tare à l'avance toute pédagogie politique ; elle met un terme à l'espoir de reconstituer avant longtemps une gauche libre et libérale, qui ait tiré la leçon du totalitarisme.

La chose est d'autant plus abominable que le pouvoir actuel prétend à ce que Simone Veil vient d'appeler "le monopole de la vertu". Or j'étais stupéfait, en écrivant ma première lettre, de ce que cette abomination apparaisse comme une chose normale, ou du moins comme une habileté compréhensible, chez la plupart de ceux que je rencontrais : "Après tout, m'expliquaient-ils, les électeurs communistes sont des gens comme vous et moi... Et si Mitterrand, de surcroît, parvient à en diminuer le nombre, de quoi vous plaignez-vous ?". Je me suis senti alors aussi déconcerté, aussi inquiet et presque aussi isolé que lorsque j'entendais (j'avais quinze ans) les grandes personnes faire l'éloge de Munich, et puis deux ans plus tard, l'éloge de Vichy : c'est toujours le même réalisme qui parlait, et, à nouveau, je prenais la mesure d'une distance dans la proximité, à laquelle il fallait sérieusement réfléchir ; étaient-ce mes camarades, qui se trompaient, ou moi ?

Depuis un an et demi, je suis porté à croire que c'était eux. Beaucoup, que l'événement avait entraînés ou médusés, ont commencé à reprendre conscience. Il faut dire que les événements les y ont aidés. Mais l'imposture de l'Union de la Gauche s'étale encore au pouvoir tandis que l'étau se resserre autour du peuple polonais ; la redondance des discours accompagne toujours l'annonce des échecs, et le sectarisme s'installe à la place du grand dialogue démocratique qu'on nous avait promis.

VOLONTARISME

Comme d'habitude, on réfléchit trop court : on ne voit pas que ce sectarisme résulte, non pas d'une méchanceté particulière (combien de fois faudra-t-il répéter que nous avons affaire le plus souvent à de braves gens, à des gens sympathiques et honnêtes ?) mais d'un décalage à l'égard de la réalité, qui conduit fatalement à répondre à la contradiction des faits par le renforcement du dogme et par ce "volontarisme" dont Mauroy et Jospin font l'éloge. Le changement dans le changement n'est pas un changement, c'est la phase d'un cycle qui, ayant perdu le contrôle de la réalité, s'efforce de trouver en lui-même un principe, un moteur qui l'emmène ailleurs, vers une rencontre avec cette réalité qui toujours se dérobe. En ce sens, nous sommes entrés dans le "Socialisme" tel qu'il est pratiqué à l'Est de l'Europe et en Chine, et la querelle sur le "barrisme de gauche" me semble superficielle. Ce qui est frappant, en effet, ce n'est pas la conversion du pouvoir à l'austérité (ou à "la rigueur", si l'on préfère) :

elle était rendue inévitable par un an de libéralités ; - c'est qu'elle n'ait été accompagnée d'aucun débat, pas même au P.S., bref, d'aucune explication. Bien mieux, huit jours avant la deuxième dévaluation du franc, le Président de la République tenait une conférence de presse triomphaliste. Ainsi, cette pédagogie populaire, où Péguy voyait la substance du socialisme, est-elle remplacée par l'esbrouffe. "Puisque la réalité nous contredit, c'est qu'elle a tort... et que l'ennemi la manipule". Après avoir changé les têtes, il faut donc changer la réalité, ou du moins "l'expliquer" de telle façon qu'elle devienne autre, par la magie des mots. C'est ainsi que Staline, allant jusqu'à l'extrême de cette attitude, après avoir voulu créer un homme nouveau et faire pousser des melons en Sibérie, a fini par envoyer des millions de gens au Goulag.

Il est vrai que la France n'est pas un Etat policier ; mais je crains qu'elle ne soit sur la voie qui conduit à l'Etat policier, si du moins se poursuit la logique qui est à l'œuvre en ce moment. Cette voie est celle d'un socialisme illusoire, parce qu'il est la reprise d'une histoire dépassée ; un socialisme déréistrique, qui tend à créer un univers manichéen et conspiratif où l'accusation remplace la discussion. De cet univers, nous avons encore la possibilité de sortir. Les Polonais l'essayent. Les Tchèques n'en ont plus la force : leur société est cassée. Je pourrais, certes, citer bien des faits, en eux-mêmes mineurs, qui indiquent la progression sourde de ce sectarisme délirant. Mais c'est la tendance qui importe et non la polémique au jour le jour. La persécution qui a commencé apparaît, en effet, dérisoire, au regard de ce qui se passe dans les dictatures et les Etats totalitaires. On la met au compte de la bêtise, ce qui est d'ailleurs souvent le cas. Mais si on la laisse s'étendre, elle prendra de plus en plus de force et d'efficacité. L'inévitable aggravation de la situation économique et financière entraînera la multiplication des contrôles, des dénonciations et des épurations. Il convient donc, dès maintenant, de manifester notre indépendance d'esprit et notre force de caractère face à des intimidations qui, avouons-le, sont mineures en comparaison de celles dont l'Histoire a gratifié les gens de ma génération. Le risque est grave, cependant que la société actuelle n'offre plus la même consistance, la même résistance, que celle de naguère : elle s'est fragmentée et l'emprise de l'Etat n'a cessé, depuis trente-cinq ans, de s'étendre. Notre devoir, au fond, est identique à celui des Polonais : régénérer la société afin qu'elle ne se laisse pas décomposer par l'Etat, avec cette différence que nous n'affrontons pas un Etat policier, différence avantageuse, mais qui joue aussi contre nous dans la mesure où nous continuons de baigner dans l'euphorie de la consommation et de la distraction.

Beaucoup d'intellectuels, y compris parmi les adhérents et sympathisants du P.S., partagent cette façon de voir. Seulement ils ne l'expriment pas, sinon en confidence. *L'équivoque* que je dénonçai dans ma première lettre, le double langage s'est étendu, comme il était prévisible, et s'étendra jusqu'au moment de vérité qui risque de survenir trop tard, lorsqu'il ne sera plus possi-

ble de redresser la situation sans provoquer des révisions déchirantes et une démoralisation qui atteindra des militants parmi les plus jeunes et les plus généreux. J'ai vainement tenté d'engager le dialogue avec des intellectuels du P.S. ou des sympathisants. Il faut donc que je continue à soliloquer... "Peut-on avoir raison tout seul ?" m'objectait récemment un ancien lecteur d'*Esprit*, ardent militant du P.S. Il voulait dire : peut-on avoir raison contre ses amis, contre sa "famille" ? C'est une épreuve qu'Albert Camus a traversée naguère : se sentir en désaccord avec les camarades, et en accord avec des gens dont on se sent plutôt éloigné parce qu'ils n'ont pas la même histoire, le même langage, la même affectivité, les mêmes intérêts. Mais c'est aussi la preuve qu'un intellectuel peut dominer ses passions lorsqu'il estime que le service de la vérité l'impose. Mais parce que, en quarante années de vie militante, j'ai vu beaucoup d'hommes de gauche congédier publiquement leurs illusions, je ne renonce pas à l'espoir que la vérité - ou du moins la recherche de la vérité - nous rassemblera de nouveau, et que, de nouveau, il nous sera possible d'avoir raison ensemble.

LES BELLES AMES

On m'a reproché paradoxalement de placer trop haut nos socialistes en exigeant d'eux un comportement que je n'exigeais pas des autres. Il est vrai - et c'est en quoi je reste, malgré tout, un homme "de gauche" - que la gauche se distingue en tout cas de la droite en ceci que sa référence aux valeurs ne saurait être de pure forme. Le gouvernement actuel ne se prive d'ailleurs pas de le rappeler, se conférant ainsi une sorte de légitimité vertueuse. "Nous sommes le gouvernement des honnêtes gens" s'écrie P. Mauroy, que divers ministres relayent en disant ce que doivent être le vrai, le loyal et le juste à la télévision et dans la presse, ainsi que dans les pays étrangers où sont en péril les Droits de l'homme. Ce sens de l'obligation morale apparaît aussi dans la résolution de tenir les promesses de la campagne électorale (3), quels qu'en soient le coût et l'opportunité. Mais la distance s'aggrave entre les proclamations vertueuses et les réalisations pratiques et elle nous conduit au comble de l'immoralité parce qu'elle approfondit, en chacun et dans l'ensemble de la société, cette scission entre le Bien qu'on proclame et le Mal auquel on consent, dont les aspects comiques (voir Molière) ne doivent pas masquer les aboutissements tragiques. La "belle âme" (selon Hegel) prêche le Bien, la Vérité, la Justice, mais ne prend pas les moyens de les réaliser. D'où une gêne qui conduit la conscience à se dérober derrière des simulacres, des propos irréalistes et des explications hypocrites. Mais surtout, le spectacle de cette contradiction, lorsqu'elle s'affirme, conduit les citoyens à l'abstention, à l'ironie, au cynisme : c'est la possibilité même d'une morale politique qui se trouve alors niée. "Deux millions de chômeurs, je les refuse", s'exclamait F. Mitterrand. Il y en a bien plus de deux millions maintenant. "Les mesures décidées en Pologne sont graves (...), nous ne les accepterons pas", déclare le Premier Ministre, le 16 décembre 1981, devant l'Assemblée Nationale. Il parle, évidemment, de tout son cœur.

Mais il accepte : la preuve en est que le communiqué du 6 février 1982, relatant l'entretien de P. Mauroy avec M.C. Tchernenko, membre du Bureau politique du P.C. d'URSS (invité au Congrès du P.C.F.), se termine par cette phrase qui mériterait une analyse grammaticale (car la rupture entre le langage et l'action compromet aussi la grammaire) : "S'il n'y a pas d'accord sur l'analyse de la situation internationale et politique, la France (est) tout à fait prête à prendre sa part dans la détente et la coopération avec l'Union Soviétique".

Ainsi, d'un même mouvement et dans la même phrase, par seule conjonction d'un "si", l'on refuse et l'on accepte. D'ailleurs les déclarations valeureuses qui, depuis le 13 décembre, jour de la mise au pas de la Pologne, marquèrent le redressement verbal de la politique française après la malencontreuse et naïve déclaration de C. Cheysson (4) - déclarations dues à la vigoureuse réaction de syndicalistes et d'intellectuels qui furent entendus par les leaders du P.S. - n'ont été suivies d'aucune action, de sorte que la France, qui a fait la leçon aux Européens (aux Allemands en particulier) se trouve à ce jour la seule nation européenne à n'avoir pris aucune mesure de rétorsion (même les Hollandais "pacifistes" ont agi). Bien plus, on a signé (je dis "on", car qui a décidé, qui a signé ?) le fameux contrat de livraison de gaz à l'URSS.

Neuf mois plus tard, c'est l'interdiction "légale" de *Solidarnosc*. Cette fois, François Mitterrand déclare que "cette régression du droit tient au système" et l'on s'exalte sur la vigueur de la protestation. Ce qu'on n'a pas compris, c'est que cette affirmation, d'ailleurs banale, entraine exactement dans la dialectique de notre gouvernement et accentuait encore la contradiction entre la fermeté des paroles et l'absence de l'action. En effet, si la terreur légale, en Pologne, tient au système, il est inutile de tenter quoi que ce soit puisque, non seulement on n'ébranlera pas le système, mais il serait dangereux de l'ébranler : la guerre serait au bout. Voilà ce qu'on dit, ou ce que l'on fait dire par ministres et journalistes interposés aux "idéalistes" et aux "romantiques" de la gauche intellectuelle. Ici, la contradiction atteint son intensité maximale, qu'on peut exprimer ainsi : plus le discours énonce la vérité, et plus l'action devient impossible ; axiome qui, je le note en passant va exactement à l'inverse de la philosophie marxiste qui affirme au contraire qu'on ne peut réellement penser que ce qu'on est capable de transformer. Je ne connais, au P.S., aucune réflexion, aucune tentative de réflexion sur l'issue possible du totalitarisme, comme si nous devions nous contenter de subir, en alimentant les peuples asservis de nos protestations solidaires (5).

Nous voilà donc revenus à la plus mauvaise habitude de la III^e République : des phrases catégoriques ("Nous ne laisserons pas Strasbourg sous le feu des canons allemands", A. Sarraut) suivies de retraites qui se terminèrent par Munich et par la grande débâcle. Ceux qui critiquent mon "moralisme" devraient se rappeler que le désastre militaire et l'Occupation furent préparés par

deux années de contradictions entre des propos énergiques et une politique molle et même complaisante puisqu'elle tolérait, au sein du gouvernement, les hommes dont les sympathies allaient au nazisme (6). On ne peut défendre la liberté avec ceux qui l'écrasent partout où ils prennent le pouvoir, pas plus qu'on ne pouvait défendre la nation avec ceux qui l'avaient déjà livrée dans leur cœur.

Une ambiguïté analogue plane sur notre politique étrangère. On pourrait aussi bien l'évoquer à propos du Moyen-Orient où, il est vrai, le choix d'une ligne politique est particulièrement difficile. Mais je m'en tiens à ce qui est devenu primordial depuis qu'ont été écrasées en Pologne "ces libertés dont la France porte le deuil" (P. Mauroy) - un deuil qui n'a pas duré longtemps, la nécessité de se chauffer, candidement avouée par le Premier Ministre, l'ayant emporté sur le devoir de se souvenir. Dans le même temps, on envoyait des armes au Nicaragua "révolutionnaire" qui venait d'apporter son soutien au général Jaruzelski. Il est vrai que la France en vendait également en Argentine, et même au Guatemala, dont les gouvernements sont fascisants, - d'anciens contrats paraît-il. "Si François Mitterrand a vraiment choisi la *Realpolitik* aux dépens des grands principes, alors qu'il mette ses paroles en accord avec ses actes" (P. Le Dantec) (7). Ce double jeu ne fait pas que démoraliser les Français, il rabaisse la France à l'étranger. On me répond que c'était pareil au temps de Giscard, mais Giscard ne prétendait pas apporter son soutien aux peuples en lutte pour la liberté, et subordonner la vente des armes au respect des Droits de l'homme dans le monde. D'ailleurs que la politique de Mitterrand puisse se comparer à celle de Giscard ne devrait réjouir personne : cela prouve seulement à quel point notre irrésolution s'enracine dans notre faiblesse, et à quel point cette faiblesse résulte, non pas d'une orientation particulière de notre politique intérieure, mais d'une cause profonde : l'affaiblissement des énergies françaises, notre débilité européenne, car ce qui était le mal des Français en 1938 semble avoir gagné l'Europe entière.

"La seule réponse efficace au totalitarisme est d'agir comme on parle et de parler comme on agit, c'est d'opposer au mensonge la cohérence de la vérité". C'est ce que j'écrivais, en août 81, avant la répression en Pologne. Mais comment cette cohérence peut-elle exister si le maintien des représentants du P.C.F. au gouvernement est une nécessité majeure ? N'est-il pas évident que si la politique se conformait à la parole, les ministres communistes ne pourraient se maintenir au pouvoir, eux qui, dans leur Congrès, se sont joints aux acclamations obscènes qui ont salué la délégation de la Junte de Varsovie ? L'équivoque de cette participation reflète et renforce celle du pouvoir ; elle éclatera lorsque celle-ci se dissimulera. C'est pourquoi je ne crois pas qu'on doive se fasciner sur l'élimination des ministres du P.C.F., qui, d'ailleurs, ne garantirait pas un redressement du pouvoir. Ce qu'il faut exiger, sans trêve et sans hargne, c'est que le pouvoir se conforme à cette honnêteté dont il se targue et qu'il traduise en actes simples sa fidélité à l'égard de ses

amis polonais qui sont les nôtres, donnant ainsi de lui-même et de la France une image respectable. Il sera respecté dans la mesure où il se respectera lui-même.

Malheureusement, tout laisse à penser que la politique extérieure, lieu privilégié de la proclamation vertueuse, se trouve subordonnée aux impératifs de la politique intérieure. L'histoire éclaircira ce qui s'est passé dans les cinq premières semaines de 1982. Alors que s'exprimait un puissant mouvement populaire de soutien à *Solidarnosc*, le gouvernement a laissé signer le contrat de livraison de gaz et n'a pris aucune mesure concrète de rétorsion. Dans le même temps, la déclaration de F. Mitterrand au sujet du partage des revenus marquait son intention de rechercher l'appui de la C.G.T. au détriment de la C.F.D.T. Comment expliquer cette dérobade autrement que par le souci de resserrer "l'Union de la Gauche" à trois mois des élections cantonales ? Qui-conque aurait une autre interprétation, qu'il la propose. Si c'est bien cela, alors l'analogie avec les années sinistres qui précéderent la guerre s'impose encore plus fortement. A ceux qui font rentrer dans l'ordre de la fidélité à soi-même et de la cohérence morale le maintien des communistes au gouvernement, je demande : n'y a-t-il pas un impératif plus élevé qui est la fidélité aux valeurs proclamées, l'urgence de fortifier, contre la menace totalitaire, la résistance de la nation ?

Dans ce partage des rôles que je dénonce, le gouvernement charge le Parti socialiste d'incarner la fidélité aux principes tandis qu'il incarne, lui, la responsabilité. Le P.S. témoigne, le gouvernement agit, ou, s'il s'abstient d'agir, comme c'est le cas en politique extérieure, il prend en charge le sérieux politique, c'est-à-dire la vie des Français, leur tranquillité, leur aisance. Cette division du travail donne au P.S. le rôle d'un Sganarelle, qui fait le brave à la place de son maître. Là est sans doute l'origine du profond malaise qui s'est emparé de la plupart des intellectuels de gauche qui - malgré quelques gestes symboliques (8) qui auraient dû les rallier - se tiennent sur la réserve ou expriment leur hostilité.

SOCIALISME ET SOCIÉTÉ

Parlant du P.S., nous revenons sur une question abordée par ma première lettre : la nature d'un parti qui, au lieu de se constituer en représentant, porte-parole, traducteur politique des aspirations sociales, s'est assigné le rôle d'une "machine" articulée à la prise et au fonctionnement du pouvoir. Certes, grandes sont les ressources de dévouement, d'expérience et de convivialité accumulées par le P.S. Mais qu'en est-il sorti depuis Mai 81 ? A entendre les dirigeants, l'essentiel de la lutte consistait à abattre les monstres du capitalisme (type Pierre Moussa) et les porte-voix du giscardisme à la télévision (type Elkabbach). Il est à remarquer que les nationalisations n'ont donné lieu à aucun projet sérieux de réforme dans la gestion. Quant au débat national qui avait été promis sur l'énergie, il a été escamoté. Certes il y avait des urgences : corriger certaines inégalités, soulager les prisons d'un excès de détenus, trouver des remèdes au

malaise corse, abolir la loi "Sécurité et Liberté"... Mais il est troublant de constater qu'aucune des grandes questions de société n'a fait l'objet d'un commencement de réforme, pas même d'un commencement de discussion de la part du gouvernement ou du P.S. Je cite, à titre d'exemple : la délinquance, la prostitution, la paupérisation de certaines régions et de certaines couches sociales, l'amélioration de la vie quotidienne dans les villes (horaires, transports en commun, circulation, etc...), et, bien sûr, l'éducation, dont il est stupéfiant qu'à son propos aucune idée neuve n'ait encore été émise, - et qu'on soit en train de substituer la vieille querelle des deux écoles à la discussion des mesures propres à enrayer le déclin de l'enseignement français... A ce fait, on mesure la régression à laquelle conduit inévitablement une idéologie qui se refuse à analyser la situation réelle afin de préserver du "socialisme" une image mythique et unifiante.

Comme il arrive toujours en France, la politisation hâtive des problèmes rabat sur l'Etat les enjeux et les aspirations. A l'exception de la renonciation au fichier informatique dont il faut remercier Gaston Defferre, on n'aperçoit que des mesures qui, directement ou indirectement, contribuent à renforcer l'emprise de l'Etat.

Je n'ai pas la compétence pour apprécier la loi sur la décentralisation, dont je salue l'intention en espérant que l'application en sera possible. Mais, dès que survient une affaire quelconque, l'Etat s'y engage avec une intensité qui marque, là aussi, que la continuité prévaut sur le changement. On prétend que la télévision ennuie ; Pierre Mauroy, aussitôt, annonce qu'il va s'en occuper ; huit jours plus tard, c'est François Mitterrand qui fait savoir qu'il prend les choses en main. Faire rire les Français est devenu une affaire d'Etat. Rions donc. Mais un pouvoir sincèrement décentralisateur aurait laissé le soin de cette affaire à ceux dont c'est le talent de divertir, d'informer et d'instruire, et ferait taire Régis Debray lorsqu'il prépare en coulisse des concurrents à Bernard Pivot. Le malheur de ce pays est que, depuis Louis XIV, le souverain se mêle de tous les détails et que l'Etat régit tout, au lieu d'inciter et d'arbitrer. Plus qu'aucun autre, un Etat "socialiste" devrait se donner pour tâche primordiale de développer la prise de conscience et de responsabilité dans la société.

Or, par un paradoxe funeste, ce socialisme qui proclame sa répugnance envers le collectivisme, semble vouloir se passer de ce qu'on appelait naguère "les forces vives". Certes, innombrables sont les conseils, comités et commissions où siègent des personnalités sympathiques et compétentes, encore qu'on se garde d'y convoquer les mal pensants (9), mais on ne voit pas que les associations de tout genre, qui sont une des richesses de ce pays, soient stimulées et articulées à l'effort commun. Au contraire, on dirait que leur audience et leur vitalité diminuent depuis le début du septennat, tandis que reprend le dialogue ancien entre tous ceux qui "exigent une aide substantielle de l'Etat", et le pouvoir qui répond qu'il fait ce qu'il peut. On aurait aimé l'entendre répondre aussi : "L'Etat maintenant, c'est aussi vous. Ce qui vous est accordé sera

prélevé sur d'autres - et finalement sur vous. La solidarité n'est pas l'assistance. Elle exclut les privilèges et la fraude. Le socialisme n'est possible que dans un minimum de moralité sociale. Le socialisme requiert, au début, l'austérité, ou, si le mot vous fait peur, la frugalité (c'est Proudhon qui l'a dit). De ne l'avoir pas compris, le Chili populaire en est mort..." J'ai rencontré une vraie socialiste, une mère de famille inscrite au P.S. qui refuse, depuis le 11 mai, de payer des factures hors TVA... Hélas, le gouvernement ne s'est pas haussé encore à ce niveau. En déclarant, avec la garantie de François Mitterrand, qu'on peut travailler moins en maintenant intégralement son niveau de vie, en prétendant que la contraction de la semaine de travail libérait des emplois, en laissant croire que les "patrons" pourront toujours payer, alors qu'ils sont contraints de répercuter les hausses des coûts sur les prix (ce qui relancera une inflation qui compromet notre agriculture et notre commerce extérieur, et rend inévitables les dévaluations semestrielles), on répond à la confiance d'en bas en trompant le peuple. Une fois de plus, les gouvernements de la France sous-estiment les Français. Sommes-nous donc incapables de sacrifices lorsque nous avons compris ? Faut-il attendre une autre guerre pour en administrer la preuve ?

Certes, la différence des conditions sociales et culturelles dans ce pays est excessive, parfois scandaleuse. Mais l'idée qu'on y remédiera en faisant payer les riches est tout aussi scandaleuse. Une telle démagogie va à l'encontre de l'esprit du socialisme, parce qu'elle ment et parce qu'elle est anti-éducative. On a justement accusé Valéry Giscard d'Estaing et son gouvernement de traiter le peuple de haut. Mais c'est le mépriser tout autant que de lui offrir, de l'économie politique, une image aussi fallacieuse.

Pour construire un socialisme, il faut une société, vivante, réceptive, active et réactive. Il y a un socialisme qui asphyxie la société, c'est celui de la Pologne. Mais le nôtre l'anesthésie. Peut-on encore parler d'une "société" dans ce pays ? se demandait récemment Baudrillard - si forte est l'atomisation des comportements et des modes de vie. Le vol, la fraude, mais aussi la permissivité générale, le manquement de parole, l'égoïsme individuel et familial corrompent la communauté. Comment imaginer le socialisme dans cette dissociation ? La dépolitisation et la passivité de l'opinion me semblent avoir gagné depuis un an. Sans doute, une partie des "forces vives" se trouve-t-elle satisfaite et préfère attendre les améliorations promises. Mais je crains que l'anémie sociale ne se soit aggravée malgré le changement de médecin, et je suis surpris de ce que les dénonciations du système giscardien ne s'accompagnent pas d'un effort pour reprendre conscience et courage en commençant par l'initiative quotidienne, par cette invention sociale où Alain Touraine et bien d'autres avec lui voient la seule façon de recomposer une citoyenneté.

C'est dans le contexte de cette dépolitisation que se comprend le paradoxe apparent du P.C.F., car elle offre à des minorités ardentes et bien organisées un terrain

propice à leurs manœuvres. Le déclin électoral du P.C.F. ne l'empêche pas de renforcer son appareil à l'abri des mesures et des lois nouvelles : nationalisations, Université, Recherche. L'extension de la démocratie, lorsqu'elle ne s'accompagne pas d'une participation accrue, aboutit à la prolifération de pouvoirs occultes et intolérants. Ainsi l'autogestion peut-elle dissimuler le règne des ressentiments et des manipulations. Ainsi l'avènement du pouvoir syndical se traduit-il trop souvent par des tentatives pour consolider les situations faussement égalitaires (10) ou pour installer des contrôles politiques. Les avancées du totalitarisme se font souvent sur la ligne de la promotion des médiocres au rang de surveillants, contrôleurs et petits potentats. A. Zinoviev nous en a donné une vision à laquelle on n'a pas porté suffisamment d'attention. Mais il serait urgent qu'une réflexion s'amorce chez nous sur la fonction et les limites d'un pouvoir syndical qui prétend ouvertement régenter l'Enseignement et la Recherche.

QUEL SOCIALISME ?

Sur la politique, sur l'économie, j'aurais encore bien des choses à dire. Mais il faut s'arrêter. Je m'en remets d'ailleurs aux faits et aux chiffres qui, hélas, sont des arbitres impitoyables. Au surplus, je ne souhaite pas que la réalité confirme trop tôt mon pronostic. Vu l'état de l'opposition, la relève ne serait qu'une revanche, et c'est bien ce qui m'inquiète : la régression idéologique que j'évoquais risque de ranimer ce qu'il y a de plus obtus et de plus agressif dans la vieille droite. Il faut sortir de "l'expérience" socialiste, mais en avant.

Intellectuel, je m'attache d'abord aux idées. "Vous faites la Révolution, écrivait Ionesco, parce qu'il n'y a plus de métaphysique". Le P.S., effectivement, n'en a pas - ou bien il en a plusieurs. Je discerne mal celle de François Mitterrand. Je vois bien qu'il a été touché lui aussi, comme tant d'autres, et vingt cinq ans après moi, par ce rayonnement fossile qui émane de cette conjonction inouïe qui se réalisa, au milieu du XIX^e siècle, entre la classe ouvrière des pays d'Europe occidentale et les intellectuels socialistes, mais j'ignore les conséquences qu'il a tirées de cette illumination à une époque où le socialisme prend eau et sang de toutes parts. J'ignore quel est ce socialisme dont il parle.

Je veux croire que ce n'est pas celui dont Charles

Péguy disait : "Leur idéal, s'il est permis de penser ainsi, est un idéal d'Etat, un idéal d'hôpital d'Etat, une immense maison finale et mortuaire" (11). Ce n'est pas non plus, j'en suis sûr, la collectivisation stalinienne, le totalitarisme de parti. Alors ce serait plutôt l'impulsion de tous les organes de la nation, la stimulation, la régénération de la société. Mais bien des questions se posent ici, et d'abord celle-ci : la "société", quelle est aujourd'hui sa réalité pour des tenants de la lutte des classes ? Ce mot n'est-il pas une entité mystifiante ? Nous retrouvons notre problème, et sans doute l'origine de ces propos sommaires, sectaires et arrogants qui ne laissent guère de chances à la mobilisation des bonnes volontés. Quel est donc ce socialisme, et comment voit-il la société ? La réponse à cette question, que je pose sans me lasser depuis Mai 81, je ne l'ai pas reçue.

Jean-Marie DOMENACH

(1) "Penser français" était un slogan de la Légion des Combattants. (A noter qu'on devrait commencer par parler français...)

(2) Le *Quotidien de Paris* a repris le texte de cette première lettre un mois plus tard, avec mon autorisation. Il faut dire - phénomène significatif - qu'elle avait été photocopiée déjà à des centaines d'exemplaires.

(3) A l'exception cependant de la promesse de ne pas augmenter le prélèvement de l'Etat sur le revenu national.

(4) "Bien entendu, nous ne ferons rien". (13 déc., 10 heures du matin).

(5) L'épithète finit par ridiculiser le vocable. On est "solidaire" pour s'épargner les obligations de la solidarité. Récemment, je lisais dans *Le Monde* une protestation signée de grands noms de la gauche pro-palestinienne, qui se déclaraient "solidaires" des morts des camps de Beyrouth...

(6) Les historiens s'intéressent de plus en plus à ce phénomène qu'avait noté Marc Bloch dans *L'Etrange Défaite*. Cf en particulier Pierre Laborie : *Résistants, vichysois et autres* (CNRS, 1980).

(7) *Ouest France*, 29 janvier 1982.

(8) Naturalisation et décoration d'auteurs étrangers, cérémonie organisée à l'Opéra par J. Lang en faveur de la Pologne, etc...

(9) Au "Conseil du Développement Culturel", institué par le Président Pompidou siégeait un grand nombre d'hommes de gauche, dont Jack Lang, qui ne s'est pas inspiré de ce précédent.

(10) Je dis faussement parce qu'il est injuste que des gens de capacités, de talents inégaux soient traités également - ou bien que des gens de talents égaux soient traités inégalement selon qu'ils appartiennent, par exemple, au secteur privé ou au secteur public.

(11) Ch. Péguy (*Pléiade*, II, 1494).

LE MÉCÉNAT INDIVIDUEL ET COLLECTIF

par Jean SALVANÈS

Bien avant que le mot n'entre dans le langage courant, le mécénat a correspondu à une réalité en apportant une contribution à l'amélioration des conditions de vie, à la progression des connaissances et à l'enrichissement du patrimoine artistique. Après une longue tradition marquée par l'essor du mécénat individuel, dont la plus ancienne manifestation remonte, comme le terme le suggère, à l'Antiquité, on aurait pu penser que la profonde modification des conditions économiques et sociales et la transformation du cadre de vie allaient mettre un terme à cette pratique. Il y a loin en effet de Caius Cilnius Maecenas, qui tenait, à Rome, sa porte ouverte aux artistes, il y a loin des Médicis faisant bénéficier les artistes florentins de leurs largesses et de leur appui, aux mécènes des temps présents, particuliers sans grande fortune et entreprises confrontées à une compétition sévère.

Pourtant, le mécénat existe toujours. Il s'agit soit d'un *mécénat individuel*, qui s'exerce principalement par le canal d'associations ou de fondations, soit d'un *mécénat collectif*, celui des entreprises, qui prend des aspects nouveaux et devient, entre autres, l'une des formes de la communication et des relations publiques.

Si le mécénat individuel ou d'entreprises existe bien en France, l'examen de ce qui se passe dans les pays de démocratie libérale, et plus spécialement dans les pays de la Communauté Européenne, conduit à constater chez nous un retard dû, pour l'essentiel, à des questions de mentalités résultant de notre tradition jacobine. Ceci n'empêche pas que les dispositions particulières d'ordre juridique ou fiscal puissent aussi en favoriser ou en contrarier l'essor.

UNE DEMARCHE VOLONTAIRE ET SPONTANÉE

La pratique la plus ancienne permettrait de le définir comme toute action délibérée à l'initiative et à la charge des personnes privées, en faveur des artistes, créateurs ou interprètes. L'usage a cependant voulu que les donateurs que l'on peut aisément qualifier de mécènes, en raison de

leur générosité et du caractère délibéré de leurs actes, aient leurs dons sur des domaines étrangers à l'art, tels la philanthropie, l'éducation, la recherche scientifique et médicale etc... *C'est ainsi que, dépassant largement le cadre de l'art, le mécénat doit être caractérisé de nos jours par des actions d'intérêt général, à l'initiative des citoyens pour le mécénat individuel, et à l'initiative des organismes du secteur privé pour le mécénat de groupe.*

Le mécénat ainsi conçu est avant tout une démarche propre de l'individu ou de l'entreprise, qui peut n'avoir aucune espèce de rapport avec les initiatives de l'Etat ou des collectivités locales, et qui peut aussi bien porter sur le soutien à une activité culturelle complètement désintéressée que sur la participation à une initiative dans le milieu environnant avec le souci d'en tirer quelque parti.

Le mécénat, c'est la démarche volontaire et personnelle de celui qui donne une aide, qui concourt financièrement à la cause d'intérêt général qui le satisfait, à laquelle il adhère.

Par le mécénat, il s'agit, dès lors, non seulement d'apporter des ressources complémentaires à des actions d'intérêt général et des ressources complémentaires par rapport aux ressources publiques, c'est-à-dire des ressources privées, mais de contribuer spontanément, volontairement, délibérément, en pleine responsabilité, à une société où toutes les initiatives, toutes les activités d'ordre culturel ou artistique ou d'intérêt collectif ne sont pas entre les mains de l'Etat.

LE TERME MÉCÉNAT

Sur le terme de mécénat lui-même, les avis divergent. Beaucoup estiment que le mot est désuet, d'autres trouvent qu'il est quelque peu suspect ; il évoquerait, en particulier, des exemples historiques peu transposables à la réalité contemporaine, et impliquerait une démarche sans grand rapport avec ce que peut être celle d'une entreprise ou d'un groupe à notre époque.

C'est sans doute vrai mais, à notre sens, il n'en existe pas de meilleur, qui parle davantage à l'imagination.

De nos jours, le mécénat n'est pas, pour les particuliers, affaire de seuil de revenus, car il est frappant de constater que le mécénat individuel en France se réalise actuellement par la multitude des dons de citoyens de toutes conditions et pas seulement par des contributions financières considérables. On en a eu un exemple lors de l'attentat qui a saccagé certaines salles de peintures historiques du château de Versailles.

Pratiqué par les entreprises, le mécénat fait surgir de nouveaux modes de relations humaines, qu'il paraît souhaitable de promouvoir, même si certaines démarches sont de nature intéressée.

On a parlé, à cet égard, en l'appliquant au domaine sportif, de sponsoring. Alors même que ce terme ne recèle rien de choquant par son étymologie, il s'est chargé à l'usage, en France d'une connotation quelque peu défavorable, dans la mesure où il a été accompagné de manifestations publicitaires parfois tapageuses. Malgré des différences sensibles, cette action s'apparente au mécénat classique, dans la mesure où la contribution qui est donnée permet à de jeunes talents de faire la preuve de leur capacité et de tenter des exploits. C'est bien l'essentiel du mécénat, dont l'objet vise, au fond, à donner les chances de la renommée et des moyens d'exercer un art ou un talent, et d'en vivre, à ceux qui ont des capacités particulières pour y parvenir ou qui sont présumés les avoir.

Le mécénat n'existe pas uniquement dans la mesure où le mécène est anonyme. Toute l'histoire des grands mécènes est à l'opposé, les comportements humains aussi, et le développement du mécénat d'entreprise, et plus précisément du mécénat commercial, en France comme ailleurs, ne peut s'accorder du désintéressement total, même si l'action est généreuse.

L'IMPORTANCE DU MÉCÉNAT

Il est très difficile de cerner l'importance du mécénat en France. Néanmoins, quelques renseignements, fournis par le Ministère de l'Intérieur et celui des Finances permettent d'y voir un peu plus clair.

Comme l'essentiel du mécénat individuel s'exerce par le biais des fondations ou associations reconnues ou non d'utilité publique, il est intéressant de savoir combien il existe de ces organismes.

On dénombre, en France, environ 300 fondations reconnues d'utilité publique, dont 50 seulement, qui sont financées par des fonds privés, exercent une activité permanente. 160 autres n'ont pas de ressources suffisantes pour accomplir elles-mêmes leurs objectifs, et le font, en réalité, grâce aux subventions publiques.

Il existe par ailleurs, dans notre pays, 1 850 associations d'utilité publique, et quelques 250 000 associations ordinaires, dont toutes, il faut bien le dire, n'ont pas une activité en rapport avec le mécénat.

En Grande-Bretagne, c'est par centaines de milliers que se comptent les trusts charitables ou "charities", qui exercent une activité d'intérêt général. Aux U.S.A., près

de 30 000 fondations sont en activité ; 38 disposent d'un capital supérieur à 100 millions de dollars. En Allemagne, les fondations sont au nombre de 4 500, et de 10 000 en Suisse.

On ne peut, en outre, manquer de relever que la plus importante fondation française, la Fondation de France, est classée la dixième en Europe, par l'importance des capitaux dont elle dispose.

Selon la Direction Générale des Impôts à Paris, les Français auraient pu, en 1978, déduire de leur revenu imposable, au titre du mécénat, une somme totale de près de dix milliards de francs, et il en aurait coûté au budget de l'Etat un manque à gagner de deux milliards quatre cent millions de francs. En réalité, les déductions ont atteint près de deux milliards et demi de francs, soit environ le quart des possibilités ouvertes par la loi. La réalité de certaines de ces déductions ne semble pas fondée mais, en revanche, la statistique ne pouvait pas prendre en compte les dons individuels supérieurs aux plafonds de déduction autorisée ni la générosité des Français (et il y en a) qui ne s'en sont pas fiscalement prévalus.

Quant aux entreprises, aucun formulaire fiscal ne permet de mesurer leurs dons. On sait seulement que, pour la même année 1978, elles auraient été autorisées à accorder des libéralités, y compris pour la recherche scientifique, pour près de dix milliards de francs également.

Ces quelques nombres donnent une idée du champ de possibilités ouvertes au mécénat dans notre pays, pour peu que certaines mesures nouvelles complètent ou modifient les textes actuels, pour peu aussi que les esprits s'y prêtent.

LES DISPOSITIONS ACTUELLES DE LA LOI FRANÇAISE

La fiscalité du mécénat est intéressante à examiner, pour mieux comprendre les conditions de son exercice. On s'empressera de dire qu'à la suite du récent relèvement intervenu dans la loi des Finances pour 1982, la situation de la France se rapproche de celle de ses voisins européens, tout en n'étant pas aussi favorable qu'en Allemagne Fédérale.

La loi française dispose (c'est l'article 238 Bis du Code Général des Impôts qui règle le problème), que les contribuables pourront déduire de leur revenu imposable (à partir des revenus de 1982), dans la limite de 3 % de ces revenus, les versements effectués à des associations reconnues d'utilité publique (et, bien entendu, aux fondations) et dans la limite de 1 % pour les autres. Dans l'un et l'autre cas, il doit s'agir d'œuvres ou d'organismes d'intérêt général à caractère philanthropique, éducatif, scientifique, social ou familial ou culturel.

Préalablement à cette loi des Finances, la limite de déduction était fixée à 1 % pour l'ensemble des œuvres d'intérêt général, qu'elles soient ou non reconnues d'utilité publique. La faculté était laissée aux redevables de

Sculptures réalisées à partir de matières premières fournies par une briqueterie du Nord, à de jeunes sculpteurs hébergés sur place pendant un mois.

verser, en outre, sans préjudice de ces dispositions, 0,50 % complémentaires, au seul bénéfice de la Fondation de France.

On notera que le critère déterminant pour la déduction est celui de l'intérêt général. Le fait qu'une association ou qu'une fondation soit reconnue d'utilité publique n'est pas essentiel en lui-même pour ouvrir droit à la déduction ; c'est le domaine d'activité qui l'emporte.

Aujourd'hui, une distinction s'établit entre les associations reconnues d'utilité publique et celles qui ne le sont pas, les premières pouvant donner un droit à déduction supérieure, mais le caractère de leur activité est toujours déterminant car il doit correspondre à l'intérêt général. Et l'intérêt général tel que le code fiscal l'a fixé à cet égard, est limité aux six domaines que nous venons de citer.

Les entreprises assujetties à l'impôt sur le revenu ou à l'impôt sur les sociétés peuvent, aux termes du même article, déduire du montant de leur bénéfice imposable les dons faits aux organismes de même nature, dans la limite de 1 % de leur chiffre d'affaires. Il faut noter que la loi de Finances pour 1982 n'a pas révisé ce pourcentage de déduction. Les entreprises peuvent, en outre, sans

préjudice des dispositions précédentes, déduire 2 % de leur chiffre d'affaires pour des versements effectués au profit de sociétés ou d'organismes publics ou privés de recherche scientifique ou médicale agréés à cet effet par le Ministère de l'Economie et des Finances, pour une période de cinq ans.

Mais il est curieux de noter que la liste de ces organismes ne fait l'objet d'aucune publication.

LE DÉVELOPPEMENT DU MÉCÉNAT REPOSE SUR DES MESURES JURIDIQUES ET FISCALES PONCTUELLES

Au plan juridique

Sur le plan juridique, il serait important de couper court à deux équivoques actuelles.

L'article 910 du Code Civil stipule en effet que les dotations entre vifs ou par testament "au profit d'établissements d'utilité publique", n'auront leur effet qu'autant qu'elles seront autorisées par un décret.

Il en résulte que les simples dons manuels sont soumis à autorisation préalable. Dans la pratique, il n'en est rien; l'usage fréquent du chèque a, au surplus, rendu très

aléatoire un contrôle, même a posteriori. En conséquence, puisqu'elle ne peut et ne veut les connaître, l'Administration ignore ces opérations. On notera cependant avec intérêt que, pour se prémunir contre toute surprise désagréable, les fondations les plus récemment reconnues par le Conseil d'Etat ont pris soin de faire préciser, en leurs statuts, qu'elles étaient par avance, du fait de leur agrément, libres de recevoir de tels dons manuels purs et simples. (1)

C'est là un argument suffisant pour que le droit soit mis en harmonie avec les faits, et que le Code Civil mette dorénavant explicitement hors du champ de l'autorisation administrative préalable les dons manuels faits aux fondations et associations reconnues d'utilité publique et assimilées.

En outre, la loi du 1^{er} Juillet 1901 limite aux associations reconnues d'utilité publique la possibilité de recevoir des dons, dans les conditions précisées par l'article 910 déjà cité.

Mais l'article 238 Bis du Code Général des Impôts les admet implicitement pour les simples associations, dans la mesure où il ne soumet pas la déductibilité à la reconnaissance d'utilité publique.

Une réponse ministérielle a permis de faire admettre que les associations déclarées pouvaient percevoir des dons manuels.

Il n'empêche que certaines décisions judiciaires les ont parfois annulés.

C'est là une équivoque qui peut être gênante, et qui mérite d'être dissipée. Ce n'est pas, en effet, au moment où l'on semble vouloir privilégier la vie associative que l'on peut s'accommoder de ces ambiguïtés en laissant l'application des textes rigoureux à l'interprétation bienveillante de l'Administration.

Par contre, les mesures pour favoriser la vie associative et, dans ce cadre, le mécénat, ne relèvent pas d'une modification de la loi de 1901. Les deux dispositions précitées, combinées avec quelques mesures fiscales nouvelles, doivent permettre de résoudre, pour l'essentiel, les difficultés liées à l'insuffisance de ressources de beaucoup d'organismes. Point n'est besoin non plus de créer une catégorie d'associations intermédiaires entre les associations simplement déclarées et les associations reconnues d'utilité publique.

C'est ensuite, et avant tout, affaire d'état d'esprit. Il est plus conforme à l'esprit du mécénat de se retourner vers ceux, particuliers ou entreprises, que l'action intéresse pour en obtenir des moyens, que de s'adresser à l'Etat pour quérir une subvention.

Au plan fiscal

Diverses mesures pourraient favoriser l'essor de la vie associative et, partant, le mécénat.

On citera en particulier l'atténuation, voire, dans certains cas, la suppression de l'impôt à 24 % sur les revenus de certains placements, l'abrogation, quand il existe, du

cumul entre cet impôt et celui au taux nominal de 50 %, l'élargissement de la déduction et la création d'un crédit d'impôt bénéficiant à tous les contribuables et, en particulier, aux plus modestes.

Mais il faut souligner que c'est la réforme de la taxe sur les salaires qui est la plus urgente. Cette taxe, qui frappe les salaires versés à tous les collaborateurs dans un organisme non assujéti à la T.V.A., comporte trois taux déclenchés successivement par le dépassement de plafonds. Or, ces plafonds ont été fixés en 1968 et n'ont fait, depuis, l'objet d'aucune révision, de sorte que le premier taux majoré qui, à l'origine, frappait les salaires à partir de cinq fois le S.M.I.C. s'applique, aujourd'hui, sur une fraction de cette rémunération.

On mesure, d'emblée, le handicap qui en résulte pour les organismes assujéti et l'allègement que leur apporterait, ou bien la suppression des taux majorés, ou bien la révision des plafonds de déclenchement, à l'occasion, par exemple, de chaque loi de finances annuelle.

Il y aurait là, en outre, un moyen de favoriser la création d'emplois dans les associations et, en conséquence, la prise en charge effective d'actions d'intérêt général par des organismes relevant de l'initiative des citoyens.

DU MÉCÉNAT D'ENTREPRISE OU MÉCÉNAT COMMERCIAL

Moins développé chez nous qu'à l'étranger, dans le monde anglo-saxon en particulier, où il prend en charge le financement d'importantes manifestations culturelles, mais déjà, cependant significatif, le mécénat d'entreprise est une forme d'action parfaitement intégrée dans la vie économique moderne.

Aux Etats-Unis, en 1979, la contribution de quelques 80 000 entreprises en faveur de l'art ou de la culture, sous toutes ses formes, s'est élevée à 436 millions de dollars, soit presque l'équivalent du budget fédéral pour la culture. En Angleterre, les réalisations sont nombreuses, et alimentent les chroniques des journaux ; en Allemagne Fédérale de même, où un organisme privé, le KULTUR-KREISS, regroupant 500 entreprises, joue un rôle également déterminant.

En France, l'action déployée par l'Association pour le Développement du Mécénat Industriel et Commercial (ADMICAL) a permis de faire connaître les initiatives de nombreuses entreprises et de mettre en valeur les rapports nouveaux qui s'établissent entre le monde des arts et celui des affaires.

Qu'il s'agisse de créations d'œuvres d'art, comme dans le cas de ces entreprises qui font appel à des sculpteurs ou à des artistes peintres pour décorer leurs locaux, qu'il s'agisse de permettre une meilleure diffusion de la culture, comme par exemple le financement de l'exposition sur les Grottes de Lascaux au Petit Palais, qu'il s'agisse d'actions de sauvegarde du patrimoine artistique, comme par exemple la restauration de l'Abbaye d'Hau-bervilliers, la restauration des vitraux de la Cathédrale

de Reims, qu'il s'agisse du financement de concerts, festivals, comme le festival méditerranéen, de l'aménagement de salles nouvelles dans les musées, ou de l'animation artistique dans un centre commercial, les entreprises françaises, depuis un certain nombre d'années, individuellement ou en groupe, ont participé à des actions de mécénat, ouvrant ainsi la voie, comme le font leurs concurrents à l'étranger, à une expression nouvelle des relations publiques.

Ce mécénat d'entreprise, ou plus exactement, ce mécénat commercial, commence à revêtir une importance caractéristique puisqu'il exerce même, parfois, au-delà des frontières. A l'étranger, la participation à des actions à caractère culturel semble parfois faire plus pour la promotion des produits "made in France" qu'une campagne d'affichage classique.

On a dit de ce mécénat commercial qu'il ne constituait pas du mécénat, parce qu'il n'était pas désintéressé. Sans être effectivement du mécénat au sens le plus strict, de telles initiatives, qui relèvent effectivement de la stratégie de l'entreprise et de calculs économiques, n'en constituent pas moins un apport en faveur de l'intérêt général, au profit de l'art, de la culture, des gens aux talents les plus divers, et le fait que le donateur puisse, sur le plan du renom, tirer parti du soutien qu'il apporte n'enlève rien à l'intérêt de la démarche, même si l'avantage qui en découle pour lui ôte à son geste le caractère de générosité à l'état pur.

On notera que, dans le cadre d'un mécénat commercial de création ou de diffusion, l'entreprise n'est limitée actuellement par aucun texte fiscal, à l'inverse de ce qui se passe lorsqu'il y a un anonymat le plus total.

Ou bien il s'établit entre elle et l'artiste auquel elle passe une commande, une relation que l'on peut qualifier de "client à fournisseur", ou bien il s'agit d'une campagne orchestrée de relations publiques, et la prise en compte du prix ne relève pas de la tolérance fiscale sur les libéralités.

Dans ces actions de mécénat commercial, l'entreprise est limitée par des considérations de stratégie économique ; ce sont des critères de cet ordre qui lui dictent son choix et la limite de son engagement.

Le développement de ce mécénat est conditionné par l'établissement d'un climat favorable, résultant de mentalités nouvelles. Il est aussi conditionné par l'intérêt que les agences spécialisées et, au sein des entreprises, les services compétents, porteront au sujet.

Au nombre des moyens qui pourraient favoriser de telles actions, on rangera, bien entendu, l'écho qu'en donneront les moyens d'information. A cet égard, il est surprenant de constater que, si personne n'est choqué par la participation d'entreprises à des compétitions sportives et par l'exploitation qui en est faite dans la presse ou ailleurs, les opinions semblent diverger dès lors qu'il s'agit de manifestations artistiques ou culturelles. Cependant, un courant s'amorce en sens contraire, et il y

a lieu de s'en réjouir. Nous sommes là dans un domaine où la rumeur publique importe plus que l'aide matérielle de l'Etat. C'est d'autant plus naturel que le mécénat doit être une démarche volontaire et spontanée, qui suppose la liberté du décideur pour sa participation et son choix.

C'est dire qu'en aucun cas le mécénat commercial, pas plus que toute autre forme de mécénat d'ailleurs, ne saurait se concevoir comme une parafiscalité déguisée, ou y aboutir. Les entreprises n'ont pas à choisir leurs interventions dans un catalogue d'actions prioritaires déterminées par une autorité officielle à la recherche d'un financement complémentaire, mais elles doivent agir à leur gré, sur ce qui leur semble le mieux convenir à leur environnement, à l'entretien de leur renom et à leur insertion professionnelle.

*
* *

Les citoyens doivent pouvoir agir de même. Les uns et les autres devant, bien entendu, laisser aux artistes la pleine liberté d'exercice de leur art. Le mécénat ne saurait en aucune manière être un moyen de pression dans l'ordre de la culture et de la création ; il apporte une aide stimulatrice et respectueuse de la liberté.

En bref, la situation actuelle du mécénat en France se caractérise, pour les particuliers, par une multitude de dons et non plus simplement par quelques fortes libéralités. Parallèlement, le monde de la culture et celui des affaires retrouvent, par ce biais, des convergences d'intérêt, comme l'ont prouvé les nombreux exemples qui nous ont été fournis.

Le développement du mécénat, nécessaire pour le renouveau de l'innovation, pour une meilleure animation de la cité, pour l'affirmation de responsabilités personnelles, en un mot pour l'expression de la liberté, peut être grandement facilité par l'intervention de l'Etat, au moyen notamment de quelques assouplissements d'ordre juridique et fiscal qui ont été formulés dans le rapport et l'avis voté par le Conseil Economique et Social. Et il est intéressant de noter que ces suggestions viennent d'être reprises dans la proposition de loi n°416 pour "favoriser le développement du mécénat et de la vie associative" qui a été déposée au Sénat par MM. Maurice Blin, Marcel Rudloff, Jean-Marie Rausch, André Fosset, Adolphe Chauvin, les membres du groupe de l'Union Centriste des Démocrates de Progrès et M. Francisque Collomb.

Après la loi, à terme et de façon durable, tout sera conditionné par cet état d'esprit favorable. Pour l'entretenir, presse, radios et télévision pourraient donner davantage d'informations intéressantes et stimulantes sur les actions de mécénat, les plus marquées, comme cela se fait déjà très largement dans la presse britannique.

Jean SALVANES

(1) Le don manuel est celui qui porte sur des biens corporels, sur des sommes d'argent en espèces ou en chèques et qui transfère la propriété du bien donné par simple tradition de la main à la main.

LIBÉRALISME ET DÉMOCRATIE PERSONNALISTE

DIFFÉRENCES ET CONVERGENCES

par François BAYROU

La conjoncture actuelle simplifie dangereusement le débat entre les diverses cultures politiques. Raison de plus pour rendre à chacune sa spécificité.

Comme le socialisme, le libéralisme a toujours été une notion ambiguë susceptible d'interprétations multiples. Plus encore que sa classique confrontation avec le socialisme, une comparaison avec un personnalisme démocratique peut permettre de mieux distinguer les faces - positives ou négatives - de ce libéralisme. A cet examen - qui pourra être repris et dont les conclusions ne sont pas sans incidence politique - François Bayrou apporte, dans l'article ci-dessous, des éléments d'analyse et de réflexion.

Dans un contexte politique autre que celui de la France de 1982, il ne serait pas déraisonnable d'examiner l'importance des divergences et les possibilités de convergences entre démocratie personnaliste et social-démocratie, et - pourquoi pas - entre libéralisme et socialisme démocratique. A "France-Forum" nous ne sommes pas de ceux qui pensent qu'il y a dans notre pays "un peuple de droite" et "un peuple de gauche" irréductiblement opposés et hostiles.

Pour qui a fait du centre son option, et pour des raisons qui ne sont pas seulement politiques, le centre n'est pas au milieu, pas plus qu'il n'est à mi-chemin. Il n'est ni hésitation, ni choix du compromis à tout prix. Il est une volonté politique, articulée autour d'un projet, d'une vision de l'homme, d'une méthode. Plus encore, il est une "famille". Démocrate, chrétien, social, il se dit personnaliste et communautaire, pour marquer sa dette envers une tradition philosophique dont il ne revendique pas l'exclusivité, sachant bien que si Etienne Borne, et quelques autres ont représenté, dans ses rangs, le courant démocratique d'inspiration chrétienne, d'autres, à l'exemple d'Emmanuel Mounier, ont été beaucoup plus réservés quant aux concrétisations politiques d'une telle démarche.

UNE INTERROGATION D'ACTUALITE

Quoi qu'il en soit, la rencontre de tant de militants

dans le même courant de pensée et dans les mêmes formations politiques n'est pas un accident de l'histoire. Quelles que soient leurs divergences momentanées, leurs séparations de l'instant, ils se connaissent et se reconnaissent. Ils savent qu'ils ont un destin commun. Les ayant rencontrés, on ne peut s'empêcher d'évoquer à leur propos le mot de Péguy : "une sorte de foyer... une sorte de famille d'esprits... nullement un groupe... mais littéralement ce qu'il y a jamais eu de plus beau dans le monde, une amitié et une cité".

Les démocrates personnalistes ont fait entrer dans la vie politique française le mot de *centre*. Beaucoup d'autres, aujourd'hui s'en réclament, et en particulier la famille libérale. Valéry Giscard d'Estaing fit, par exemple, de la volonté de "gouverner la France au centre", la maxime de sa politique.

Or, comme il en est souvent entre alliés, dont la clien-

tèle électorale potentielle est grossièrement la même, et qui se trouvent de surplus en situation de concurrence, les relations entre ces deux familles ne sont pas toujours faciles.

Dans les instances des mouvements centristes, la condamnation du libéralisme est même rituelle. Ceux qui nous rencontrent pour la première fois ne manquent pas de s'en étonner. Ils affirment que les actes de ceux des centristes qui ont eu l'occasion de se trouver au gouvernement, n'ont pas été différents, dans la forme ni dans le fond, de ceux des leaders libéraux.

Pourtant, aussi bien dans les rangs des plus âgés des centristes, que parmi les néophytes, la vigueur de la diatribe ne s'adoucit pas. Au printemps dernier, un des plus fougueux des jeunes centristes donnait, par exemple, au *Monde*, un article au titre vibrant : "le libéralisme, voilà l'ennemi". Singulier discernement, pensèrent quelques uns, au moment où l'alliance des socialistes et des communistes se trouvait au gouvernement de la France, où la Pologne, l'Afghanistan, continuaient d'étouffer sous la botte, où la démocratie ne cessait de reculer dans le monde...

Les libéraux n'étaient pas en reste. Personnalité du Parti Républicain, Alain Griotteray publiait cet automne dans "le Figaro-Magazine", un éditorial intitulé "Les peuples européens ne veulent plus être gouvernés au centre". Entre autres aménités, les centristes se voyaient qualifiés de "collaborationnistes frileux de la social-démocratie" et accusés de n'entretenir d'autre rêve que de devenir un jour les "gestionnaires des erreurs du socialisme". Contre le centre, M. Griotteray souhaitait la victoire de la droite, chargée de défendre "l'individu et la nation".

L'interrogation sur les rapports entre démocrates personnalistes et libéraux est donc d'actualité. Et cela non seulement parce qu'il est toujours intéressant de tenter d'élucider une énigme théorique. Mais surtout parce que cette interrogation peut peser sur l'avenir politique de notre pays. L'une des plus importantes organisations politiques françaises, l'UDF, a en effet, réuni les centristes et les libéraux, sous l'impulsion du premier des hommes politiques du centrisme français, Jean Lecanuet.

Or, si une réflexion approfondie démontrait qu'il n'y a dans les divergences et les condamnations réciproques des libéraux et des centristes que querelles de mots et chocs d'ambitions concurrentes, on pourrait alors parier que le temps se chargera de lever ces ambiguïtés et que la réunion de ces familles est à terme inéluctable. Au contraire, s'il s'avérait que ces difficultés recouvrent des divergences irréductibles, aucune autorité, pour aussi prestigieuse qu'elle soit, ne pourrait empêcher l'UDF d'éclater. On voit quels bouleversements en découleraient, et combien le destin de notre démocratie pourrait s'en trouver modifié. A moins que cette alternative ne

fasse une fausse antinomie...

LES ORIGINALITES RESPECTIVES

Libéralisme ; le mot a plusieurs sens dont le chevauchement vient souvent obscurcir le débat.

Il y a d'abord, la *libéralisme en matière politique*. Ce libéralisme là est commun aux deux courants démocrate et libéral. Tous deux sont scrupuleusement attachés à la démocratie pluraliste et respectueux des règles qu'elle impose. Contre tous les totalitarismes, ils défendent la liberté d'expression de toutes les sensibilités, ouvrant même cette liberté à ceux qui veulent d'abord la disparition de la démocratie. Que chacun s'exprime, du moins tant qu'il ne perpète pas de crime contre la paix publique, tant qu'il n'en vient pas à menacer la sûreté de l'Etat. La loi doit s'imposer à tous, qu'elle répartisse les charges ou qu'elle dispense des libéralités. Les institutions démocratiques ne peuvent être discutées dans leurs modalités qu'en suivant les procédures qu'elles ont elles-mêmes fixées. Enfin, si on a parfaitement le droit d'interpeller les titulaires de charges publiques sur le contenu et l'exécution de leur mandat, on ne peut transgresser le respect dû aux personnes.

En réalité, ce n'est pas ce libéralisme-là qui se trouve en cause. C'est le *libéralisme en matière économique*, et l'organisation de la société qui découle de ses principes.

Bien sûr, la plupart des défenseurs actuels du libéralisme affirme avoir coupé tout cordon ombilical avec le libéralisme classique, définitivement rangé, en vis-à-vis de la bibliothèque marxiste, au rayon des idéologies issues du XIX^e siècle.

Pourtant il s'agit toujours de limiter strictement le rôle de l'Etat, de donner au marché le rôle essentiel dans l'orientation économique, de construire les mécanismes sociaux autour de cette entité primordiale : l'individu.

La revendication fondamentale est celle de la nécessité pour chacun des individus de commander librement son destin, débarrassé de la domination de l'Etat invisible, omnipotent et totalitaire. On connaît le passage fameux de Tocqueville : "Je vois une foule innombrable d'hommes semblables et égaux qui tournent sans repos sur eux-mêmes pour se procurer de petits et vulgaires plaisirs dont ils remplissent leur âme... Au-dessus de ceux-là s'élève un pouvoir immense et tutélaire qui se charge seul d'assumer leurs jouissances et de veiller sur leur sort. Il ressemblerait à la puissance paternelle si, comme elle, il avait pour objet de préparer les hommes à l'âge viril ; mais il ne cherche, au contraire, qu'à les fixer irrévocablement dans l'enfance... Il travaillera volontiers à leur bonheur ; mais il veut en être l'unique agent et le seul arbitre... Que ne peut-il leur ôter entièrement le trouble de penser et la peine de vivre ? L'égalité a préparé les hommes à toutes ces choses... Après avoir pris tour à tour dans ses puissantes mains chaque individu et après l'avoir pétri à sa guise, le souverain étend ses bras sur la société tout entière ; il en couvre la surface d'un réseau de

petites règles bien compliquées minutieusement uniformes, à travers lesquelles les esprits les plus originaux et les âmes les plus vigoureuses ne sauraient se faire jour pour dépasser la foule ; il force rarement d'agir, mais il s'oppose à ce qu'on agisse ; il ne détruit point, il empêche de naître ; il ne tyrannise point, il gêne, il comprime, il énerve, il éteint, il hébète, et il réduit chaque nation à n'être plus qu'un troupeau timide et industriel, dont le gouvernement est le berger".

Accusé : l'égalitarisme ; accusé : la pression de l'Etat. Contre cette double contrainte, le libéralisme se présente à la fois comme la seule voie possible de réalisation de l'individu et comme la condition de l'évolution efficace des sociétés.

L'égalitarisme empêche en effet l'expression "des esprits les plus originaux et des âmes les plus vigoureuses". C'est la tyrannie nietzschéenne des faibles sur les forts. Or, les sociétés humaines, et singulièrement la société économique n'ont de possibilité de progrès que si elles se plient à la loi qui gouverne les organismes vivants : il est indispensable que les forts l'emportent sur les faibles, c'est l'intérêt de l'espèce tout entière. La lutte économique n'est rien d'autre que le constat de la capacité d'utilisation des facultés indispensables à la vie : intelligence des situations, sens du concret, capacité de décision. L'épanouissement des plus doués tirera en avant l'ensemble du corps social.

C'est ainsi que paradoxalement les thèses des naturalistes darwiniens se trouvent reprises implicitement par les libéraux, qui les appliquent aux vainqueurs de la lutte économique, et par les marxistes qui fondent sur elles le concept de lutte des classes et leur espérance dans la victoire définitive de la classe des véritables producteurs.

Dans les deux cas, une telle vision du monde exclut toute préoccupation morale. Puisque le succès, image de la survie, est le seul critère de la valeur, il légitime, lorsqu'il est constaté, chacune des étapes et chacun des comportements qui l'ont préparé. En ce sens, le libéralisme radical, comme le marxisme peuvent aller jusqu'au cynisme.

C'est une première divergence grave avec la démocratie d'inspiration chrétienne. Celle-ci postule, en effet, que *l'action économique et politique est d'abord morale*, ce qui signifie qu'il ne saurait y avoir solution de continuité, rupture, entre la fin qu'on se propose et les moyens qu'on utilise pour hâter l'avènement de cette fin. Si les hommes sont égaux en dignité, ce qu'ils sont du fait même de leur origine et de leur destinée, cette communauté de condition interdit qu'on postule et qu'on recherche dans l'inégalité de nature le moteur d'évolution des sociétés.

Différence fondamentale, à laquelle s'ajoutent d'importantes réserves sur l'application pratique de la thèse libérale. Car si la loi de la nature est sélection d'abord et domination ensuite du fort sur le faible, on se trouve très vite, et naturellement, placé devant des ententes entre dominants, qui se respectent et se concertent pour main-

tenir et renforcer leur domination. Dès l'instant que de telles ententes sur les conditions de production et de commercialisation interviennent entre puissances économiques, toute compétition se trouve déséquilibrée, et devient de fait impossible.

Pour lutter contre ce type d'ententes, on peut, certes doter l'Etat de moyens d'intervention, de régulation et de coercition. Mais comment, dès lors, concilier une telle capacité d'intervention, et les moyens d'investigation qu'elle suppose, avec le respect scrupuleux de la liberté et de l'autonomie du citoyen et de l'entreprise ?

De même, faudra-t-il légitimer la transmission des atouts et des handicaps ? On doit à la vérité de reconnaître qu'un certain nombre de libéraux authentiques se déclarent partisans d'une égalisation périodique des chances, par exemple par la pénalisation au moment de la transmission des patrimoines. Mais ils ne recrutent leurs partisans, dans les rangs des acteurs du jeu économique, que parmi les célibataires sans enfants. Les autres, pourvus d'une descendance ou d'une ascendance généreusement dotée, préfèrent examiner dans la durée la compétition libérale, estimant que, comme la compétition pour la vie, elle a tout intérêt à s'exprimer dans le temps. Deux ou trois exemples annuels d'effondrements de fortunes familiales ou de spectaculaires promotions leur servent d'argument suffisant pour apporter la preuve d'une satisfaisante mobilité sociale.

La conviction libérale a d'autres défenseurs, qui, abandonnant le terrain délicat des mécanismes biologiques de l'espèce et des sociétés, choisissent le terrain strictement économique. Il s'agit pour eux de rechercher la meilleure efficacité en matière d'orientation de la production. Ils dénie à l'Etat la capacité de prévoir et l'aptitude à décider. La diversité des besoins, des terrains, des comportements, le caractère imprévisible de l'événement, la part du hasard ou de l'incertitude dans les éléments d'observation que l'on s'applique à sélectionner, tout cela rend dérisoire la prétention de la puissance publique à planifier valablement. Le marché seul, démultiplié, décentralisé, peut enregistrer assez vite l'évolution des éléments d'incitation à la production, en tirer instantanément les enseignements et mettre en œuvre les mutations qui s'imposent. Les trajets nerveux de ces dinosaures que sont les économies modernes sont bien trop longs, le cerveau central trop débile et disproportionné. Seule la multiplication des centres de décision, leur très grande liberté, leur permet de réagir au marché et d'affronter la complexité des temps modernes.

Les démocrates personnalistes acquiescent à l'essentiel de ce raisonnement économique, du moins quand on le limite aux décisions quotidiennes de la vie de l'entreprise. Mais systématiser à l'avance le bien-fondé du marché en toute matière n'est pas sans danger. En réalité, cette option met en évidence la véritable nature du libéralisme qui est d'être un *optimisme*, et cela à un double titre : foi dans le marché d'abord, foi dans l'homme ensuite.

Il n'est pas exagéré de dire que les libéraux investissent

le marché de la même faculté transcendante que les marxistes accordent au sens de l'histoire et à son instrument la lutte des classes révolutionnaires. Pour eux, le marché a le pouvoir de déterminer les bons choix.

On répondra probablement que le marché n'a rien de mythique, qu'il n'est qu'un instrument de lecture, qu'il se borne à constater des phénomènes. Mais, priver le pouvoir politique de la faculté de discuter ses options revient à déclarer le marché omniscient et omnipotent. Un exemple, entre mille. Le "tout-pétrole" était une option de production d'énergie née des conditions du marché. Pour préserver notre économie des chocs pétroliers consécutifs qui sont venus en compromettre gravement l'équilibre, il eût fallu tourner résolument le dos au marché et préparer, au prix de sacrifices considérables aux yeux de ceux à qui on les aurait demandés, une autre politique de l'énergie. Décentraliser cette production, l'abandonner aux orientations du marché n'aurait pu conduire qu'à l'imprévoyance.

Aujourd'hui encore, malgré le renchérissement considérable des coûts pétroliers, on a beaucoup de raisons de penser que des producteurs indépendants, abandonnés à eux-mêmes, n'auraient d'autre issue, en raison du poids exorbitant des investissements nucléaires, que d'en rester au système traditionnel du "tout-pétrole". Au contraire, la réaction publique a été rapide et fructueuse.

Le marché est un instrument de mesure du présent. Il ne connaît pas l'avenir, même immédiat. La volonté politique est d'une autre dimension. Elle doit pouvoir s'imposer, même au marché.

En réalité, le postulat libéral va bien au-delà d'un pragmatisme économique : il suppose que la liberté accordée à l'homme le conduira vers le bien. C'est-à-dire que les forces du bien sont, chez l'homme, plus fortes que les forces du mal.

Il est probable que nous touchons là au nœud du débat entre libéraux et démocrates personnalistes.

Ces derniers ne croient pas que l'homme soit bon par nature. Pour autant, ils ne l'imaginent pas naturellement mauvais. Si telle était leur certitude, ils se trouveraient de fait dans le camp de la droite autoritaire qui ne trouve de ressources que dans la force pour maintenir la cohésion du corps social.

En réalité, ils regardent l'homme comme libre, ayant entre ses mains la faculté de faire, ou non, son salut, de conduire, ou non, son destin et, le conduisant, de le mener soit vers le difficile accomplissement de la générosité, du respect des autres, soit vers les dégradations des souillures et des hécatombes.

Les plus lucides des hommes ne cessent de répéter, après Ovide : "Video meliora, deteriora sequor" (je vois le bien, et c'est pourtant au mal que je m'applique), après Saint-Paul : "Je ne fais pas le bien que j'aime, mais je fais le mal que je hais". Les siècles et les décennies que nous venons de vivre ne sont pas pour nous donner des raisons d'optimisme. L'espèce qui a produit les goulags et les

camps de concentration, sur quelques hectares ou à l'échelle de continents entiers, qui a mis sa puissance au service de la menace d'anéantissement est-elle bonne ?

Si faible et pourtant libre, si aveuglé et pourtant capable de lucidité, l'homme n'est ni assez fort, ni assez clairvoyant pour que la somme de ses pulsions individuelles assurent la qualité de ses choix collectifs. L'expérimentation elle-même, si même l'échec la rend nécessaire, arrivera souvent trop tard.

Le libéralisme est donc un optimisme. Les libéraux qui ne seraient point optimistes auraient choisi strictement la route de l'égoïsme et du cynisme. Que pourrait-on leur dire ? Les autres sont optimistes à la fois parce qu'ils supposent que le marché indique la voie à suivre, c'est-à-dire qu'il y a adéquation entre les désirs et les besoins, adéquation en nature et adéquation dans le temps. Ils sont optimistes, enfin, parce qu'ils supposent que la liberté ouvre le champ à l'expression de ce qu'il y a de bon en l'homme, bien plus qu'à ce qu'il y a de mauvais.

Divergence donc sur la bonté de la nature humaine. Mais divergence aussi sur la nature humaine elle-même. Les libéraux élisent pour leur action la dimension *individuelle* de l'homme.

Pour les démocrates personnalistes, cette dimension, indispensable, est aussi réductrice. Ils préfèrent une autre vision, plus dynamique, qui s'efforce de rendre compte de la richesse de la nature humaine, en reconnaissant dans l'homme une *personne*. C'est-à-dire une histoire individuelle, mais incarnée, exprimée, sans cesse en communication avec des communautés qui contribuent à sa réalisation, où il s'affirme, et dont les destinées réagissent sur sa vie intérieure.

Les démocrates personnalistes croient que les hommes ont une double "nationalité". Ils sont à la fois conscience personnelle et citoyens de multiples communautés. Les communautés ne sont pas extérieures aux personnes, leur équilibre est étroitement lié à l'équilibre de chacun de ceux qui les composent. Et pour les personnes le destin des communautés auxquelles ils appartiennent est aussi important pour leur réalisation que le leur propre.

Et cela non seulement parce qu'il y a, de toutes les manières, intervention précise et historique de la communauté dans la vie propre des hommes (guerre, accidents, malheurs ou bonheurs) mais parce que l'identité de la personne humaine, son projet personnel, se construisent, se conçoivent et n'ont de chance de s'affirmer qu'en relation avec l'identité et les projets des communautés. En *relation*, ce qui ne signifie pas obligatoirement en concordance : les destinées rebelles sont souvent pleines. Mais une grande civilisation ne se construit que lorsqu'il y a harmonisation entre les projets des personnes et ceux des communautés, comme entre les projets respectifs des différentes communautés.

Il n'y a pas de doute que la conception dichotomique qui choisit d'opposer individu et groupes sociaux, au lieu de rechercher les liens dynamiques entre personne et communauté, est appelée à un certain succès par sa

simplicité même. Les êtres humains se ressentent spontanément comme isolés face aux groupes qui les contraignent, qui limitent leurs possibilités. Rien n'est plus aisé que d'aller dans le sens de ces apparences.

Il faut un effort de tolérance et d'ouverture d'esprit, sans doute précédé d'un important effort pédagogique pour regarder l'autre non pas comme un étranger, mais comme un partenaire, pour découvrir dans le réseau souvent inextricable des relations humaines, des relations d'autorité, de production, de consommation, des relations affectives, la richesse des communautés humaines interpénétrées, imbriquées l'une dans l'autre qui nous dirigent et que nous dirigeons. C'est pourtant la seule approche honnête et suffisamment riche de la réalité humaine.

C'est pourquoi d'ailleurs nous sommes réservés lorsque, à l'image d'Alain Griotteray, on sélectionne, pour faire pendant à la notion d'individu, la seule idée de nation. Aucun d'entre nous ne songe à nier la réalité nationale, communauté de langue, de mœurs, de passé, conscience d'un destin historique commun. Mais nous savons à quelles aberrations conduit la transformation de l'attachement affectif et intellectuel d'un homme libre à la nation dont il est membre, en relation passionnelle.

Nous savons aussi que trop souvent le nationalisme induit une exacerbation de l'Etat, considéré comme le moyen de la puissance nationale. On appauvrit la vie sociale dès lors qu'on la réduit au service de la grandeur nationale. Comme la communauté nationale, les autres communautés humaines méritent d'être défendues et promues. Elles méritent même un effort particulier dans la mesure où on oublie généralement de les mettre sur le même plan que la communauté nationale : la famille, communauté naturelle et élémentaire, sans laquelle l'homme occidental perdrait son originalité ; l'entreprise qui n'est pas seulement une communauté économique, mais aussi une communauté d'identité et d'épanouissement de l'homme ; la commune, la région, communautés politiques, où peut le mieux s'exprimer la détermination de l'homme à maîtriser son destin ; l'Europe, notre communauté de civilisation, où se défend l'essentiel, c'est-à-dire les conditions objectives de notre survie et la sauvegarde du message universaliste que nous avons à donner au monde.

Les interractions entre les influences respectives de ces différentes communautés sont faciles à montrer. Si, par exemple, les hommes et les femmes qui vivent la réalité familiale perdent toute confiance dans son avenir, ressentent la famille comme non-nécessaire, on en verra rapidement les conséquences démographiques. A quelques années de distance, c'est la pyramide des âges dans l'entreprise qui en sera affectée, de même qu'un certain nombre de marchés ; les tensions sociales (charge des pensions, vieillesse, etc) et économiques mettront en péril le rayonnement national ; et l'Europe elle-même pourra se trouver affectée de la faiblesse d'une de ses composantes. De même, si l'Europe manquait à son

devoir de défense de notre civilisation, chacune des autres communautés s'en ressentirait dans son destin propre... etc.

Or si le marché peut mesurer ces faiblesses, il ne peut rien pour les résoudre. Seul un pouvoir politique qui ne considérera pas comme honteux de proposer aux citoyens une foi commune, qui ne craint pas, dans le respect de chacun, de garantir le développement de toutes les communautés humaines, pourra rendre un souffle, espérer faire partager des valeurs communes.

Cette proposition d'une doctrine de vie personnelle et communautaire, trouvera ses limites d'une part dans l'adhésion de ses animateurs à une morale de l'action politique, et d'autre part, ce qui n'en est que la traduction juridique, dans le respect qui ne peut être que scrupuleux des lois qui commandent le fonctionnement d'une démocratie pluraliste, et fondamentalement anti-totalitaire.

RECHERCHE DES CONVERGENCES

Voilà donc l'essentiel des divergences entre libéraux et centristes de la famille démocrate-chrétienne, de doctrine personnaliste et communautaire.

Ces différences, voire même ces divergences, sont importantes. Le nier ne servirait à rien, sinon, comme on en a vu quelques exemples en Europe et singulièrement en Espagne, à précipiter l'éclatement d'une coalition dont la puissance était pourtant essentielle pour le devenir démocratique du pays. On n'absorbe pas les originalités doctrinales comme une entreprise absorbe d'autres entreprises. Car les messages dont les uns et les autres sont porteurs ne sont pas réductibles les uns aux autres.

Une famille d'esprits supporte mal de voir nier sa spécificité, elle en devient d'autant plus jalouse de son originalité, de son autonomie. Elle n'a d'autres ressources que de "se poser en s'opposant". Et naturellement les difficultés de l'heure invitant à des simplifications pragmatiques sont un puissant aliment à de telles conduites de division.

Il est probable que l'affirmation des différences n'est pas un frein au dynamisme de l'action en commun, à condition qu'elle ne prenne pas le pas sur la recherche des convergences. Au contraire, la "langue de bois" doctrinale, le syncrétisme idéologique, la revendication aveugle par certains courants de valeurs politiques qui appartiennent à d'autres traditions, la politique "au sondage" créent de graves malaises et conduisent au blocage.

C'est la confrontation loyale des valeurs qui permet souvent de dégager des lignes de rencontre bien plus solides qu'on n'aurait pu le croire au premier abord.

Nous venons de voir, par exemple, à quel point les démocrates personnalistes sont attachés à la notion de *personne*, plus concrète et plus compréhensive que la notion abstraite d'*individu*. Mais ces deux notions différentes, voire divergentes, sont-elles pour autant antagonistes ?

La conception de l'homme-individu, c'est-à-dire indivisible, but en soi de l'organisation sociale, leur apparaît certainement comme trop pauvre ou abstraite. Elle n'en est pas moins pour eux préférable à d'autres visions de l'homme, qui en font l'élément anonyme et interchangeable d'une classe, d'une race, et même d'une nation, un instrument au service de l'Etat totalitaire.

La dénonciation libérale de l'Etat tout-puissant vaut pour les démocrates. Il n'y aura jamais construction d'une démocratie de la personne, s'il n'y a pas, d'abord, reconnaissance de l'individu, point de départ dans l'itinéraire personnel et communautaire.

C'est en cela précisément que les deux visions de l'homme sans se recouvrir l'une l'autre, peuvent être compatibles et alliées. Le respect de l'homme, de ses libertés, sont une étape sur la voie de l'édification de la personne. Il y a, pour reprendre une expression d'Etienne Borne, dans l'individu une personne inachevée, certes, mais une personne en germe. Car la personne n'est pas réductible à une résultante de fonctions sociales. Il y a en elle un domaine réservé, un domaine étranger aux relations sociales, aux responsabilités communautaires, un regard toujours un peu étranger, d'où l'homme peut juger le monde qui l'entoure, peut décider. Cette part de la personne est irréductible. Cette part de l'homme est en un sens plus individuelle que ce que les libéraux nomment individu. Réduite à elle seule, en vérité, elle existe peu, reste en deçà de sa vocation, mais qui cherche à la nier, qui la néglige, emporte avec elle le reste de l'homme et de son destin. C'est dans cette réserve irréductible que l'homme trouve la source de sa liberté.

Comment, d'autre part, dans le domaine des réalisations, ne pas donner acte au libéralisme de ses résultats, singulièrement dans le domaine de la liberté ? C'est d'ailleurs pourquoi les démocrates personnalistes ont toujours refusé d'affecter une sorte de neutralité, de bon ton ailleurs, dans les rangs socialistes ou naguère dans les rangs gaullistes, entre le monde libre de l'Ouest et le monde asservi de l'Est. Ils considèrent qu'il n'y a pas "deux idéologies qui se partagent le monde", animées de la même volonté de domination ; l'impérialisme soviétique seul menace la paix.

La société américaine ne les satisfait pas. Mais toute tentative de balance savante entre les entreprises de l'Union Soviétique et celles des Etats-Unis d'Amérique n'est, en fait, que perversion neutraliste, et fait les affaires de Moscou.

En vérité, devant la menace totalitaire, comme devant la montée des autoritarismes, devant l'aveuglement universel qui enlève aux hommes de ce temps leurs capacités de jugement et les empêchent de distinguer l'essentiel de l'accessoire; le dialogue démocrates personnalistes - libéraux, découle d'une rencontre de valeurs.

La coopération entre eux est rendue nécessaire par leur commune recherche d'une grande force politique qui ne serait pas intellectuellement et culturellement désarmée face à un adversaire qui est par nature ou conjoncture leur meilleur fédérateur.

Cette coopération doit trouver sa source dans un dialogue ouvert, et dans la conscience que l'exploration de leurs différences et de leur spécificité respective peut les enrichir mutuellement.

Les personnalistes apportent aux libéraux une vision plus large de l'homme qui intègre à la considération de sa nécessaire liberté celle de la responsabilité sociale qui est la sienne, celle de l'importance des communautés où il est inscrit, de la dynamique des projets politiques.

Les libéraux au contraire, sont porteurs de *valeurs butoires*. L'efficacité économique, le dynamisme d'une économie de liberté, la connaissance des mécanismes du marché, le caractère irréductible de l'individu, autant de raisons d'appeler sur les projets de la démocratie personnaliste la critique libérale. Car qui s'aviserait d'entreprendre la construction d'une société sans considération pour les valeurs-butoires se trouverait conduit à l'échec.

*
* *

La rencontre démocrates personnalistes-libéraux n'est pas fortuite. Pourtant, leurs deux personnalités doctrinales ne se confondent pas. Chacune d'entre elles porte sa charge d'histoire, ses valeurs spécifiques. En d'autres temps, le débat entre ces deux courants a mis en évidence de véritables différences, voire de notables divergences. D'une certaine manière, ces temps étaient plus faciles.

Aujourd'hui la menace autoritaire et totalitaire réunit ces hommes de liberté.

Rien n'est plus important pour l'avenir de leur action, pour leur permettre d'échapper aux simplifications abusives de leurs adversaires et pour leur éviter de succomber aux délices de l'invective, que la connaissance respectueuse et réciproque de leur véritable message.

François.BAYROU

A PROPOS DU LIVRE DE PIERRE LE ROY

L'AGRICULTURE FRANÇAISE : PROBLÈMES ET PROPOSITIONS

Voici un livre sans prétention (1), mais dont la clarté et la rigueur devraient séduire tous ceux qui préfèrent les réalités aux mythes. En 150 pages, agréables à lire, vous découvrirez l'essentiel des problèmes de notre agriculture. Un livre utile aux agriculteurs et à ceux qui ne le sont pas. Un livre tout à la fois instrument de réflexion et source d'information sur les interrogations que pose notre politique agricole. C'est pourquoi il nous a paru mériter une analyse détaillée.

"Le problème agricole français" par Pierre Le Roy (qui prend bien soin d'affirmer qu'il est fils de petits paysans du Finistère avant d'être Enarque) c'est un ensemble de cinq questions, qui constituent le titre de cinq chapitres de l'ouvrage : Expansion ou malthusianisme ? - Politique économique ou politique sociale ? - Politique nationale ou communautaire ? - Politique agricole ou politique alimentaire ? - Politique agricole ou rurale ?

EXPANSION OU MALTHUSIANISME ?

Dans ce premier chapitre, l'auteur essaie de répondre à la question : en fonction de l'évolution prévisible de l'offre et de la demande de produits agricoles et alimentaires au niveau mondial, la France et l'Europe ont-elles intérêt à choisir l'expansion ou le malthusianisme ? Vaste problème que le livre ne prétend heureusement pas épuiser, mais à propos duquel les questions essentielles sont posées.

D'abord, Pierre Le Roy fait un sort aux théoriciens des "excédents structurels". Ces derniers prévoient en 1970 que, dix ans plus tard, l'Europe et le monde crouleraient sous les excédents alimentaires dans tous les domaines. Il fallait donc, d'urgence, geler en France et en Europe des millions d'hectares de terres agricoles, pour les consacrer "à la détente, au boisement et aux loisirs...". En réalité, il a bien existé certains excédents chroniques, en particulier dans le domaine des produits laitiers et de certaines céréales, mais on ne peut affirmer que les prévisions des théoriciens des excédents structurels aient été confirmées par les faits.

Pour l'avenir, le livre apporte questions et éléments de réponse.

Les pays en voie de développement deviendront-ils de grands pays agricoles ? De façon très réaliste, l'auteur répond négativement : on ne voit pas émerger à l'horizon de "nouveaux pays agricoles" qui correspondraient aux "nouveaux pays industriels". Comment évolueront la production et la consommation de produits agricoles et alimentaires en U.R.S.S. et dans les pays de l'Est ? L'auteur ne se fait pas trop d'illusions sur ce sujet : pour des raisons climatiques et politiques, ces pays devraient rester durablement importateurs de produits agricoles et alimentaires.

Comment évoluera la consommation de produits agricoles et alimentaires dans les pays développés et dans les pays en voie de développement ? Certes, ce n'est pas dans

les pays développés que la consommation de produits alimentaires croîtra beaucoup, du moins en quantité, mais l'auteur se demande si la croissance de la consommation alimentaire ne risque pas d'être plus forte que prévu dans les pays pétroliers et dans les nouveaux pays industrialisés.

Les Etats-Unis, à eux-seuls, ont-ils les moyens de nourrir le monde au meilleur prix ? La réponse à cette question est nuancée, mais plutôt négative : les marges de croissance de la production agricole aux Etats-Unis sont sans doute moins élevées que ne le croient certains experts.

En conclusion du premier chapitre, Pierre Le Roy affirme que l'agriculture des pays développés restera bien le grand fournisseur de nourriture pour les dix ans qui viennent. Selon lui, on ne peut savoir de façon claire si le monde ira plutôt vers l'abondance ou plutôt vers la pénurie. Devant cette incertitude, et en fonction de la faim qui règne encore dans de nombreux pays, le choix fondamental pour notre pays et pour l'Europe doit être celui de la *sécurité alimentaire* : la France et l'Europe ne peuvent pas se permettre de laisser aux Etats-Unis le monopole de la fourniture de nourriture.

Le choix doit donc être celui de l'expansion, et non celui du malthusianisme, qui serait grave pour notre indépendance et qui laisserait les pays du tiers monde à la seule merci des Etats-Unis et de leurs multinationales.

POLITIQUE ECONOMIQUE OU POLITIQUE SOCIALE ?

Second grand problème étudié : pour qui doit être faite la politique agricole ? Pour les agriculteurs déjà compétitifs ou capables de le devenir ? Ou pour les faibles, qui n'arriveront peut-être jamais à un niveau minimum de compétitivité ?

Avant d'aborder ce problème, l'auteur se pose une première question : qu'est-ce qu'une agriculture compétitive ? Est-ce une agriculture qui produit beaucoup avec peu d'hectares et/ou avec peu de main d'œuvre ? Est-ce une agriculture qui réussit à procurer des revenus corrects aux agriculteurs ? Est-ce le score à l'exportation ou le niveau des prix alimentaires qui permet d'affirmer qu'une agriculture est compétitive ? Tant qu'à se poser cette question, l'auteur en aborde immédiatement une seconde : l'agriculture française est-elle compétitive ? Quels sont ses handicaps ? Parmi les handicaps, il en est un que Pierre Le Roy ne retient pas : selon lui, il n'est pas exact d'affirmer que les conditions de concurrence sont défavorables à l'agriculture française à l'intérieur du Marché Commun. Cela résulte d'études très précises qui ont été faites au Ministère de l'Agriculture : certes, sur certains points, les agriculteurs français sont défavorisés par rapport à certains de leurs concurrents (montants compensatoires monétaires, prix des consommations intermédiaires...), mais, sur beaucoup d'autres, la comparaison est favorable aux agriculteurs français (taux des prêts, prix de la terre et des bâtiments, charges fiscales et sociales...).

D'ailleurs, poursuit l'auteur, contrairement à ce que l'on croit, il n'est pas exact d'affirmer que l'agriculture française a perdu des parts de marché en Europe par rapport à ses concurrents. Chiffres à l'appui, l'auteur démontre qu'il n'en est rien entre 1970 et 1980.

Quels sont donc nos véritables problèmes et nos véritables handicaps ? L'auteur en cite quatre. D'abord, le problème foncier. Sur ce point, l'ouvrage propose des solutions nuancées qui vont de la constitution de G.F.A. à la possibilité donnée aux S.A.F.E.R. de louer la terre pendant une durée déterminée pour faciliter l'installation des jeunes. Ensuite, notre retard dans certains équipements : concernant en particulier les équipements portuaires, le remembrement et l'hydraulique, les chiffres cités apportent la preuve flagrante de notre retard par rapport à nos principaux concurrents. L'auteur insiste avec une vigueur toute particulière sur notre retard dans le domaine de la formation des agriculteurs - retard grave, qui n'a commencé que fort tardivement et fort lentement à se résorber. Enfin, l'insuffisance de l'organisation économique est également déplorée. L'organisation par filière de produit est présentée comme une bonne solution mais l'auteur insiste sur le fait que la création des offices par produit ne saurait dispenser les agriculteurs et l'ensemble de leur partenaires en amont et en aval de s'organiser sous la forme d'interprofessions.

D'où proviennent ces handicaps et que faut-il faire ? Sur ce sujet, l'ouvrage s'en prend à l'évolution très inquiétante de l'aide de l'Etat à l'agriculture : en gros, au cours des dernières années, on a assisté à une augmentation constante des aides de l'Etat dans le domaine social (l'aide de l'Etat à la sécurité sociale agricole, hors F.N.S. et hors compensation démographique, s'est élevée en 1981 à 20 milliards de francs !), alors que l'aide à l'investissement collectif stagne depuis plusieurs années à environ 2 milliards de francs. "Lorsqu'il s'agit de dégager des milliards pour l'aide aux revenus, on les trouve. Lorsqu'il s'agit de trouver quelques millions pour ouvrir des classes de techniciens agricoles, on les trouve beaucoup plus difficilement".

Que faire ? C'est la dernière question que pose ce chapitre, et c'est naturellement la question fondamentale. Sur ce point, les propositions sont courageuses, audacieuses, il faut rompre délibérément avec les bases forfaitaires de la fiscalité agricole et des cotisations sociales, pour aller vers une assiette beaucoup plus proche du revenu individuel par exploitation. De cette façon, les agriculteurs ne pourront plus être accusés de sous-cotisation fiscale et sociale, et ils seront contraints de tenir une véritable comptabilité, base élémentaire d'une gestion saine. Relevons un jugement qui fait choc : "Comment prétendre à la compétitivité si on n'est pas capable de tenir une comptabilité élémentaire" ?

Incontestablement, l'auteur penche donc pour une "conception économique" de la politique agricole, plus que pour une "conception sociale". Il prend bien soin, d'ailleurs, de montrer qu'il n'est pas seul de son avis : à tous ceux qui voudraient concentrer exclusivement les

aides de l'Etat à l'agriculture sur les plus faibles, et qui paraissent parfois atteints de ce que d'aucuns appellent le "petitisme", l'auteur rappelle une phrase que M. Pisani a prononcée au Sénat en 1962 : "On ne peut pas, par respect pour ce qui est petit, condamner des gens à vivre sur des structures qui ne pourront jamais les nourrir". En définitive, sa conception économique a des finalités sociales dans la mesure où elle vise à donner à l'agriculteur un niveau d'exploitation assurant une rentabilité satisfaisante.

Pierre Le Roy ne demande pas aux Pouvoirs Publics de dépenser plus pour l'agriculture mais de dépenser mieux, dans la perspective d'un meilleur avenir pour les agriculteurs français.

POLITIQUE NATIONALE OU COMMUNAUTAIRE ?

Troisième grande question posée par "le problème agricole français" : quel est le meilleur cadre pour le développement de notre agriculture ? Est-ce le cadre national, celui du Marché Commun agricole ou celui du libre-échange international ?

Le retour aux frontières nationales n'est sérieusement défendu par personne. Pourtant, remarque l'auteur, à chaque instant, on peut noter des tentations de ce genre chez tous ceux qui n'ont pas compris que le Marché Commun agricole comporte quelques contraintes, et notamment celle d'un minimum de cohérence : on ne peut pas à la fois vivre à dix et se comporter comme si chacun devait se plier aux exigences d'un seul Etat. Cela est valable pour la Grande-Bretagne, mais notre pays lui-même, par exemple lorsqu'il ferme la frontière italienne ou qu'il distribue des aides nationales, ne donne peut-être pas le meilleur exemple d'esprit européen qu'on affirme vouloir promouvoir par ailleurs...

Qu'en est-il de la politique agricole commune ? Que peut-on lui reprocher ? L'auteur développe son argumentation sur deux terrains.

D'abord, la politique agricole commune est trop exclusivement agricole. Comment, par exemple, mettre en place un système de prix agricoles communautaires véritablement uniques alors que le cours des monnaies peut varier continuellement ? Comment faire vivre une véritable politique commune dans le domaine agricole, alors que tout l'environnement économique, financier et social de l'agriculture est resté national ? Au passage, cet ouvrage se charge donc de redresser une idée fautive : certains disent que c'est le coût de la politique agricole commune qui a empêché d'autres politiques communes de se développer. L'auteur affirme au contraire que c'est l'absence de politiques communes dans le domaine économique, financier et social qui explique les difficultés du Marché Commun agricole. Ensuite, la politique agricole commune n'est pas assez communautaire, c'est-à-dire qu'elle souffre de multiples exceptions et dérogations (concernant notamment la préférence

communautaire) qui expliquent les insuffisances et les défauts de cette politique.

Cette analyse étant faite, l'accent est mis sur la seule vraie critique qu'appelle la politique agricole commune : cette politique est mal adaptée au cas des productions excédentaires. Tant qu'il a fallu développer la production pour répondre aux besoins des consommateurs de la communauté, il n'y a pas eu de problème majeur.

Par contre, maintenant que la Communauté européenne est autosuffisante ou excédentaire pour la quasi-totalité des grands produits (mis à part le maïs et les oléoprotéagineux), elle n'a qu'une solution pour permettre la poursuite de l'expansion de son agriculture : exporter.

Mais comment ? Les ressources de la Communauté ne sont pas inépuisables, et il sera rapidement impossible de subventionner l'exportation de tel ou tel produit sur les marchés mondiaux. L'auteur défend donc l'idée selon laquelle les contribuables ne doivent pas être les seuls à aider l'exportation de produits agricoles. Les agriculteurs doivent aussi y contribuer. Cela se fera sans doute d'ailleurs naturellement, car il est possible que, sur une longue période, les prix européens et les prix mondiaux se rapprochent, ce qui contribuerait naturellement à minorer le coût des aides à l'exportation.

En attendant, une proposition est formulée : celle du "quantum économique". De quoi s'agit-il ? Tout simplement, d'une distinction entre les besoins de la Communauté au sens large, pour lesquels les prix européens continueraient à s'appliquer normalement pour la totalité de la production, et les disponibilités à l'exportation, pour lesquelles les agriculteurs participeraient en partie au coût de l'écoulement sur les pays tiers. En réalité, l'auteur propose que seuls les agriculteurs les plus importants participent à cet effort, qui ne concernerait bien sûr que les productions durablement excédentaires.

Le système proposé est déjà partiellement appliqué pour le lait ; il a été proposé sous des formes voisines par M. Pisani et Mme Cresson, ainsi que par M. De Caffarelli, Vice-Président des Chambres d'Agriculture, et par la Commission de l'Agriculture du VIII^e plan. Reste à savoir si un tel système peut être accepté à Bruxelles par nos partenaires européens ?

POLITIQUE AGRICOLE OU POLITIQUE ALIMENTAIRE ?

Pendant longtemps, la politique agricole a surtout été élaborée en pensant aux agriculteurs ; ce n'est qu'en 1968 qu'a été créée au Ministère de l'Agriculture une Direction des Industries Agricoles et Alimentaires, et ce n'est que récemment que la politique agricole a cessé d'ignorer les exigences de la politique alimentaire.

Pourtant, la valeur ajoutée des industries agricoles et alimentaires dépasse désormais celle de l'agriculture, et le commerce international des produits élaborés progresse maintenant plus vite que celui des produits bruts.

Il est vrai que, depuis quelques années, les industries

Pour une agriculture compétitive et ouverte sur le monde.

agricoles et alimentaires ont été particulièrement choyées par les Pouvoirs Publics : la création d'un Secrétariat d'Etat aux Industries Agricoles et Alimentaires avait fini par s'imposer, mais ce Secrétariat d'Etat a de nouveau disparu, et l'auteur en profite pour recommander "une pause" dans les réformes administratives qu'a connues ce secteur depuis cinq ans...

Sans doute les résultats de nos industries agricoles et alimentaires ne sont-ils pas époustouffants. Pourtant, le bilan qui est dressé est considéré comme "globalement positif" : quelques grandes entreprises de taille internationale y font désormais bonne figure, de même qu'une centaine de P.M.E. performantes qui peuvent désormais affronter nos concurrents sans complexe. Ce résultat n'est pas mince, compte tenu de la position inconfortable de ce secteur, coincé entre le monde de la production agricole bénéficiant pour une part de prix garantis et le monde de la grande distribution ou le contrôle des prix.

Mais il ne s'agit pas seulement d'avoir, d'un côté, une politique pour l'agriculture, et, de l'autre, une politique pour les industries agricoles et alimentaires. En fait, Pierre Le Roy propose que la politique agricole devienne une politique de la filière agroalimentaire dans son ensemble, et il insiste non seulement sur l'importance de la transformation des produits, mais aussi sur l'intérêt croissant des industries situées en amont de l'agriculture (machinisme agricole, engrais, phytosanitaires, semences, aliments du bétail), dont l'intégration à la politique de la filière agroalimentaire n'a jamais été réalisée. Il s'agit donc bien de "produire pour vendre", ce qui

implique que les agriculteurs se soucient davantage des goûts et de la santé des consommateurs. Ce qui est proposé, c'est donc une politique soucieuse de qualité, bien que ce terme puisse être mal compris. Il ne s'agit pas tellement de productions de luxe, dont les débouchés existent mais de façon limitée, que de produits standard dont les caractéristiques correspondent aux souhaits des consommateurs.

POLITIQUE AGRICOLE OU POLITIQUE RURALE ?

Le dernier chapitre constitue une sorte de mise en garde. A force de parler d'emploi, d'aménagement du territoire, de développement rural polyvalent, et d'environnement, on risque d'oublier la mission spécifique de l'agriculture : produire de la nourriture abondante et de qualité au meilleur prix.

Pourtant il n'est pas question d'ignorer les exigences présentes. Exigences d'emploi d'abord, bien sûr. A ce sujet, l'auteur ne se fait pas trop d'illusions : la population agricole va continuer à diminuer dans les dix prochaines années, la situation actuelle de l'emploi doit conduire à tenir compte de cette préoccupation dans la définition de la politique agricole. Exigences d'aménagement du territoire et de développement polyvalent ensuite : il est vrai que notre politique agricole est peut-être insuffisamment différenciée par régions, ce qui entraîne des inégalités et des difficultés de développement pour l'agriculture par exemple dans les zones de montagne et certaines zones défavorisées. Il est des iné-

galités importantes entre exploitations, entre productions, entre régions qu'il faut s'efforcer de réduire.

Pierre Le Roy remarque à juste titre que "le développement rural ne peut naître et s'affirmer qu'à partir d'une conception globale de l'aménagement rural, qui inclut l'agriculture mais qui inclut aussi d'autres activités depuis l'artisanat jusqu'au commerce et au tourisme en passant par "les usines à la campagne". Exigences d'environnement enfin. Globalement, on ne peut pas dire que les agriculteurs français soient des pollueurs et des ennemis de notre environnement, même si un certain nombre d'excès doivent être corrigés.

Sur tous ces points, l'auteur s'élève contre les idées reçues relatives à la "stabilisation de la population agricole" ou à la "désertification des campagnes". Mais surtout, il défend la spécificité de la politique agricole dans les termes suivants : "Il est de bon ton, aujourd'hui d'assigner à notre politique agricole de très vastes ambitions : à entendre certains, il faudrait qu'elle serve de prototype à la politique des revenus dans notre pays, qu'elle soit à l'avant-garde de la bataille pour l'emploi, qu'elle fasse des agriculteurs les champions de la protection de la nature et de la défense de l'environnement, qu'elle milite en faveur du développement rural et de l'aménagement du territoire. Face à cette nouvelle variété de "poly-agriculture", on ne peut s'empêcher de revenir à la véritable fonction de l'agriculture, qui est de produire de la nourriture de qualité au meilleur prix"

Cela ne signifie pas évidemment qu'on doive "dédaigner" les autres fonctions, mais la politique agricole ne saurait être ni une annexe de la politique de l'emploi, ni un instrument quasi-exclusif de redistribution des revenus à l'intérieur du monde agricole, ni une annexe de la politique d'aménagement du territoire, de protection de

la nature, ou d'animation de la vie rurale.

Toute notre Politique agricole doit tendre à permettre au maximum possible d'exploitations d'accéder à un bon niveau de rentabilité et de compétitivité. Une politique agricole digne de ce nom ne se confond pas avec une distribution d'aides sociales; elle ne se réduit pas au maintien de quelques paysans à la campagne pour entretenir le paysage et conserver un cadre de vie acceptable pour les citadins-vacanciers ou résidents-secondaires !...

Dans les dernières pages, l'auteur réfute l'accusation de "technocrate" que pourraient lui valoir ses analyses cohérentes et courageuses : "Ce livre n'est pas seulement un dossier tel que pourrait l'écrire le plus froid des technocrates froids. C'est aussi et surtout le fruit d'une dizaine d'années d'action et de réflexion dans le domaine agricole ; mais il propose des interprétations plus qu'il n'assène "sa" vérité, il interroge plus qu'il n'affirme, il se veut autant question que réponse".

Pierre Le Roy souligne que la nouvelle aventure qui commence pour le monde agricole conduira l'agriculture française et européenne à mieux s'adapter aux réalités internationales et à "raisonner en termes mondiaux".

"Irritante agriculture, attachants agriculteurs", tel est le titre de la conclusion. Telle est aussi l'impression générale que donne la lecture de ce livre : il irrite parfois, parce qu'il dérange en mettant le doigt sur nos faiblesses et nos incohérences, mais il est surtout attachant, passionné et d'une lecture stimulante.

Henri BOURBON

(1) "Le problème agricole français" Ed. Economica, 49 Rue Héricart 75015 Paris

Quelques livres de nos collaborateurs

Etienne BORNE

Les nouveaux inquisiteurs (PUF)

René REMOND

Les droites en France (Aubier)

Paul POUPARD

La foi catholique (PUF)

Jean-Marie DOMENACH

Enquête sur les idées contemporaines (Seuil)

Charles DELAMARE

Aux retraités et à tous ceux qui ont peur de le devenir (France-Empire)

Michel ALBERT

Le pari français (Seuil)

Berard VOYENNE

Histoire de l'idée fédéraliste (Presses d'Europe)

Gérard ADAM

Histoire des grèves (Bordas)

François FEJTO

Joseph II, un habsbourg révolutionnaire (Librairie Académique Perrin)

Yvan CHRIST

Champs-Elysées, Faubourg Saint-Honoré (Veyrier)

LE POINT DE VUE DE JEAN BOISSONNAT

Europe n° 1

Artisans d'aujourd'hui

800 000 entreprises ; deux millions quatre cent mille emplois ; 350 milliards de francs de chiffres d'affaires. L'artisanat français représente aujourd'hui plus que l'agriculture et deux fois plus que l'automobile. Il est vrai que c'est un secteur très hétérogène qui va du menuisier au garagiste, en passant par le charcutier, le coiffeur, le maçon, le dépanneur d'appareils ménagers, parmi beaucoup d'autres. Mais le poids de l'artisanat dans l'économie française reste impressionnant.

Depuis la dernière guerre il n'a pas été constant. Il a régressé lentement jusque vers les années 60. Puis il s'est stabilisé avant de connaître une remarquable reprise dans les années 70, curieusement au moment précis où apparaissait la crise économique.

En dix ans l'artisanat a créé 230 000 emplois, alors que beaucoup de grandes entreprises en supprimaient.

Toutefois, depuis deux ans, l'inquiétude a saisi aussi ce secteur. Certes il est normal, s'agissant de toutes petites entreprises (moins de 10 personnes) qu'il y ait à la fois beaucoup de décès et beaucoup de naissances. Il n'empêche que ce malaise a fini par inquiéter le gouvernement et c'est pourquoi le premier ministre a lui-même reçu le

représentant des artisans. La gauche se préoccupe de l'artisanat pour deux raisons très précises. La première est économique. C'est là qu'on peut créer des emplois au moindre coût alors que le chômage continue de s'accroître. La deuxième raison est politique. Les artisans constituent un électorat important (plus de 10 % des travailleurs qui passent assez facilement de la gauche à la droite ou de la droite à la gauche). C'est là que peuvent se recruter ce que Valéry Giscard d'Estaing a appelé "*les déçus du socialisme*". Chacun sait, en outre, que Jacques Chirac y a de solides appuis.

Faute d'avoir beaucoup d'espoirs du côté des agriculteurs, la gauche s'efforce donc de conserver ses positions chez les artisans qui constituent incontestablement une classe laborieuse. Il n'y a pas que les ouvriers en Usines qui travaillent de leurs mains. Les artisans et les paysans le font eux aussi.

Or, on sait aujourd'hui que l'économie moderne affaiblit la classe ouvrière par la mécanisation des tâches tandis qu'elle renforce le besoin en artisans. En effet, elle met en circulation des produits qui exigent un entretien spécialisé proche du consommateur. Cela va de l'automobile à la machine à laver. En outre, il y a chez l'artisan une valeur caractéristique de notre société moderne : le

besoin d'autonomie. Combien d'ouvriers se sont mis à leur compte pour ne plus avoir un contre-maître sur leur dos ?

Seulement, l'artisan moderne ne peut jouer son rôle qu'à deux conditions. D'abord il doit avoir une grande qualification professionnelle. Ensuite, il ne doit pas supporter des charges trop lourdes pour des entreprises de petite taille. Or, la qualification est de plus en plus exigeante et de moins en moins bien diffusée, tandis que les charges sont de plus en plus lourdes. Voilà pourquoi l'artisanat - qui reste un secteur d'avenir - se sent aujourd'hui menacé du dedans et du dehors.

22/09/1982

La face cachée du pouvoir d'achat

Le gouvernement se rend compte qu'on ne réforme pas sans peine la Sécurité Sociale. Pierre Bérégovoy, ministre chargé de cette tâche, a dû lâcher un peu de lest devant ses collègues, tout en sauvant l'essentiel de son projet. Il y a une raison bien simple à cela. Toute réforme de la sécurité sociale et de l'assurance chômage affecte le niveau de vie des Français.

Sait-on qu'il y a 10 ans, un peu plus de 20 % du revenu moyen était chez nous constitué par des prestations sociales. Aujourd'hui, environ 30 %... Naturellement, ce n'est pas vrai pour chacun d'entre nous. Pour un retraité, un chômeur ou un malade, la proportion peut aller jusqu'à près de 100 %... Pour un actif bien portant, elle peut être très faible. C'est précisément cela qui explique la confusion dans le débat actuel sur le pouvoir d'achat. Pour chacun d'entre nous, spontanément, le pouvoir d'achat c'est ce qui reste quand on a déduit de ce qu'on gagne ses impôts et ses cotisations sociales. En effet, tout le monde paie des cotisations alors que tout le monde ne touche pas des prestations. Ce qui est tout à fait naturel, s'agissant d'une assurance.

Aussi, lors de sa tournée dans le Sud-Ouest, François Mitterrand a pu dire que le revenu disponible moyen des Français n'avait diminué qu'en 1980, c'est-à-dire sous Valéry Giscard d'Estaing. Il a effectivement diminué cette année là de 0,3 %, si l'on décompte du revenu moyen les impôts et les cotisations et si l'on y ajoute les prestations en les répartissant également entre tous les Français.

La même méthode de calcul donne une croissance du pouvoir d'achat d'un peu plus de 2 % l'année dernière. Et le gouvernement espère encore un gain de 1,7 % cette année et de 0,9 % l'an prochain. Toutefois, il ne s'agit là que de prévisions et personne ne sait si elles seront réalisées. Si l'on fait le même calcul sans tenir compte des prestations sociales, on constate sur la base des mêmes chiffres, une chute du pouvoir d'achat de 0,7 % cette année et de 0,9 % l'an prochain.

Pour être rigoureux, il faudrait probablement distinguer deux catégories de prestations sociales. Celles qui représentent des versements en argent, comme la

retraite, les prestations familiales et les allocations de chômage. Et celles qui ne sont que des remboursements de frais comme l'assurance maladie.

Enfin, la contrepartie de toutes ces prestations ce sont évidemment des prélèvements fiscaux et sociaux.

Ces prélèvements s'élevaient à 35 % de nos revenus il y a 10 ans... Ils atteignent 45 % aujourd'hui. Et voici le choix : jusqu'où peut-on amputer le revenu direct de chacun, c'est-à-dire le revenu libre, pour distribuer des revenus indirects, c'est-à-dire des revenus plus ou moins affectés ?

Question très délicate sur laquelle, même à gauche, tout le monde n'est pas d'accord... Le revenu direct est un stimulant. Le revenu indirect est une sécurité. Quelle part voulons-nous de stimulant et quelle part de sécurité ?

30/09/1982

Tragédies polonaises

Inexorable. Il y a quelque chose d'inexorable dans le déroulement du drame polonais, qui vient de franchir une nouvelle étape, avec la liquidation légale - après leur liquidation de fait - des libertés syndicales.

Revoyons les enchaînements depuis la guerre. Un régime importé dans les fourgons de l'Armée Rouge, s'impose à un peuple qui n'en veut pas. A deux reprises, il vacille. Mais la voie politique étant bouchée par le puissant voisin Soviétique, le peuple Polonais cherche dans une 3^e tentative une issue par la voie syndicale. C'est la naissance de "Solidarité". Quelque chose d'inédit : la classe ouvrière concrète qui s'organise face aux représentants d'une classe ouvrière abstraite, qui prétendent gouverner en son nom. Hélas ! Un jour de décembre 1981 le régime communiste doit revêtir l'habit militaire pour arrêter l'expérience. Singulier mélange de Kadar et de Pinochet, Jaruzelski soumet à nouveau les travailleurs polonais à un régime dont ils ne veulent plus depuis longtemps. Simple interruption, dit-on à l'époque, dans une expérience menacée de dévergondage, "SOLIDARITE" n'est que suspendue. Prudente transition en réalité, vers une liquidation totale qui est chose faite aujourd'hui.

Dans toute cette affaire, l'histoire semble avancer comme une mécanique soigneusement remontée et indé réglable. Gomulka, Gierek, peut-être même Jaruzelski aujourd'hui, ont cru sauver la Pologne en la préservant d'une intervention directe de l'armée Soviétique. Mais à chaque fois, c'est MOSCOU qui dicte ses ordres. Ils ont cru compenser les libertés chétives par une économie prospère. A chaque fois, c'est la crise et la pénurie.

Moscou ne sait que faire de cette Pologne turbulente, catholique, encombrante. Mais elle est là au cœur du glaciais, qui protège l'Union Soviétique des tentations occidentales. Puisqu'on ne peut pas s'en débarrasser on doit la soumettre. L'Occident s'émeut de tant de persévérance d'un côté, et s'indigne de tant d'autoritarisme de

l'autre. Mais il ne sait que faire, sinon des discours et des défilés. Personne ne veut la guerre pour la Pologne, pas même les Polonais et on les comprend.

Alors que reste-t-il ? un peuple pris au piège de l'histoire. L'impuissance de Moscou, à faire accepter le communisme autrement que par la force. L'impuissance de l'Occident à le faire reculer sinon par le verbe. Nous enrageons de notre impuissance. Mais, si cela peut nous consoler, celle de Moscou n'est pas moindre. A quoi lui sert un peuple en état de sécession idéologique et de marasme économique ? Sinon à étaler aux yeux du monde, les tares de son propre système.

Cela n'est pas sans conséquences. A condition que nous sachions nous-mêmes préserver nos libertés et rétablir notre prospérité. Car on ne peut pas vanter certains le font bruyamment - les libertés syndicales en Pologne et les contester chez nous. Ni soupirer devant les pénuries à l'est, sans être plus efficaces contre le chômage à l'ouest. Le meilleur soutien que l'on puisse apporter aux Polonais, c'est d'être nous-mêmes pleinement ce qu'eux voudraient devenir.

11/10/1982

A la lumière de Wall Street

La flambée des cours à Wall Street est-elle le signe d'une reprise prochaine de l'économie mondiale ? N'allons pas si vite. Ce n'est pas parce que la Bourse américaine frémit à l'annonce d'une politique monétaire moins restrictive, que tout va changer dans le monde.

Nos soucis d'hier n'étaient pas dûs exclusivement - comme on l'a dit un peu trop complaisamment à Paris, pour excuser nos propres erreurs - aux taux d'intérêts élevés aux Etats-Unis. Aussi la baisse de ces taux, baisse justifiée et heureuse, ne va pas faire disparaître, pour autant, tous nos maux. Ni même tous ceux de l'économie américaine, où le taux de chômage vient de dépasser 10 % de la population active.

Rappelons les faits. A la suite du deuxième choc pétrolier, en 1979-80, les prix se sont envolés partout. Tous les gouvernements se sont trouvés face à une inflation galopante. Ils ont réagi comme ils ont pu. Aux Etats-Unis, on a utilisé de préférence l'arme monétaire, c'est-à-dire les restrictions de crédit par le biais de taux d'intérêt record. Médecine de cheval qui n'a pas été sans effet, puisqu'en deux ans la hausse des prix aux Etats-Unis aura été réduite de moitié. Elle est, actuellement de l'ordre de 6 % par an. Remède de cheval dont le cheval risquait de mourir. Car la contrepartie de l'argent cher, c'est le chômage et ce sont les faillites.

Il était donc normal qu'après avoir gagné cette première manche contre l'inflation, les autorités américaines modèrent les taux d'intérêt. C'est ce qu'elles font. La Bourse enregistre le fait avec faveur parce que, quand l'argent est cher, on n'achète pas d'actions, on se contente de prêts à taux fixe. Si l'argent est moins cher, on revient vers les actions.

Mais cela ne suffit pas pour faire repartir l'économie américaine. Encore faut-il que les particuliers reconstituent leur pouvoir d'achat et les entreprises, leurs profits. Il ne suffit pas, pour cela, d'abaisser les taux d'intérêt. Il faut que tous les mécanismes de la vie économique se remettent en route progressivement. Cela demandera du temps et les raisons profondes de la crise n'ont pas disparu : menaces sur le pétrole, révolution technologique (l'électronique), apparition de nouveaux concurrents (le Japon), changement des mentalités.

Il est significatif qu'au moment précis où Wall Street se réveille, les experts allemands annoncent une année 83 maussade (1 % de croissance seulement). Tandis qu'au Japon, à la surprise générale, le Premier Ministre Suzuki a annoncé le 12 octobre qu'il abandonnerait prochainement ses fonctions de Premier Ministre ; ce départ s'expliquerait notamment parce que ses performances économiques sont jugées médiocres. Quant à la France, tout le monde sait qu'elle a dû se mettre à la diète après avoir voulu faire cavalier seul dans l'économie mondiale.

Certes, tout ce qui va dans le sens de la reprise à l'étranger, est bon pour nous. De ce point de vue la baisse des taux d'intérêt aux Etats-Unis nous est favorable. Mais pas plus que ces taux n'étaient la cause de tous nos malheurs lorsqu'ils étaient élevés, ils ne vont nous dispenser d'une cure d'austérité, s'ils doivent baisser. Ce n'est jamais le voisin qui fait le ménage chez vous.

13/10/1982

Trop d'énergie ?

La question est grave. Qui a raison, du gouvernement français qui étudie un éventuel ralentissement de notre programme nucléaire parce que nous aurions trop d'électricité ; ou de l'Agence internationale de l'énergie qui publie un rapport alarmiste sur les risques d'une nouvelle crise de l'énergie d'ici à dix ans ?

A force de ne parler que chômage, pouvoir d'achat et taux d'intérêt, on avait fini par oublier que si le pétrole n'est pas la seule explication de la crise actuelle, c'en est tout de même une.

La gauche au pouvoir avait eu le courage de contredire la gauche du temps de l'opposition (pas toute la gauche, car les communistes ont toujours été favorables au nucléaire). Elle avait décidé de poursuivre l'équipement de la France en centrales nucléaires à un rythme rapide, même s'il avait été un peu ralenti. Or, voilà que l'on se pose à nouveau la question dans les allées du pouvoir : à ce rythme, ne va-t-on produire plus d'électricité que nous ne pourrions en consommer, demain ? L'électricité, à la différence du charbon, du gaz ou du pétrole, ne s'exporte pas facilement, en effet, même si elle s'exporte tout de même un peu ; et pourquoi pas davantage ?

On parle de réduire de moitié le nombre de réacteurs mis en chantier, pour 1984 et 1985. Trois, au lieu de six en 82 - 83.

Apparemment, les pouvoirs publics sont ébranlés par la baisse de la consommation d'énergie, non seulement en France, mais dans le monde. Baisse directement liée au ralentissement de la croissance économique, ainsi qu'aux économies d'énergie. Dans les pays industrialisés, à production égale, on consomme aujourd'hui 15 % d'énergie de moins qu'en 1973.

Malgré ces chiffres qu'elle publie elle-même dans son rapport, l'Agence internationale de l'Energie lance un véritable cri d'alarme : vous vous endormez, dit-elle en substance, sur les excédents actuels de pétrole ; vous faites comme si la croissance économique restera proche de zéro dans les prochaines années ; ce faisant vous prenez un risque énorme ; vous freinez les investissements dans les énergies de substitution (et notamment dans le nucléaire) ; vous relâchez vos efforts en matière d'économies d'énergie (par exemple en ne vendant pas celle-ci assez chère). Folie que tout cela ! Vous préparez de vos propres mains, un nouveau choc pétrolier qui vous frappera avant la fin du siècle.

Le gouvernement français aurait intérêt à lire de près le rapport de cette Agence, filiale de l'OCDE (et donc peu suspecte de défendre des intérêts particuliers) avant de donner un coup de frein trop brutal à notre programme nucléaire. Il devrait se demander si la vraie raison au coup de frein envisagé, n'est pas le manque d'argent plus que l'absence de besoins. Si ce manque d'argent n'est pas lui-même la conséquence d'une politique tarifaire de Gribouille, qui contraint EDF à s'endetter au-delà du raisonnable, faute de faire payer l'électricité à son vrai prix (lequel est, de toute façon, en France, l'un des plus bas du monde). Si les conséquences sur l'emploi (le nucléaire fait travailler 150 000 salariés) d'un ralentissement notable de notre programme, ne coûtera pas plus cher que son maintien ? Après avoir sacrifié notre programme de relance du charbon (probablement trop coûteux, en effet), est-il raisonnable de sacrifier aussi notre programme nucléaire alors que l'on se bat au Moyen-Orient, que notre facture pétrolière s'alourdit au rythme de la dépréciation du franc et que nous avons plus de 2 millions de chômeurs ? Questions sérieuses qui méritent des réponses sérieuses.

14/10/1982

Sortie de secours

L'économie française ressemble, ces jours-ci, à une salle de spectacles après la représentation. Les prix et les revenus se pressent vers la sortie du blocage, mais les portes ne sont pas encore ouvertes. Seule l'automobile bénéficie d'une faveur. En effet, 15 jours avant la date fixée, le Comité des Prix lui ouvre la sortie de secours avec une autorisation de hausse de 4 %.

Cette faveur n'est pas du goût de tout le monde. On renacle dans les rangs du parti socialiste. Mais le ministre de l'Economie, Jacques Delors, sait pertinemment que le blocage des prix a frappé l'industrie automobile au

moment précis où elle devait annoncer ses nouveaux tarifs pour les modèles 83. Il faut savoir qu'un point de hausse des prix, dans une firme comme la Régie Renault, représente 320 millions de francs de recettes par an. Or nos deux grandes entreprises automobiles seront en perte cette année. Pour limiter ces pertes, il fallait absolument relever les prix. Car quand le client ne paye pas, on fait payer le contribuable. C'est ainsi, à l'épreuve des faits, que même un gouvernement socialiste finit par apprendre l'économie. Evidemment, la politique des prix et des revenus commence seulement avec la sortie du blocage. Le seul fait qu'on autorise l'automobile à n'augmenter ses prix que de 4 % signifie qu'on ne revient pas à la liberté mais qu'on passe du blocage au contrôle.

Même chose pour les salaires. Le Ministre du Travail, Jean Auroux, a courageusement ressorti une ordonnance oubliée de 1959 pour interdire l'indexation des salaires sur les prix dans les accords Patronat-Syndicats. Même Raymond Barre n'avait pas osé brandir une telle arme !

Cela dit, il est trop tôt pour dresser le bilan du blocage. Les indices de prix de juillet, août et septembre ont été relativement bons, entre 0,3 % et 0,5 % de hausse par mois. Cela ramène l'écart entre notre inflation et celle de nos voisins autour de 3 points alors qu'elle était de 6 points au printemps. Mais cela ne fait que nous ramener à l'écart existant avant les élections de 1981. On était même à 2 points en 1979-80 et à un écart nul au début de 1978. C'est-à-dire qu'à cette époque là nos prix n'augmentaient pas plus que ceux de nos voisins.

Or nous ne pouvons pas négliger le fait que la réduction de l'écart d'inflation n'a été obtenue cette fois que par une mesure artificielle : le blocage. Comme il n'est pas possible de faire vivre durablement une économie dans une camisole de force, attendons 6 mois pour connaître le résultat réel d'une politique incontestablement courageuse, même si elle ne fait que réparer quelques-unes des erreurs d'hier...

15/10/10982

La "tuile"

Parlons clair : c'est une "tuile". Les résultats de notre commerce extérieur en septembre (plus de 12 milliards de Frs. de déficit) arrivent au plus mauvais moment. C'est-à-dire, quand le gouvernement se débat déjà dans les difficultés inhérentes à toute sortie de blocage des prix et des salaires.

On attendait certes, des résultats médiocres, car nous continuons de payer les effets négatifs de la dévaluation du franc de Juin dernier, qui renchérit nos achats à l'étranger, avant d'engranger ses effets positifs qui devraient stimuler nos ventes au dehors. Mais les chiffres publiés pour septembre ne sont pas seulement médiocres. Ils sont franchement mauvais.

Certes, on peut trouver toutes sortes d'explications

depuis les effets pervers de la dévaluation jusqu'à la hausse du dollar en passant par les achats intérieurs soutenus par la crainte d'une flambée des prix à la sortie du blocage. Il y a toujours quelque chose de vrai dans ce genre d'explications. Mais cela ne doit pas nous dissimuler l'essentiel. Si nous avons d'aussi mauvais résultats dans nos échanges avec l'étranger, depuis le début de l'année, c'est fondamentalement parce que nous avons perdu notre compétitivité sur les marchés extérieurs.

Les magnétoscopes Japonais ont bon dos. Ce n'est pas avec le Japon que nous avons le plus gros déficit. C'est avec nos partenaires du Marché commun. C'est-à-dire, avec des pays qui travaillent dans des conditions comparables aux nôtres ; où nous pouvons vendre aussi facilement qu'eux chez nous. Mettons même à part le cas de l'Allemagne, avec laquelle nous avons toujours été déficitaire. Mais il n'y a pas si longtemps, nous étions excédentaires avec la Grande-Bretagne et avec l'Italie. Désormais, là aussi, nous achetons plus, que nous ne vendons. C'est bien la preuve que nous sommes ou trop chers ou moins bons.

En 9 mois, nous avons accumulé un déficit commercial de 72 milliards de Francs. Cela nous rapproche d'un déficit annuel de 100 milliards que nous n'avons jamais connu dans notre histoire. Si encore cela constituait la contre-partie d'une brillante croissance intérieure, elle-même génératrice d'emplois, on pourrait se consoler. Mais ce n'est même pas le cas. Nous aurons réalisé cette année une croissance un peu plus élevée que celle des autres, mais tout de même fort modeste, autour de un et demi pour cent.

Lorsqu'après le premier choc pétrolier, en 1975, nous avions connu une croissance nulle au moins avions-nous rétabli à peu près notre commerce extérieur. Ce n'est pas le cas cette fois. Signe incontestable et inquiétant de l'affaiblissement de nos entreprises.

Il ne sert à rien de se cacher la vérité : ces chiffres seront interprétés défavorablement sur les marchés des changes. La bataille du franc va devenir encore plus rude. Le gouvernement fera tout - absolument tout - pour éviter une 3^e dévaluation qui annulerait les effets positifs de la 2^e, comme celle-ci avait annulé ceux de la 1^{ère}. En outre, toute dévaluation pousse à la hausse des prix, alors que le gouvernement a pris tant de mesures impopulaires et courageuses pour la combattre.

C'est Verdun en automne.

18/10/1982

Les leçons de Mendès-France

Un mort, deux vivants, trois hommes du socialisme européen. Pourquoi voir un symbole dans le décès de Pierre Mendès-France au moment précis où Pierre Mauroy rencontre son homologue suédois, Olof Palme ? Parce que ces trois personnes incarnent un débat de fond dans la gauche occidentale.

Pour les hommes de ma génération, qui ont eu vingt ans dans les années cinquante, Pierre Mendès-France incarnera toujours le mariage de la justice et de la rigueur, du social et de l'économie, de la tradition républicaine et de la modernité industrielle.

Il ne s'agit pas, aujourd'hui, d'embaumer tous les propos et toutes les actions d'un homme d'Etat, élu au début des années trente et dont on prenait encore les conseils au début des années 80. En cinquante ans de vie publique on ne peut pas avoir que des réussites et ne proférer que des vérités éternelles. Mais Pierre Mendès-France, pourtant nourri au lait du radicalisme, avait le langage de son époque et la vision des réalités contemporaines.

Pour beaucoup des hommes de ma génération, la gauche c'était - trop souvent - la générosité dans le laxisme, les bons sentiments dans la pagaille, la Chambre élue en 1936, qui commence avec le Front Populaire et qui se termine avec le régime de Vichy. Pierre Mendès-France faisait éclater ces stéréotypes, avec sa personnalité forte, qui savait dire "non", ses compétences économiques, son langage sobre. L'image même d'une gauche moderne.

Au lendemain de la guerre, il prêche l'austérité au Général de Gaulle qui juge la potion trop amère pour un pays mal remis de sa défaite. Récemment il s'inquiétait des difficultés d'un gouvernement qu'il avait appelé de ses vœux.

Dans leur face à face, Pierre Mauroy et Olof Palme retrouvent le même débat. Les socialistes suédois qui viennent de reconquérir le pouvoir, ont immédiatement tiré les leçons des faux pas de la première année du pouvoir de la gauche, en France. Ils ont pris l'initiative d'une forte dévaluation de la couronne suédoise, sans se laisser acculer à des dévaluations à répétition. Ils donnent la priorité à la relance par l'investissement sur la relance par la consommation. Ils n'attendent pas la baisse du chômage, d'une réduction de la durée du travail, mais beaucoup plus d'une modernisation de l'appareil de production. Olof Palme le disait très clairement dans une interview publiée samedi dernier par notre confrère *Le Monde*.

En somme, le mendéssisme fait davantage recette en Suède qu'en France, bien que le gouvernement Mauroy se soit mis à son tour à la rigueur, mais peut-être tardivement.

Eternel quiproquo. La monnaie serait de droite et les impôts de gauche. Le chômage serait conservateur et l'inflation progressiste. Pierre Mendès-France savait, lui, que tout relâchement dans la gestion compromettrait les grandes réformes. Et quand la gauche se trompe, ce sont ses électeurs - c'est-à-dire les classes les plus modestes - qui payent le plus gros de l'addition.

19/10/1982

L'or et le franc

Vrai ou faux : la France est-elle prête à vendre son or

pour défendre le franc ? les journaux anglais ayant fait état de cette éventualité après l'annonce de notre fort déficit extérieur de septembre, le directeur du Trésor à Paris, a répliqué qu'il n'y avait aucun raison d'en venir là.

Notez qu'il n'a pas dit qu'on ne le ferait pas en cas de nécessité. Il est certain que le Président de la République ne l'exclut pas, même si - bien évidemment - il ne souhaite pas en arriver à cette extrémité. La France se trouve, en effet, dans une situation paradoxale. Sa monnaie est attaquée et elle ne peut pas la défendre avec ses plus grosses pièces d'artillerie, parce qu'elles sont or.

La Banque de France peut vider ses réserves en dollars, en marks, en francs suisses ou en yens, cela n'impressionne personne, chez nous. Mais qu'elle ose toucher au moindre gramme d'or, et voilà que tout le monde s'émeut.

Pourtant l'or est une réserve de change au même titre que n'importe quelle devise étrangère. Il se trouve que nous en avons beaucoup. Environ 3 000 tonnes, ce qui nous place tout de suite après les Etats-Unis et l'Allemagne. Un calcul rapide permet de chiffrer la valeur actuelle de ce trésor à une quarantaine de milliards de dollars. Quarante milliards de dollars (en or) dans nos caves, alors que nous venons d'en emprunter quatre à l'étranger. Cela fait rêver...

Certes, si nous pouvons emprunter des devises au dehors, c'est aussi parce que nous avons ce trésor au dedans. D'une certaine manière, on peut dire que nous utilisons déjà notre or, même si nous ne l'avons pas gagé pour faire cet emprunt. Nous l'utilisons pour fabriquer de la confiance, grâce à laquelle on peut emprunter.

Il est donc normal que nous soyons prudents, dans l'usage éventuel de cette encaisse métallique. Nous pouvons d'ailleurs - bien avant de la vendre - l'utiliser par le biais des ECUS que le Marché Commun peut mettre à notre disposition parce qu'une partie de notre or est - théoriquement - comme celui de nos partenaires, à la disposition du Fonds européen. Nous ne l'avons pas encore fait, mais la Belgique, elle, l'a fait. On peut aussi, faire comme l'Italie naguère, qui avait emprunté aux Allemands en leur confiant de l'or en gage. Il est vrai que ce n'est pas très reluisant et que par fierté nationale, Paris répugnerait à imiter Rome.

Mais, enfin, l'or existe et n'est pas un totem pour peuple arriéré à la recherche de fétiches ou de divinités archaïques.

Ou bien le gouvernement a confiance dans sa politique; croit à sa capacité de mater l'inflation et de remuscler nos entreprises ; et alors il s'agit d'un mauvais moment à passer pour lequel tous les moyens sont bons, y compris l'or. Ou bien, la politique en cours est fragile, d'effets incertains et, pour tout dire, mal partie, alors effectivement mieux vaut préserver notre trésor, plutôt que le dilapider pour sauver quelques mairies aux élections de mars.

20/10/1982

Le feu orange

Attention danger ! Voilà qu'un peu partout dans le monde, la liberté des échanges est en train de passer du feu vert à l'orange. Gare à ne pas en venir au rouge, car c'est en cloisonnant l'économie mondiale qu'on aggrave la crise en croyant la soigner.

La France s'engage-t-elle, à son tour, dans cette voie, avec les mesures annoncées au Conseil des ministres du 20 Octobre ? Aides financières et fiscales aux entreprises exportatrices ; surveillance renforcée aux frontières ; obligation de libeller en français l'emploi des produits étrangers ; incitation des entreprises publiques à acheter français ; restriction au transfert de technologies françaises à l'étranger, etc.

Il n'y a rien là-dedans, dit-on dans les milieux officiels, qui relève du protectionnisme ou qui ne soit pas déjà appliqué à l'étranger. Peut-être, encore qu'on ne voit pas pourquoi on prendrait de telles mesures si ce n'était pas, effectivement, pour freiner les importations et subventionner les exportations. Après le slogan quelque peu platonique - quand on voit les résultats de notre commerce extérieur - sur la "reconquête du marché intérieur", voici un premier train de mesures concrètes.

Sans aucun doute, d'autres font pire, y compris semble-t-il dans le Marché commun. On cite, à Paris, l'exemple des Pays-Bas qui seraient devenus brusquement de gros exportateurs de textiles alors qu'ils en produisent peu, ce qui donnerait à penser qu'on rebaptise néerlandais, à Rotterdam, des produits qui viendraient en réalité d'Asie ou d'ailleurs. De même, on a très mal pris, à Paris, la dévaluation dite "sauvage" de la couronne suédoise, décidée pourtant par un gouvernement socialiste ami.

On va profiter du sommet franco-allemand, de Bonn, pour s'expliquer aussi avec nos voisins qui ne cessent d'envahir notre marché. Sans parler des Américains qui ne se gênent pas pour protéger leur sidérurgie et des Japonais qui réussissent cet exploit d'avoir une croissance intérieure plus forte que les autres et de réduire en même temps leurs achats à l'extérieur !

Tout cela est vrai ou vraisemblable, mais la pente est redoutable pour la France, de passer de l'inflation au déficit, puis du déficit à la protection.

Sur ce terrain, les vieux démons gaulois des frontières fermées risquent de se réveiller. Et l'on verrait alors, se dessiner "un compromis historique" entre un patronat frileux et une gauche aux abois. N'oublions jamais qu'il a fallu un siècle pour convertir les Français à la liberté des échanges. Que cela nous a beaucoup plus rapporté que coûté. Que le Marché commun a résisté à dix ans de crise. Qu'en s'enfermant chez soi, on risque d'échanger la grippe des courants d'air contre la leucémie des enceintes confinées.

Certes, les mesures qui viennent d'être annoncées restent tolérables. Mais si elles devaient marquer un chan-

gement de cap, elles deviendraient vite catastrophiques. Quand on manipule un aiguillage, au début, l'écart est faible. C'est, plus loin, qu'on mesure le changement de route. Et, alors, il est trop tard pour rebrousser chemin.

21/10/1982

Nouvelle Espagne

En Espagne comme ailleurs, la crise économique explique les changements politiques. Mais nulle part en Europe une élection n'a suffi à changer profondément les données de la situation. Nous sommes bien placés en France pour le savoir. Les socialistes espagnols, après les socialistes suédois, semblent d'ailleurs avoir tiré les leçons de nos déconvenues. A l'inverse de la gauche française lorsqu'elle est arrivée au pouvoir, ils parlent d'austérité avant de parler de relance.

L'économie espagnole souffre des mêmes maux que les autres économies européennes mais en pire... Chômage record, avec 15 % de la population (contre 9 % chez nous) chiffre probablement sous-évalué en raison de l'importance de la population agricole Outre-Pyrénées. Inflation persistante avec une hausse des prix proche de 15 % l'an (contre 10 à 11 % chez nous) comme l'année dernière. C'est-à-dire que l'Espagne est l'un des rares pays à ne pas avoir bénéficié du ralentissement de l'inflation dans le monde. Déficit budgétaire important, environ 5 % de la production nationale, alors que chez nous les pessimistes n'annoncent que 4 % pour l'année prochaine.

Certes, la croissance économique n'a pas complètement disparu. Mais elle n'est guère plus élevée que dans notre pays, c'est-à-dire très molle. Avec ici ou là quelques signes de reprise tout de même, par exemple dans l'automobile.

Fait plus grave qu'en France : la faillite frappe en Espagne des firmes très importantes et même des banques. Ce que nous avons pu éviter jusqu'à présent.

Seul élément plus favorable que chez nous : un commerce extérieur qui tend à se redresser, grâce, il est vrai, à une forte dépréciation de la peseta.

Face à cela le nouveau gouvernement espagnol ne fera pas plus de prouesses que le nôtre. Il a seulement eu la sagesse de ne pas en annoncer ! Pendant la campagne électorale, un journaliste britannique avait qualifié le programme du parti socialiste espagnol : "Un texte aussi révolutionnaire qu'un bulletin paroissial".

Il est vrai que la gauche espagnole doit veiller sur une démocratie encore toute jeune, fragile et menacée par des tentations d'extrême-droite. Le vrai miracle espagnol n'est pas économique. Il est politique. Il se trouve dans cette transition, au total réussie jusqu'à présent, entre un régime autoritaire et une authentique démocratie. N'est-ce pas pour l'avenir de l'Espagne et pour celle de l'Europe plus important qu'un équilibre budgétaire et qu'une faible inflation ? A condition bien sûr... que la crise écono-

mique n'atteigne pas un degré qui mettrait en péril cette démocratie encore adolescente.

29/10/1982

Les "Geignards"

Geignards s'abstenir. C'est en ces termes que le Premier Ministre vient de présenter devant la presse le tableau de notre économie et de sa politique.

Les "Geignards", si l'on a bien compris, sont les gens qui annoncent périodiquement des catastrophes qui ne se produisent pas. Cela ne concerne donc pas ceux qui avaient annoncé que nous ne ferions pas nos objectifs de croissance cette année (Pierre Mauroy a reconnu que l'on fera moins de la moitié que prévu); que le nombre de chômeurs restera supérieur à 2 millions (d'ailleurs si le chômage n'était pas plus grave que prévu on ne voit pas pourquoi il faudrait augmenter les ressources de l'assurance-chômage); que le déficit extérieur approchera 100 milliards ; que la masse monétaire ne restera pas dans les limites annoncées ; et que la pression fiscale et sociale sur les revenus continuera de s'alourdir. Le Premier Ministre n'a démenti aucun de ces résultats négatifs.

En revanche, il s'en est pris à ceux qui dénoncent une baisse de pouvoir d'achat des Français, ce qui n'est pas gentil pour les syndicats. Il n'y a pas, selon Pierre Mauroy, de baisse du pouvoir d'achat. En réalité, tout dépend de quoi l'on parle et de la période de temps retenue pour prendre la mesure. Le principal désaccord entre le Premier Ministre et les syndicats porte sur les prestations sociales. Pierre Mauroy les inclut dans les revenus ; les syndicats, pas. Dialogue de sourds : tout le monde paye des cotisations qui amputent donc les revenus de tous ; tandis que quelques-uns seulement, touchent des prestations (remboursement de frais médicaux, prestations familiales, retraites, allocations de chômage) qui augmentent les revenus de ceux-là.

Il n'est pas douteux, en revanche, que les salaires auront augmenté moins que les prix cette année. Le pouvoir d'achat des salaires aura bel et bien diminué.

Autres geignards aux yeux du Premier Ministre, les patrons. Ils font toute une histoire parce qu'on augmente les cotisations à l'assurance-chômage (celles des salariés aussi, d'ailleurs) alors qu'on les gave, nous dit-on, de subventions, d'allègements fiscaux, de bonifications d'intérêts. On leur promet de ne plus augmenter leurs cotisations à la Sécurité Sociale pendant toute l'année 83. On annonce, pour le printemps prochain, une grande réforme des allocations familiales qui passeront à la charge du budget de l'État (d'où la création envisagée d'un nouvel impôt sur les revenus) au lieu d'être à celle des entreprises (mais celles-ci verseront à leurs salariés ce qu'elles payaient aux Caisses ; elles n'y gagneraient que si elles imputaient ce versement sur les augmentations de salaires habituelles). Vraiment, de quoi se plaignent-ils, ces patrons, et qu'attendent-ils pour investir et embau-

cher ? Il est bien vrai que le gouvernement cherche, aujourd'hui, à alléger le fardeau qu'il a lui-même déposé, hier, sur les épaules des entreprises. Mais quand vous avez attrapé un tour de rein, vous n'en guérissez pas du jour au lendemain.

S'il y a des geignards, c'est peut-être parce qu'il y a des souffrants et que le médecin n'avait pas dans sa trousse la potion magique qu'il avait promise...

5/11/1982

D'Andropov à Walesa

Ainsi, Lech Walesa rentre à Gdansk au moment précis où Youri Andropov entre au Kremlin. Ce hasard de l'histoire est riche en symbole. Car nul n'ignore que la liquidation du syndicalisme libre en Pologne a été organisée par des agents du K.G.B. envoyés à Varsovie par leur chef de l'époque, c'est-à-dire, par Andropov lui-même. Il faut d'ailleurs reconnaître à cet homme, une réelle réussite technique ! C'est déjà lui, alors Ambassadeur à Budapest, qui avait contribué efficacement à l'écrasement de la révolte hongroise en 1956. C'est encore lui, cette fois à la tête du K.G.B., qui avait complètement démentelé les mouvements de dissidence en Union Soviétique. L'action de ses services n'a pas été moins efficace en Pologne, où il a évité l'intervention directe de l'Armée Rouge, permettant au Général Jaruzelski de tisser lentement un compromis fragile avec l'Eglise qui autorise aujourd'hui le retour de Lech Walesa.

Il est vrai que Moscou a toujours considéré le leader syndicaliste polonais plutôt comme un modéré. Un expert du comité central du parti communiste soviétique Zamiatine, déclarait il y a un an au moment du Congrès de "Solidarité" : "Walesa est un homme qui occupe une position modérée", alors que les autres dirigeants de "Solidarité" étaient violemment récusés comme non représentatifs de la classe ouvrière.

Moscou a même tiré quelques leçons de l'expérience

polonaise. N'est-ce pas Constantin Tchernenko lui-même qui était encore la semaine dernière, l'un des deux successeurs possibles de Brejnev - qui écrivait en Septembre 1981, dans la revue "Kömmunist" que le syndicat devait protéger l'État socialiste contre la bureaucratie, l'ivrognerie et la paresse ? Voilà diront nos syndicalistes occidentaux, une définition bien restrictive du rôle des syndicats. Certes. Mais en Union Soviétique, c'est déjà une évolution au moins dans les esprits.

Au fond, le pouvoir à Moscou comme à Varsovie est aux prises avec le même problème. Problème que Brejnev avait résumé en quatre mots, au terme d'un grand discours, le 16 Novembre 1981, dans lequel il dénonçait les vices de l'économie soviétique devant le Plénum du comité central de parti communiste en concluant : "il faut mieux travailler".

Il faut mieux travailler en U.R.S.S. pour se libérer enfin des pénuries. Il faut mieux travailler en Pologne où la production s'effondre depuis 3 ans.

Andropov, dit-on, aurait été choisi pour remplacer Brejnev notamment parce qu'il pourrait transposer en Union Soviétique certaines réformes économiques mises en œuvre avec succès en Hongrie. Walesa a été libéré par Jaruzelski non seulement parce que l'Eglise l'a exigé, mais aussi parce que le pouvoir espère remettre la classe ouvrière au travail en lui rendant un leader qu'on s'efforcera soit de compromettre avec le régime, soit de maintenir dans un rôle symbolique.

Seulement, l'avenir n'est écrit nulle part. Ne peut-on pas voir s'esquisser actuellement, de Moscou à Varsovie, une explication inédite et imprévisible (sauf dans des romans) qui, par personne interposée, mettrait en cause comme protagonistes finaux deux chefs d'Eglise qui ne se rencontreront sans doute jamais : Youri Andropov, maître temporaire du Kremlin, et Karol Wojtyla - appelé aussi Jean-Paul II - détenteur provisoire des clés de Saint-Pierre ?

15/11/1982

L'U.R.S.S. reste une dictature

L'action de M. Brejnev s'est située sur la même ligne que celle de ses prédécesseurs au Kremlin.

Dans l'ordre intérieur, si l'U.R.S.S. n'a pas connu sous son règne des épisodes aussi sinistres que les procès de Moscou, rien n'a été tenté pour amorcer une vraie libéralisation du régime. L'U.R.S.S. reste une dictature, et, comme toute dictature, accorde la priorité à l'accroissement de sa puissance militaire.

Dans l'ordre extérieur, impérialisme et expansionnisme ont été les maîtres-mots de la politique de M. Brejnev. La détente a surtout servi les intérêts soviétiques. Les accords d'Helsinki sont demeurés pour l'essentiel lettre morte. Les pays de l'Est sont toujours sous la tutelle soviétique et les événements de Pologne ont apporté une nouvelle preuve que l'U.R.S.S. s'oppose à toute entreprise de démocratisation dans ses zones d'influence. L'invasion de l'Afghanistan est une confirmation

de la volonté de l'U.R.S.S. de ne pas tolérer l'alternance démocratique dans les pays où le parti communiste a confisqué le pouvoir. Enfin, M. Brejnev a poursuivi l'effort de ses prédécesseurs pour déstabiliser, dans le Tiers Monde, en Asie, en Amérique latine, en Afrique, les régimes qui ne se réclament pas du marxisme-léninisme.

M. Brejnev n'a pas été un héritier infidèle de Staline. Il a maintenu l'U.R.S.S. dans la dictature et il a développé sa force militaire. Il a augmenté la pression idéologique et politique de l'empire soviétique sur le monde. La notion de liberté a été étrangère à M. Brejnev comme elle l'a été à Staline. Ce fut la continuité, en ce domaine notamment. Rien ne permet de prévoir qu'il en sera autrement avec M. Andropov. Il est d'autant plus nécessaire de promouvoir une stratégie mondiale de la liberté.

Jean LECANUET

LES ROUGES ET LES BLEUS

par Jacques NANTET

Parmi les problèmes qui partagent l'opinion française, celui des relations Est-Ouest n'est pas le moins important. Il en est qui pensent qu'en ce domaine la fermeté intransigeante est l'attitude la plus sûre pour sauvegarder la paix et l'équilibre des forces ; d'autres estiment que le réalisme qui fait sa part à l'habileté tactique présente l'avantage de mieux préserver les chances d'un dialogue indispensable entre les grandes puissances.

Dans notre numéro d'Avril-mai 1982 André Fontaine avait tracé un historique de la politique de détente (de 1953 à nos jours) qui avait fait l'objet de son livre : "Un seul lit pour deux rêves" : son analyse tendait à en montrer la complexité ainsi que les résultats qui ne sont pas sans avoir des aspects positifs et les limites.

En un sens différent Jacques Nantet, dans l'article ci-dessous, craint de n'apercevoir dans la politique de détente "qu'erreurs des intérêts bien conçus de la démocratie et de la liberté".

Ces textes sont à verser à un débat que les événements risquent de rendre de plus en plus dramatiquement actuels.

Dans l'actualité internationale, apparaît comme déplorable et préjudiciable à la paix la pratique - rarement revendiquée au nom des principes, il est vrai, mais fort répandue - de l'anti-américanisme. Il est fait de beaucoup de jalousie et de beaucoup de sottise. A cause de lui, hier, l'URSS a pu écraser la Tchécoslovaquie, pénétrer en Afghanistan et elle continue à faire la loi en Pologne. L'anti-américanisme reste un des agents les plus dangereux de la confusion historique. Ce qui est clair devient embrouillé. Il pourrait nous faire déboucher, demain, sur les perspectives les plus funestes.

Et pourtant, l'incertitude subsiste. Lequel l'emportera de l'Est ou de l'Ouest ? De grandes zones d'ombre s'étendent de part et d'autre, et elles masquent l'avenir. A l'Ouest, la transparence de l'Amérique est un voile. Comme au cinéma en noir et blanc : pas d'épaisseur, pas de nuance, seulement des taches. Les Etats-Unis se dessinent en ombres chinoises. Et de l'URSS - l'autre grand pôle - que sait-on ? C'est l'ombre des catacombes. La connivence affichée par les eurocommunistes est multipliée par la connivence discrète de beaucoup de ceux qui ne sont pas de ce bord là. La courtoisie occidentale n'a pas de limite. Alors que Moscou peut jeter les pires

anathèmes contre les entreprises prêtées à la C.I.A., sans que personne n'ose ni ne songe à lui reprocher son anti-américanisme, qui dénonce avec la même virulence les coups montés par le K.G.B. ? On apprend simplement, de temps en temps, que tel ressortissant d'un pays étranger a été extradé à la dérobée. L'Occident n'est informé de ce qui se passe à l'Est que par à-coups et pour des cas individuels. Jamais au niveau gouvernemental et de façon générale. On ne saura vraiment tout que lorsque l'Union Soviétique se sera écroulée et que la Russie aura ressuscité. Il a fallu longtemps pour connaître l'existence des camps nazis. Et on en a découvert toute l'horreur qu'après 1944, quand les Alliés les ont libérés les uns après les autres. En revanche, nul n'a encore inspecté le goulag.

Ainsi vivons-nous une période intermédiaire, et elle est particulièrement dangereuse. L'ours russe n'est que blessé. Tout va mal, tout est suspect. Il n'est pas de grand succès dans les arts, les lettres, les sciences, l'économie, etc... qui ne soit hautement suspect. Qui ne soit punissable, et souvent puni. Une seule activité n'est pas objectivement en contradiction avec le marxisme. Elle consiste à exporter ce système et à l'imposer - bon gré, mal gré, par tous les moyens, même militaires - aux pays qui vivent sous un autre régime. Cette propension est irrémédiable. L'URSS a bonne conscience, quelle que soit la brutalité ou la duplicité employées à toutes fins. Le communisme est, en effet, un système d'Etat. Les diverses déficiences (politiques, économiques, etc...) sont donc reportées sur d'autres Etats, qui deviennent coupables. L'autocritique, autre que superficielle et préfabriquée, est impossible. C'est vrai à tous les niveaux. Une des causes de la faiblesse sous-jacente des régimes sociomarxistes, des démocraties populaires, est le refus de leurs dirigeants de procéder à un examen précis des origines de leurs échecs. Les Allende aussi bien que les Péron se sont obstinés à attribuer leurs insuffisances, leur chute, uniquement aux ingérences étrangères, naturellement des Etats-Unis en premier lieu. C'est nier l'évidence, et surtout s'interdire toute possibilité d'améliorer la méthode, qui se maintient à l'échelon répétitif du modèle de 1917. A fortiori, l'URSS, principal des Etats totalitaires marxistes, se condamne-t-elle à masquer ses déficiences en étant toujours de plus en plus forte. L'Union soviétique ne changera pas de ligne, en dépit des accords signés, des replis diplomatiques et autres détentes. Elle ne changera pas de ligne parce qu'elle ne le veut pas. Voilà pourquoi la Russie soviétique est fondamentalement impérialiste, ou, si l'on préfère, pratique l'hégémonisme de grande puissance.

Du socialisme dans un seul pays, on est passé au socialisme dans tous les pays et à l'impérialisme russe. Il s'exerce en premier lieu à l'intérieur d'une Union soviétique qui, en fait, a déjà forme d'empire. La Géorgie, l'Ukraine, notamment, ont donné de tout temps du fil à retordre. Il s'exerce parmi les satellites qui composent le bloc socialiste. Les prétentions césaro-papistes de l'URSS cherchent à contrebalancer la traditionnelle

attraction de l'Occident. Et l'action de cet impérialisme russe se fait sentir dans tous les domaines. Culturel, sans doute (le russe, première langue étrangère obligatoire), et naturellement économique. Dès 1949, le Comecon étend son filet sur l'Europe centrale, sur les démocraties populaires, spécialisant l'économie de chaque pays selon un plan déterminé, et pompant les matières premières (l'uranium de Tchécoslovaquie, etc...). Des sociétés mixtes (le Sovrom pour le pétrole roumain) se chargent de maintenir les choses en place. Mais l'impérialisme russe est aussi et surtout militaire. Il est confirmé par la signature, le 4 mai 1955, du Pacte de Varsovie. Celui-ci stipule, sous le commandement en chef d'un général soviétique (en l'occurrence Koniev), l'unification des forces armées de l'URSS, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la Roumanie, de la Hongrie, de la Bulgarie, de la R.D.A. et de l'Albanie. Tout est parfaitement clair. Le règne de Khrouchtchev se termine, d'ailleurs, parce qu'il a mis en cause une des règles de la sécurité de l'empire : il envoie Adjoubaï, son gendre, en République fédérale allemande, geste qui menace la R.D.A., maillon faible où Malenkov avait dû réprimer, durement, en 1953, un mouvement ouvrier insurrectionnel et contestataire. Mais l'exemple-type, toujours retenu, d'intervention militaire, reste - suite du "coup de Prague" de février 1948 - la ruée des chars soviétiques, l'invasion de la Tchécoslovaquie en août 1968, qui met fin au "Printemps de Prague" et sauve la gloire de l'empire.

L'histoire de l'impérialisme russe ne s'arrête pas là. Quand quelque chose semble à prendre, on essaie : Cuba, Vietnam-Sud, Angola, Corne de l'Afrique, Afghanistan. Quand quelque chose bouge, on tire. Déjà en juillet 1977, sur un groupe de manifestants polonais qui contestait une sentence inique d'un tribunal régional de Varsovie. Et chaque jour, cela continue. Les partis communistes du monde entier y collaborent. Ils l'ont fait au nom du Komintern. Ils l'ont fait au nom du Kominform. Ils le font dans le cadre de "conférences", qui consacrent beaucoup plus de temps aux visées de l'impérialisme russe qu'à l'examen de la situation de la classe ouvrière. L'internationalisme s'est entièrement reconverti en impérialisme. Et toute une série de sentiments fort humains maintiennent, de surcroît, la pugnacité de cet impérialisme. Les dirigeants communistes - soviétiques, citoyens des démocraties populaires - vivent dans la hantise d'un vaste soulèvement, d'un pogrom anti-communiste. Cette hantise redouble à chaque incident à Berlin, à Budapest, à Varsovie, etc... Mais l'impérialisme grand-russien, par les mises en garde qu'il prodigue, par le mouvement en avant qu'il provoque, entraîne, engage, rassure les uns et les autres. Lénine affirmait déjà : "Tant que nous sommes les envahisseurs, tout va bien". Cet impérialisme console : pourquoi s'apitoyer sur les Tchèques, pensent les masses soviétiques, alors que nous sommes bien plus à plaindre. Et l'affaire de l'Angola a compensé la mauvaise récolte de 1975. Le rang de superpuissance, acquis par l'URSS, n'est certes pas une preuve marxiste de progrès socialiste. Mais c'est un argument très efficace. Il efface en partie la disparité des niveaux de

vic avec l'Occident. Les canons de cet impérialisme, qui coûtent cher - un milliard de dollars dilapidés à Cuba depuis 1964 - , rendent impossible et à la fois dispensent d'améliorer le niveau de vie en URSS et dans le bloc socialiste. Or, le bien-être, c'est la porte ouverte à la contestation (voyez l'Iran). Voilà pourquoi ne peut que s'accroître le choix : des canons, des armes nucléaires (dès le printemps 1945, l'URSS disposait d'une industrie atomique qui commençait à traiter le graphite, et l'uranium métallique était accumulé), plutôt que du beurre. A Moscou, s'est dressée une formidable machine politico-militaire. Elle se renforce quotidiennement de quarante-sept chars lourds. Cet armement est un investissement. Il n'est rentable que si l'empire s'étend, même au risque d'une guerre mondiale.

L'Occident, c'est-à-dire quoi ? Essentiellement , la modernité. La modernité européenne-américaine et ses extensions. Ou du moins ce qui en subsiste. Car il y a eu une expansion occidentale, qui a correspondu à l'éclosion des temps modernes. Elle a débuté avec Christophe Colomb et Vasco de Gama. L'Espagne, le Portugal, la Hollande, la France qui vont de l'Afrique du Nord à l'Afrique du Sud. La Grande-Bretagne, qui va jusqu'en Inde. C'est alors l'échange des matières premières contre les techniques. Et Karl Marx a salué l'invasion de l'Inde par la Grande-Bretagne - le sacre de la reine Victoria comme impératrice des Indes - , car c'était "arracher à leur torpeur les peuples asiatiques et ... les plonger dans le courant principal du développement historique".

Ce courant principal du développement historique est

Une récente manifestation de l'impérialisme soviétique : l'interdiction de "solidarité" en Pologne.

L'OCCIDENT, C'EST LA MODERNITE

L'union soviétique est à la tête du camp de la guerre. En Union soviétique un parti de la guerre - conscient qu'il est de la paralysie qui monte et de l'opposition qui s'étend - veut profiter du mélange explosif d'idéologie et de force brutale dont il dispose pour mettre de nouveaux pays sous sa coupe et les réduire à son service. Tous les moyens sont bons pour maintenir la division de l'Europe - entraver sa marche vers l'unité politique - , et pour décourager la volonté de résistance de l'Occident et de l'ensemble du monde libre.

aujourd'hui à nouveau divisé. Et l'arrogante prétention de l'URSS est de dénoncer toujours les abus d'hier. Restent, en fait, l'Occident, et ce qu'on appelle généralement - et à tort - le tiers-monde. Il faudrait dire : les tiers-mondes (à commencer par le Caucase et l'Asie centrale soviétique). Ils émergent des méandres du "courant principal", de son reflux, de l'accès à la culture universelle technicienne, mêlés à la crainte qui subsiste, dans chaque pays, d'être dépossédé de sa civilisation traditionnelle propre. Les tiers-mondes, donc, souvent moins blancs, c'est vrai, mais souvent fort riches depuis la montée des cours des matières premières, et particulière-

ment du pétrole.

C'est ainsi, quoiqu'on prétende, que le problème se pose au lendemain d'un des événements capitaux de ce siècle : la décolonisation. L'URSS a exploité ce thème de la décolonisation. Lénine a compris, dès le début, le besoin qui se manifestait de s'intégrer complètement à la culture technicienne, et en même temps d'affirmer plus fortement son identité par l'accès à l'indépendance nationale. Des partis communistes ont été créés partout à travers le monde. Ils concrétisaient l'alliance du bastion du socialisme avec ce mouvement révolutionnaire. Ainsi, la dynamique naissante de la décolonisation aidait-elle Lénine à détruire le capitalisme et, subsidiairement, sans mettre en cause le cercle de craie de l'Ancienne Russie, à l'étendre au-delà de ses limites, à créer un nouvel empire, base aujourd'hui de l'hégémonie de l'URSS.

Un mécanisme simple, son exploitation ininterrompue, les habitudes prises continuent à porter de l'eau au moulin marxiste qui tourne à vide. Un moulin qui, de l'Angola au Cambodge, a fait le vide : il n'y a plus de grain à moudre. Restent les proclamations sur la faim dans le monde.

Ainsi se dessine ce qui est, en vérité, l'Occident en creux. Je veux dire ce qui reste quand l'Occident s'est retiré en tant que pouvoir, laissant subsister, avec les indépendances, un mélange confus et variable de modernité et de civilisation locale traditionnelle. Soit : les tiers-mondes, qui selon le dosage de ce mélange -et quelques autres circonstances - , sans être tous happés par le moulin marxiste, sont tous menacés de l'être. Il y a le cas de la Chine. Eveillée à la modernité par le régime des concessions européennes (Grande-Bretagne, France, etc...), réveillée à son antique civilisation par le général Tchang Kaï Tchek, mise par lui sur la route de l'indépendance, la Chine était préparée par le confucianisme à la pénétration du marxisme. Cette pénétration constitue à cette époque un des principaux succès du Komintern. Il fixe la Chine au niveau du stalinisme. Mais le désaccord sino-soviétique, affirmé en 1957, s'accroît après 1963. A la vérité, ce sont deux socio-impérialismes, le soviétique, le chinois qui s'opposent. Ils se disputent certains territoires, et de surcroît les mêmes zones d'influence.

Il y a aussi le cas de la Palestine. Empreinte spécifique de l'empire ottoman (jusqu'en 1918 "l'homme malade de l'Europe"), puis de l'empire britannique, la Palestine est avant tout la Terre Promise du Peuple juif, le berceau de la civilisation judéo-chrétienne, et elle devient l'Etat d'Israël. Mais pour donner une patrie aux Palestiniens arabes, les dirigeants de l'O.L.P. réclament au nom de leur patriotisme un Etat Palestinien, contribuent à étendre le champ d'action révolutionnaire -tout le monde le sait et ils le disent - , et ils apportent en quelque sorte, à leur tour, de l'eau au moulin moscovite.

FINALEMENT, CELA SE JOUE A DEUX

Il est très important d'évaluer, pour chaque pays, la réalité de l'implantation de la modernité, et le poids

particulier des diverses composantes de la civilisation locale traditionnelle : islamisme, négritude, structures sociales bourgeoise ou aristocratique, urbaine ou rurale, aspirations nationales. Ainsi, la situation est bien différente en Algérie (désarticulée par la colonisation, directement branchée pendant cent ans sur la modernité), en Tunisie et au Maroc (structures bourgeoises ou dynastiques plus solides). Les choix de ces pays, à l'Est ou à l'Ouest, en résultent. L'Inde, fortement menacée depuis Khrouchtchev de passer à la moulinette soviétique, résiste assez bien grâce à une classe bourgeoise étendue et un prolétariat expérimenté. Les inventaires ainsi faits permettent, surtout, de juger de la qualité des ralliements. Qu'est-ce qui est solide ? Qu'est-ce qui ne l'est pas ?

Ainsi aborde-t-on - par une première analyse - le problème capital de l'efficacité de chacun des camps. Cela se joue à deux : le camp offensif pan-russe, le camp défensif du reste. De Bandoeng, en 1955 ; de l'O.U.A. fondée en 1963, que subsiste-t-il ? Seulement les rouges et les bleus.

Dans notre analyse de la force respective des deux camps, un élément reste à mesurer : la capacité de trahison. Mille sentiments peuvent camoufler la pente glissante aux yeux mêmes de ceux qui la descendent. Un des relais est pris par les hommes d'affaires. La complicité mercantile du monde libre est très active. Que ne fait-on pas - que ne tente-t-on - pour décrocher un marché ! On connaît l'histoire de la poule hongroise et du cochon français. La poule pond un œuf. Le cochon doit donner la technique pour faire du jambon. Et il est patent que le renforcement de cette aide provoque un rapide renforcement de l'agressivité des pays de l'Est. Leurs poussées de réclamation au sujet de Berlin, en 1958-1964 ; leurs essais nucléaires et la crise des missiles à Cuba, en 1962, ont toujours été les suites et conséquences de fortes importations de technicité.

L'extrême fragilité psychologique dont font ainsi montre beaucoup d'Occidentaux ouvre la porte à l'espionnage. L'espionnage économique, justement. Et l'espionnage politique. Et la désinformation.

Les sondages indiquent que 85 % des membres du parti communiste français estiment que l'entente avec l'URSS est primordiale. Omniprésents, les partis communistes sont relayés par toute une série d'organisations, et lors des grandes crises, cela aide l'URSS.

LA POLITIQUE DE LA DETENTE EST FONDÉE SUR TROIS ERREURS

La politique de la détente apparaît donc, clairement, avoir souvent été, pour l'Ouest, une trahison des intérêts bien conçus de la démocratie et de la liberté. Cette politique de la détente est alors fondée sur trois erreurs, conscientes ou inconscientes. La première : on peut traiter avec l'URSS, sans traiter avec le communisme moscovite. L'Union soviétique - selon cette conception - est un pays ; le communisme une idée qui ne connaît pas

de frontières, et à la propagation de laquelle Moscou ne pourrait rien et ne serait pour rien. Seconde erreur : en proposant la détente, ou bien les dirigeants soviétiques sont sincères (pourquoi les décourager ?) ; ou ils mentent, et la meilleure tactique est d'entrer dans leur jeu jusqu'au moment où on abattra les cartes. Troisième erreur : l'homme au pouvoir - hier Staline, aujourd'hui Brejnev - sera moins dur, moins agressif s'il se sent en sécurité grâce à la détente. Les preuves abondent de la fragilité de ces trois idées. En Europe, Churchill eût tort, au retour d'une visite à Moscou pendant la guerre, de déclarer : "Il viendra certainement une génération...(qui)... sera assurée d'avoir davantage à manger et bénira le nom de Staline". Personne n'a davantage à manger, personne ne bénit le nom de Staline. Et en dépit des amabilités de Churchill, Staline a mis la main sur la moitié de l'Europe. Et en Extrême-Orient - échec typique de la politique de détente - , il ne fallait pas croire que les Accords de Genève, puis ceux de Paris, seraient respectés par les Soviétiques. Ces accords étaient de simples étapes dans la poussée de l'hégémonisme de Moscou. Aujourd'hui, l'hégémonisme ricoche au Moyen-Orient, en Afrique noire et en Amérique latine.

"La seule puissance conquérante de grand style est la Russie", écrivait Nietzsche vers 1880. On va donc voir comment elle développerait son offensive. Accélération de la poussée dans le monde musulman, les pays du Golfe, le Proche-Orient, l'Afrique ? Campagne-éclair à travers l'Europe occidentale où l'URSS trouverait des collaborateurs enthousiastes, mais rencontrerait une résistance acharnée, doublée rapidement de celles de la Pologne et de la plupart des démocraties populaires ? Mais ce qui nous importe de déterminer dès maintenant, c'est l'option des nôtres.

Du côté communiste, la capacité de séduction -auprès

d'un milieu qui n'en a pas goûté - d'une société idéologiquement parfaite, et qui se réclame de la justice. Mais, au sein même de ce monde communiste, subsiste un profond dégoût envers un système avéré absurde et cruel. De Prague à Vladivostok, pour une minute de liberté des hommes risquent leur vie. La Russie nouvelle est derrière la porte. Elle nargue le pouvoir des communistes. Un coup d'épaule, et la porte pourrait s'ouvrir. Alors, l'armée soviétique est aussi puissante et incertaine que l'étaient les fameux "immortels" du shah d'Iran. Autrement dit, du camp communiste émanent la force et la faiblesse.

De notre côté, en dépit qu'un tournant ait été pris et d'un réveil certain, la nature même des structures de la démocratie pluraliste est molle et vulnérable. Il faut cependant tenir compte de la puissance inhérente, bien que cachée, aux systèmes qui laissent jouer les ressorts de la liberté. "Le pire n'est pas toujours sûr", parce que sous les dehors de l'incohérence, de la discorde, de la critique sans retenue subsistent un remarquable consensus social, une magistrale efficacité, et aussi beaucoup d'intelligence. Tocqueville nous avait averti de ces défauts et de ces qualités en contrepartie : " Les institutions libres... ne donnent pas au peuple le gouvernement le plus habile, mais elles font ce que le gouvernement le plus habile est souvent impuissant à créer". Car les intérêts et les efforts de tous - et non pas seulement de quelques-uns - se trouvent mobilisés en présence d'un danger véritable. On se souvient des pages célèbres qui montrent comment les armées démocratiques, au début des campagnes inorganisées et hésitantes, finissent toujours par l'emporter parce que l'esprit de liberté les anime. Autrement dit, dans le camp démocratique règnent la faiblesse et la force.

Jacques NANTET

LORSQUE LA PENSÉE A LA FIÈVRE

par Etienne BORNE

Un nouveau livre d'Etienne Borne "Les nouveaux inquisiteurs" est sous presse aux P. U. F. (Presses universitaires de France) et va paraître dans les prochains jours. L'auteur s'interroge sur la crise actuelle de la philosophie, menacée d'abord dans les institutions universitaires où son enseignement se trouve réduit à la portion congrue, mais surtout par une inquisition établie dans l'intelligentsia et qui reproche à la philosophie son existence même, insolite jusqu'au scandale à l'heure de l'informatique et des sciences humaines. Etienne Borne fait, à la fois en polémiste et en philosophe, le procès de ce procès. Il démonte l'argumentation des procureurs qui ne veulent voir dans la philosophie qu'idéologie fabriquée et manœuvrée par des pouvoirs et des intérêts ou au mieux un phénomène culturel qui ne serait qu'expression et symbolisation idéales des relations humaines réelles. Dans cette réduction de la philosophie à l'idéologie, il dénonce une "machine à détruire la philosophie".

Ce livre est une défense, mais aussi une illustration de la philosophie qui n'est elle-même qu'en redécouvrant, vivifiant et approfondissant les vérités humaines fondamentales, lesquelles ont encore plus de suc et de sens après Hegel et Marx, Nietzsche et Freud. On disait la pensée personaliste oubliée, refoulée, introuvable. Les rumeurs de mode ne sont que fausses nouvelles. La pensée personaliste existe : on a pu la rencontrer au colloque organisé à Dourdan à la Toussaint dernière à l'occasion du cinquantenaire d'"Esprit" par l'"Association des amis d'Emmanuel Mounier" sur "le personnalisme hier et demain". On la rencontrera aussi à chaque page de ce livre, non pas morose et repliée, mais joyeusement offensive, récusant les embaumeurs et les réducteurs de tête, assumant sans ruser avec elles, les tensions d'aujourd'hui et de toujours, montrant l'actualité des grands classiques, notamment de Platon, et capable de satisfaire à l'impérieux besoin qu'éprouve notre temps d'une philosophie de la politique et d'une philosophie de la religion.

Nous proposons à nos lecteurs celui des deux chapitres d'introduction qui à partir d'une analyse, menée vivement et à grands traits, de la philosophie ou plutôt de la pensée contemporaine, pose la question cruciale à laquelle sans se laisser intimider par les inquisiteurs, Etienne Borne apportera ensuite la réponse de son personnalisme.

Comment en croire la rumeur et imaginer que la philosophie se meurt, qu'elle est déjà morte, alors que thèmes et débats à prétention philosophique n'arrêtent pas de faire recette et d'allécher le chaland, occupant de vastes espaces dans les hebdomadaires à succès et largement véhiculés par les "médiats", envahissent en force et en nombre toutes les scènes publicitaires ? L'existentialisme se survit-il à lui-même ou est-il définitivement enterré ? Le structuralisme serait-il déjà dépassé ? "Les nouveaux philosophes" apportent-ils un radical et imprévisible bouleversement de pensée ou ne font-ils que désensevelir de l'archaïque ? Peut-on encore être marxiste ? Y a-t-il dans le néopaganisme de la "nouvelle droite" un ferment de novation ou de subversion culturelles ? Questions vagues, faussement pathétiques, qu'il faut se poser et pour lesquelles il convient d'avoir des apparences de réponse pour faire bonne figure à "Apostrophes", forcer les portes des pages littéraires de la grande presse, et acquérir ainsi un droit d'entrée dans ce qu'on appelle la modernité.

Mode et publicité sont tellement étrangères à l'essentiel qu'elles ne sont par elles-mêmes marques ni de vérité ou d'erreur, ni de qualité ou de faux semblant, et que, dans la ronde de ce qui se dit et se répète, il peut y avoir de l'excellent, soit de l'authentiquement neuf, soit du classique revivifié. De plus même dans les formes les plus dégradées et les moins innocemment raccrocheuses des

vulgarisations publiques se trouvent d'aventure, défigurés ou reconnaissables des nostalgies ou des pressentiments de philosophie. Si bien que ce tohu-bohu de carrefour ne va pas sans quelques vrais problèmes, frôlés ou refoulés, et témoigne sur la place pour la permanence d'un besoin.

Il y a donc aujourd'hui une vitalité ou au moins une effervescence philosophique dont devraient tenir compte les réformateurs de l'enseignement si préoccupés (et ces maximes sont d'une philosophie bien relâchée) d'ajuster l'école au temps comme il va et à la vie telle qu'elle est. Merleau-Ponty disait que la pensée en notre époque a quelque chose de "convulsif". En termes autres, la philosophie a la fièvre. Il suffira de repérer et de classer un certain nombre de signes visibles de cet échauffement.

*
* *

On retiendra d'abord la succession précipitée des modes disparates et contradictoires qui se chassent les unes les autres. Un type de philosophie qui a régné tyranniquement terrorisant et disqualifiant ses timides contestataires se trouve précipitée dans un abîme d'ignominie par une autre forme de pensée, qui n'emprunte à la précédente que l'intolérance de ses pratiques. Les mots qui désignent un système ou symbolisent une attitude ont ainsi leurs périodes fastes et leurs saisons d'infortune.

Pendant longtemps, entre les deux guerres, il était

universitairement admis qu'il ne pouvait y avoir de philosophie digne de ce nom qu'"idéaliste" ; un idéalisme se référant plus ou moins arbitrairement à Descartes et à Kant, un "réalisme", matérialiste ou spiritualiste, ne pouvait être que barbarie ou au mieux naïveté. Aujourd'hui il suffit de convaincre d'idéalisme les plus grands -un Platon, derechef un Descartes, pour discréditer leur pensée en les rangeant dans une catégorie malfamée. Le mot même d'"idéaliste" est devenu une épithète proche de l'injure. Thomisme et marxisme ont usé, abusé et bénéficié de cet effet de mode. Par une polémique contre l'idéalisme, gagnée d'avance, ils encaissaient sans fatigue de confortables rentes de situation acquise.

Le terme d'"humanisme" fut longtemps prestigieux depuis "Humanisme intégral" du second Maritain jusqu'à "L'existentialisme est un humanisme" du premier Sartre. Depuis qu'un penseur d'avant-garde a fait école en proclamant "la mort de l'homme", l'humanisme n'est plus que rhétorique méprisable, idéologie suspecte et il ne saurait y avoir de "scientificité" qu'à partir d'un anti-humanisme résolu et bien entendu théorique puisqu'il est la théorie de toute neuve théorie.

Le plus spectaculaire de ces retournements de mode a été le passage du règne de l'"existence" à l'empire de la "structure". Au début de ce siècle, fascinante, régnait la vie. Exister seulement, sans vivre, était platitude et misère. Vivre, pour la postérité de Nietzsche et de Bergson, signifiait noblesse et intensité d'être. Avec Heidegger et Sartre l'"existence" remplaçait comme maître-mot de la philosophie la vie et l'être désormais sans saveur. Se contenter d'être et de vivre, quelle banalité ! Exister, et de préférence dans une liberté sans secours ni recours, devenait l'indépassable destin de l'homme. Maintenant ou déjà hier, les philosophies de l'existence se trouvent dénoncées par les théoriciens de la structure comme l'ultime avatar de cette métaphysique qui n'en finissait pas de finir. Une neuve façon de philosopher, encore qu'elle rétrograde d'Héraclite vers Parménide, ne veut rien connaître du concret et de l'individuel, du dynamisme de la vie, du temps qui passe, détruisant et édifiant, et ne reconnaît de savoir que dans des concepts a temporels, modèles abstraits et auxquels leur cohérence ou pour parler plus rigoureusement leur "systématicité" permet un heureux fonctionnement en toutes circonstances et situations. Et peut-être sommes-nous en train d'entrer dans une ère nouvelle post et donc anti-structuraliste.

C'est une étrange chose disait l'auteur pascalien du "Discours sur les passions de l'amour" que la coutume se mêle si fort de nos passions. Plus considérable étrangeté lorsque sur le théâtre du monde les pensées maîtresses des hommes, fugitivement glorieuses, précairement dominatrices, subissent des fluctuations de mode qui leur imposent des échanges de masque et des retournements de comédie.

*
* *

La multiplicité de dispersion et de dissidence qui se

remarque dans la pensée contemporaine est un autre signe d'effervescence fiévreuse. En matière de philosophie, la pluralité des courants et des tendances est inévitable et indispensable. Mais non pas ce mauvais pluralisme et ce vertige de la différence qui font que chaque tête pensante ou penseuse veut être autre que les autres, tout en prenant des allures de chef d'école impatient de régenter toute la culture. Ainsi se multiplient chapelles et sectes, incapables de dialoguer avec autrui et dont, faute de communication avec l'extérieur, les dévots se satisfont, en guise de réponse, des échos de leurs propres voix.

Les doctrines en forme de synthèse n'ont plus cours et les grands mouvements de pensée et d'action, incitateurs traditionnels de recherche et de réflexion philosophiques subsistent au-dedans d'eux-mêmes des divisions dissociatrices qu'ils n'arrivent pas à maîtriser. Pas de doctrine instituée qui ne soit aux prises avec la possibilité de sa propre liquidation.

Il n'y a plus un communisme mais des communismes ; aux raisons géo-politiques d'un schisme historique, s'ajoute l'impuissance du marxisme, qui longuement a fait figure de synthèse totalisante, de norme régulatrice pour les pensées et les actions, à empêcher la désatellisation de maintes pensées dissidentes. Pour ne rappeler que les lignes de fracture les plus visibles, que peut-il y avoir de commun, sauf une référence verbale à Marx, entre un marxisme d'ouverture humaniste et culturelle, comme celui de Garaudy, ou, avant lui, de Gramsci, et un marxisme de rigueur scientifique ou plutôt de raideur scientifique, tel l'"antihumanisme théorique" que professe Althusser.

Le christianisme semble faire s'affronter plus profondes que les divisions confessionnelles, deux sortes de théologie dont chacune aura sa politique en même temps que sa philosophie : un christianisme dit vertical et qui met l'accent sur la transcendance de Dieu, l'impénétrabilité des mystères, le supra-terrestre des fins dernières et un christianisme dit vertical qui cherche le règne de Dieu et le salut des hommes dans la libération des exploités et la fin des oppressions et qui a la passion moins d'un autre monde non mondain que d'un monde politiquement autre.

L'éclatement, comme on dit, du communisme ou du christianisme n'est pas un phénomène spécifique à des dogmatismes en forme d'églises et qui supportent mal le choc d'une contestation généralisée. La crise des synthèses et le refus de toute maîtrise magistrale sont telles qu'il n'y a en effet plus de place que pour des pensées éclatées ; et cette sorte de diaspora prend la forme d'une féodalité anarchique caractérisée par l'établissement de petits maîtres, entourés d'une étroite cour de thuriféraires et de vassaux et qui inventent chacun une manière toujours plus corrosive de contester le pouvoir de la raison et l'universalité du vrai, dans lesquels ces féodaux affectent de voir un centralisme abusivement autoritaire. Pour s'en tenir à la France et à de commodes connotations, le personnelisme de Mounier, le moralisme de Camus, l'évolutionnisme de Teilhard auront été les der-

nières tentatives de penser l'homme et de comprendre le monde dans une intention de synthèse. Parce qu'ils avaient des idées qu'ils essayaient d'articuler en discours cohérent, ces maîtres d'hier étaient voués à un purgatoire qui ressemble de plus en plus à un enfer et il faut beaucoup chercher pour leur trouver de vrais disciplines et de bons continuateurs. Sartre qui est de leur race n'a voulu être à l'heure des bilans et contre le meilleur de son œuvre, qu'un philosophe de la révolte et de la négociation seulement rattaché vers l'extrême fin et pour donner une chance à l'espoir à un absolu moral. C'est dans la déstructuration que l'on fait maintenant carrière et même chez les structuralistes qui pour mieux structurer hommes et choses, commencent par déstructurer la philosophie. Les "universaux" sont aussi malfamés qu'au déclin du Moyen Age. Tous nominalistes et travaillant dans le langage contre les finalités mêmes du langage.

Ces situations d'éclatement qui désagrègent les doctrines et déstabilisent les institutions n'empêchent pas que se produisent de curieux mélanges entre des pensées antagonistes. Mais ces mariages forcés sont des unions contre nature qui ajoutent encore à la confusion de la philosophie et aggravent la dispersion qu'elles prétendaient conjurer. Parmi ces mixtes ou ces mixtures, un bon dictionnaire des idées ne manquerait pas de dénombrer : le freudo-marxisme fausse synthèse à laquelle la révolution de mai 68 donna un éclat qui n'est pas tout à fait terni ; le structuralo-marxiste qui tente de contredire au dedans du communisme les tentations humanistes et les tentatives révisionnistes ; le structuralo-freudisme qui entend parler l'inconscient et lui découvre le génie du calembour ; ou encore le christiano-marxisme qui sait si bien décléricaliser les églises et cléricaliser les révolutions.

Ainsi la confusion à la dispersion se joint pour produire un tableau aux lignes brisées, aux figures mêlées et qui ne ferait œuvre picturale qu'en organisant la décomposition de la peinture, cette rejetée, cette absente du fond de son exil qui donne généreusement à ce tableau ce qu'il a de vie tendue et crispée.

*
* *

En troisième et dernier lieu, *la violence du ton, l'étran-
glement de la parole, les préciosités et les complications
du langage* sont autant d'indices - la forme étant le miroir
du fond - d'une température anormale dans notre univers
philosophique.

On assiste à une politisation forcenée de la pensée et même de celle qui se veut la plus austèrement théorique, ne laisse guère de doute sur le côté vers lequel elle penche. Les techniques de réfutation les plus usuelles ne consistent pas à peser le poids des raisons avancées par autrui mais à inculper la pensée adverse d'intelligence avec un ennemi politique qui se confond le plus souvent avec le pouvoir établi. Plus la parole philosophique se dit et se croit avancée, plus elle se fait policière et inquisitoriale. L'allégation d'idéologie qui déconsidère d'emblée et radicalement la philosophie des autres, et tend de proche

en proche à disqualifier la philosophie en tant que telle n'est qu'argument d'inquisiteur. Une idéologie, nous avons eu maintes occasions de l'apprendre, est un ensemble de représentations qui paraissent reproduire le réel en désignant le vrai mais qui fonctionnent au service d'intérêts politiques et sociaux soigneusement occultés par une affectation de désintéressement spéculatif. L'allégation d'idéologie est donc un procédé de procureur de tribunal d'exception pour qui, tout accusé étant présumé coupable selon la légalité révolutionnaire, inculpe et fait condamner une philosophie en la disant complice des forces de l'ombre et des puissances mauvaises. De plus comme une idéologie tend à couvrir d'une rationalité menteuse des comportements retardataires, en réduisant une philosophie à l'idéologie, on l'exclura du même coup de la modernité dont on s'assurera pour soi et pour les siens le rentable monopole. Pas d'échanges et de débats possibles entre "scientificité" et idéologie. Les convictions philosophiques les plus assurées ont besoin d'un surcroît de courage pour résister à cette sorte d'intimidation, proprement terroriste.

Pas de dialogue entre un prévenu-coupable et un accusateur public dont la fonction est de répéter inlassablement, en place de preuve, la monotone affirmation du délit ou du crime. L'allégation d'idéologie, thème de procureur, équivaut à une rupture de communication. Cas éminent et spectaculaire d'un trait majeur de la situation philosophique contemporaine : l'incommunicabilité babélique des langues.

A chacun son langage, ses schibboleths imprononçables à des gosiers étrangers, bref une parole qui est signe de reconnaissance pour les siens, car la tribu parle pour la tribu. Cette langue qu'on se fabrique est souvent artistement travaillée jusqu'au raffinement. La pensée est fruste, le plus souvent matérialiste ou scientifique, mais de brillants et insolites oripeaux habillent cette misère. Ainsi la pensée contemporaine est en proie aux délices et aux délires des fausses technicités et des vraies préciosités. Langage d'initiés que feint de comprendre un public de snobs snobés. "Personne ne comprend, mais chacun se sent concerné" disait Michel Foucault à la sortie d'un cours brillamment achalandée de Jacques Lacan.

La férocité des polémiques comme la sournoiserie des insinuations, le partage singulièrement affligeant entre d'une part la médiocrité des vulgarisations et d'autre part le vertige d'un ésotérisme qui, quoiqu'aisément imitable, contribue au babélisme, tous ces traits qui sont nuages et orages offusquent les valeurs humaines et les vérités de salut, a priori suspects et qui de peur d'être moquées si elles se montrent à visage découvert ne se fraient un difficile passage que par des subtilités de contrebande, qui risquent de les faire inefficaces et stériles. L'incommunicabilité, destin plaisant d'un monde qui bavarde interminablement sur la communication.

La philosophie pourtant ne peut exister que dans et par la communication, ce qui la fait enseignable par droit de nature. Si les poètes n'écrivaient que pour les poètes et encore seulement pour ceux qui sont les pratiquants d'un

même art poétique rare et contourné, la poésie perdrait toute vertu humaine et ressemblerait à une ville-musée, ni habitable ni habitée, et proie des esthètes et des touristes. Aujourd'hui les philosophes prennent le risque de n'être lus que par des philosophes et les familiers d'un même culte ésotérique. Une pensée, encore une fois effervescente et qui fait proliférer tant de langages clos, hérissés d'agressivités mutuelles, qui en ses labyrinthes joue si bien le jeu de la dérobade et de la provocation, témoigne-t-elle d'une vraie ou d'une fausse vitalité ?

*
* *

On n'a décrit jusqu'ici que les signes extérieurs et visibles d'une situation pour le moins ambiguë et qui ne donne pas un sentiment de santé et d'équilibre. Apparences certes, mais les apparences - il faudrait pour le montrer toute une philosophie de l'apparaître - ne sont si trompeuses que parce qu'elles ne le sont jamais qu'à moitié et ont toujours quelques rapports au moins métaphoriques avec la substance des choses. La philosophie contemporaine est en proie à une crise que les ennemis de la philosophie feraient volontiers passer pour une maladie mortelle. Il se pourrait pourtant que le mal qu'on vient de décrire, c'est à dire une mobilité effervescente et convulsive, ne soit pas aussi grave qu'il semblerait d'abord. Pour deux raisons.

Une raison d'abord d'ordre sociologique. Le monde philosophique est une cléricature. Et, parmi les clercs, les plus atteints appartiennent à un haut clergé pourvu, achalandé, qui pratique alors qu'il doit tout à la philosophie les mœurs brillantes, trop visiblement sceptique de l'antiphilosophie tandis qu'il laisse au bas clergé, à l'œuvre dans les classes de l'enseignement secondaire, la plus mauvaise ou plus exactement la meilleure part, celle du labeur et de la conviction authentiquement philosophiques. Paradoxe en fin de compte édifiant, si la philosophie des professeurs est la philosophie, la philosophie de l'intelligenza la plus huppée se résout bien souvent en antiphilosophie.

Une raison d'ordre historique ensuite. Il n'est pas évident qu'on doive interpréter l'instabilité fiévreuse dont souffre la philosophie contemporaine en un sens pathologique. La crise pourrait être l'état normal de la philosophie qui ne peut vivre qu'insatisfaite, interrogative, à la recherche perpétuelle d'elle-même. Ou mieux encore la crise ne marque-t-elle pas un temps fort de renouvellement et de métamorphose à travers lequel un type de philosophie se défait, tandis que se crée une nouvelle forme de pensée autrement vive et forte. L'histoire de l'esprit n'est pas faite d'acquis accumulés les uns sur les autres, un étage ajouté à un étage faisant grandir le même monument, elle compose un itinéraire très dialectique, ponctuée au contraire d'affrontements dramatiques et de ruptures éprouvantes. La fièvre dont est atteinte la pensée contemporaine serait alors, pour parler son langage, une fièvre de créativité.

Les exemples de rupture créatrice ne manquent pas dans l'histoire de la philosophie occidentale : depuis

Platon qui pour devenir Platon dut contredire la philosophie de l'Un immobile et porter sur son maître Parménide "une main parricide" en déconstruisant le discours de l'identité jusqu'à l'âge classique où la crise de la scolastique et plus exactement de la cosmologie aristotélicienne permit le surgissement de Descartes et de Pascal, c'est à dire une avancée de la philosophie et un progrès de la théologie, renouvelées l'une et l'autre par une métaphysique de l'intériorité. Peut-être trouverait-on aussi une analogie avec la situation actuelle, dans le tumulte de contestation qui au XVIII^e siècle mit en question l'héritage augustinien c'est-à-dire toute une culture et grâce à la découverte d'Aristote et d'un savoir traditionnel de la nature, provoqua une débâcle des valeurs traditionnelles: or c'est dans ce climat de crise que rompant avec les nostalgies des vieux augustinien et tenant à distance l'anachronique poussée d'hellénisme, représentée par l'averroïsme, que Thomas d'Aquin fraya une troisième voie appelée à un certain succès. Au moins selon une lecture classique de l'épisode, dont on aura l'occasion de montrer qu'elle n'est pas indiscutable.

Aussi de ce que paraît se défaire *une* philosophie il ne faudrait pas crier à la mort de *la* philosophie. Si cette bienveillante hypothèse était juste, la pensée contemporaine n'aurait la fièvre que parce qu'elle traverserait les douleurs inévitables dans l'enfantement d'une nouvelle philosophie.

Notre problème est donc posé. La question sera de savoir si l'on s'en tient aux raisons rassurantes ci-dessus esquissées ou en d'autres termes si la crise actuelle de la philosophie est une crise comme les autres, avec bien entendu cette spécificité qui tient à un moment historique et culturel, ou au contraire si cette crise rejetant la philosophie du côté d'un passé classé, répertorié, donc périmé, une réflexion philosophique vivante n'aurait plus lieu de s'exercer sinon selon un vain et anachronique mimétisme. Si bien que s'ouvrirait devant nous une ère culturelle sans philosophie. L'alternative à trancher est donc fort simple, comme il arrive toujours lorsque les questions se radicalisent.

La philosophie a-t-elle à faire seulement son "aggiornamento" qui consisterait à se dépoussiérer des dogmatismes arbitraires, des rhétoriques fallacieuses ainsi qu'à faire sauter des blocages et des goulets d'étranglement qui l'empêchent de s'approfondir et d'explorer des voies jusqu'ici interdites ?

Ou, deuxième terme de l'alternative, la philosophie est-elle traquée par une véritable inquisition qui la sommerait d'adjurer son essence et sa finalité, c'est à dire de disparaître en tant que philosophie ?

On souhaiterait que le premier terme de l'alternative soit le vrai. On craint d'être conduit à incliner vers le second. Mais il ne s'ensuit pas que le pire soit le plus sûr pourvu, puisque l'inquisition porte masque, qu'on ait la clauvoyance et le modeste courage de ne point se vouloir dupe et de l'appeler par son nom.

Etienne BORNE

LA VIE LITTERAIRE

par Philippe SENART

Autour de Louis XIV - Journaux et Souvenirs : Julien Green ; Louis Guilloux ; Emmanuel Leroy -Ladurie - Georges Roditi : L'esprit de perfection

M. Pierre Gascar, présentateur et annotateur de la publication par le *Mercure de France* (1) des *Lettres* de la Princesse Palatine reproche à Sainte-Beuve d'avoir cantonné son héroïne dans la petite Histoire, n'en ayant fait dans ses *Causeries du Lundi* qu'un témoin des mœurs de son temps et l'agréable aquarelliste d'anecdotes. "Elle a écrit-il, désacralisé la monarchie française et concouru à ruiner un mythe national", celui de Louis XIV. De cela, la Grande Histoire lui serait au moins redevable. On a pu lire dans le même temps que les *Lettres* de la Palatine des mémoires apocryphes de madame de Maintenon sous la signature de Mme Françoise Chandernagor (2). A travers les *Lettres* de la Palatine et les mémoires de madame de Maintenon où l'anecdote fourmille et où le Grand Siècle est vu un peu par le petit bout de la lorgnette, Louis XIV apparaît en gros plan sous le regard des deux femmes qui l'ont sans doute le mieux aimé et qui ne pouvait nourrir l'une à l'égard de l'autre qu'une très cordiale haine. La Princesse Palatine traite madame de Maintenon de "vieille ordure", celle-ci écrit de sa rivale : "Elle semble un suisse déguisé et ne se plait qu'au milieu

de ses chiens à boire de la bière allemande et à manger du chou allemand en jurant comme un charretier". Le Roi, dans les écrits des deux dames, descend de sa statue, mais chacune de ses démarches, qu'il travaille au coin du feu dans la chambre de madame de Maintenon, qu'il court le cerf aux côtés de la Palatine, qu'il apporte dans l'arrangement de ses jardins de Marly la même passion de l'ordre que dans l'étude de ses dossiers et dans l'organisation de l'Etat, n'en coïncide pas moins exactement avec le Siècle qu'il représente parfaitement et l'Histoire qu'il fait quotidiennement.

M. Pierre Gascar nous dit que la Princesse Palatine ne montre à l'envers du décor de Versailles que "des intérêts bourgeois" et des "esprits médiocres". Les *Lettres* de cette princesse allemande gorgée de bière et entichée d'étiquette, si férue de sa noblesse teutonne qu'elle traite les nobles français de "parvenus", une charge de secrétaire du roi suffisant ici à anoblir n'importe quel fils de marchand, révèlent cependant un sens peu ordinaire de l'Etat et un instinct de gouvernement que le commerce

d'un grand esprit politique, même si Louis XIV ne parle pas des affaires avec Madame, n'a pu qu'aiguïser. Certes, elle n'approuve pas la politique religieuse du Roi. "Les trois religions chrétiennes, écrit-elle, devraient se considérer comme n'en faisant qu'une seule et ne pas s'informer de ce que croient les uns et les autres, mais uniquement si l'on vit selon l'Évangile et prêcher contre ceux qui vivent mal". Cette protestante convertie au catholicisme par raison d'État, qui n'a cure de la messe en latin qu'elle n'entend pas et qui, pour prier Dieu, n'a pas besoin d'intermédiaires, préfigure l'esprit œcuménique de la Sainte Alliance de 1815, avant celui du Concile de 1960. "C'est une chose bien fâcheuse, dit-elle, que les prêtres fassent que les chrétiens soient à couteaux tirés les uns les autres". Mais si elle paraît en désaccord sur ce chapitre avec la politique royale, elle reconnaît qu'en France "on laisse l'opinion entièrement libre", et elle ajoute : "Pourvu qu'on aille à la messe et au salut, qu'on ne soit de la cabale d'aucun parti, on peut croire ce que l'on veut, personne ne s'en occupe". Elle a pressenti très finement que Louis XIV, marqué par le siècle de luttes civiles auquel il a mis un terme, ne s'attaque aux consciences que dès lors que leur insurrection menace la sécurité publique. Elle n'a contre lui qu'un seul vrai grief, celui d'avoir fait épouser à son fils, le futur Régent, la bâtarde de la Montespan. En littérature, ces deux bons esprits ont les mêmes goûts. L'aristocrate germanique et le roi bourgeois mettent Molière au premier rang et il est intéressant de noter que dans *Polyeucte*, le personnage qu'ils préfèrent l'un et l'autre, c'est Sévère. Est-ce à dire que la pente de l'esprit de Louis XIV irait, si l'État n'était menacé, à la tolérance ? Le peu d'instruction religieuse du Roi, son indifférence à l'égard du dogme, l'anticléricalisme naturel au capétien, inclineraient à le croire. Louis XIV qui ne goûtait pas le fanatisme de Polyeucte, s'est toujours méfié des dévots. La Princesse Palatine, comme si elle pénétrait le for intime du souverain, prévoit et publie que le règne du Duc de Bourgogne, espérance de tous les "progressistes" du royaume, sera celui de la bigoterie et annulera tous les effets bénéfiques du règne.

Madame de Maintenon "ensorcelée", dit la Palatine, par Fénelon a été le porte parole du parti dévot auprès du Roi. Les mémoires apocryphes que Mme Françoise Chandernagor a composés d'après d'authentiques correspondances et papiers de l'époque, jettent un jour curieux sur les dessous du Grand Siècle. L'envers du décor de Versailles, c'est moins les intérêts sordides que M. Gascar a cru y déceler qu'une région d'"ombres" et de "folies" où les sorcelleries de la Brinvilliers et de la Voisin se confondent avec les rêveries de Fénelon dans les mêmes vapeurs troublantes. "La raison n'a pas gouverné notre siècle" ose écrire madame de Maintenon. Elle ne l'aurait pas gouverné en effet, si Louis XIV n'avait pas imposé son esprit de rigueur à un monde turbulent et baroque. Madame de Maintenon qui avait commencé sa carrière de demie-aventurière dans la galanterie et la préciosité, s'était recyclée, après avoir épousé secrètement le Roi, dans la politique. Mais elle s'y entendait,

disait la Princesse Palatine, "comme mon chien Titi". Elle est au centre de la conspiration mystico-mondaine qui ensorcelée moins par Fénelon que par madame Guyon, place tous ses espoirs dans l'avènement du Duc de Bourgogne. Anticipant sur la mort de Louis XIV, elle se partageait les dépouilles de l'État. Plus que l'esprit de réforme, c'était l'esprit de défaite et d'abandon qui animait le "petit troupeau" fénelonien. A madame de Maintenon chapitrant son royal époux sur la nécessité de faire la paix à quelque prix que ce fût, même celui de la reconstitution de l'empire de Charles Quint, Louis XIV répondit avec son bon sens : "Si c'est ce que Dieu veut, madame, je le veux bien, mais si ce sont les anglais, permettez moi de n'y pas consentir". Louis XIV incarne à la fin de sa vie, dans le sombre rayonnement de toute sa majesté, l'instinct de résistance de notre nation à la soumission et à l'abdication. Cela n'a échappé à aucun historien. Mme Françoise Chandernagor témoigne à son tour, sous la plume même de madame de Maintenon à qui elle fait rendre les armes, de la grandeur outragée du Roi. Ce sont les meilleures pages de son livre qui en compte beaucoup d'autres, moins âpres, où l'on se retrempe sur le versant heureux du siècle, dans la fraîcheur des idylles et des bergeries.

*
* *

M. Julien Green écrit dans le tome XI de son *Journal*, *La Terre est si belle* (3) : "Quand j'étais jeune, j'étais simplement amoureux de Paris d'où je ne voulais pas bouger, le Paris des années vingt qui s'est évanoui dans le désordre de la guerre et de ce qu'on appelle le progrès, mais il est inutile de se lamenter. Autant déplorer la disparition de la jeunesse. A présent, j'accepte mon âge et je boucle les valises. Je veux voir la terre et ce qui reste du monde encore libre. "C'est si bon d'admirer", s'écriait Flaubert. Je veux admirer moi aussi. Il me faut des prairies, des bois, des châteaux, des église, des rues où bourdonnent les langues inconnues, des mosquées, des architectures qui m'étonnent"... Aussi bien ce *Journal* ne trace que des itinéraires de fuite. M. Julien Green fuit sa jeunesse, il fuit Paris, il fuit, du moins il le croit, la mort. Mais en se dispersant aux quatre coins du monde, il ne fuit peut-être que le monde lui-même. En de rapides années, il nous entraîne sur les pas d'un homme pressé, d'Angleterre et d'Ecosse en Grèce et en Turquie et en Perse. Les pages de son *Journal* sur l'Iran à la veille de la révolution religieuse sont à lire avec attention. On y respire encore pour un peu de temps le parfum des roses d'Ispahan, mais M. Green note que "les hommes hirsutes aux yeux doux ont souvent des faces de bourreaux". En Grèce, devant le Parthénon, il reste de glace, comme Barrès. A la Grèce classique, il préfère la Grèce violente et dionysienne des temps primitifs que l'on ne peut plus qu'imaginer et c'est à Mycènes, plus que sur l'Acropole, que son âme vibre. Il revient de ces extrémités du monde vers l'Angleterre néo-gothique de Coleridge et de Wordsworth comme s'il rentrait au bercail. Assez de mosquées, de colonnades, de frontons bariolés ! Voilà les châteaux, les bois, les prairies. Il se promène dans ce jardin retrouvé

au milieu des massifs d'hortensias et de rhododendrons, autour de cloîtres en ruines, et il se perd avec un frémissement délicieux dans des couloirs de donjons hantés, au bord de lacs mélancoliques. Lorsqu'il rentre à Paris, c'est pour s'entendre dire par sa sœur Anne qu'elle a horreur des récits de voyage. Alors, à quoi bon avoir tenu ce Journal ? Il ne lui reste pour oublier le monde auquel il vient de faire ces inutiles avances qu'à s'enfermer dans la chambre sourde du musée du conservatoire des arts et métiers, en cet endroit énigmatique où, au centre même du bruissement de vers à soie de mille pendules, s'établit le silence absolu. Là, au cœur du Vide, méditera-t-il sur ce que Valéry Larbaud appelait "le vain travail de voir divers pays" ? Je préfère à toutes les excursions de M. Julien Green celle qui ne fait que le conduire, le dimanche matin, à la Ville de Petrograd, dans cette pâtisserie-épicerie, en face de la cathédrale orthodoxe de la rue Daru, où la bonne société russe se donne rendez-vous après la messe pour manger des zakouskis et dont Gabriel Matzneff m'a toujours parlé comme de l'un des ultimes refuges de la douceur de vivre. Il n'y a qu'à Paris qu'on puisse vraiment se *dépayser*.

Pourquoi le dernier volume du Journal de M. Julien Green ne nous apporte-t-il pas le même plaisir que les précédents que sans cesse on reprend sans jamais en épuiser toutes les richesses ni en percer tous les secrets, alors que le Journal de Gide, avec ses minauderies apprêtées, nous tombe des mains, chaque fois que nous essayons de nous y intéresser ? Je me suis posé la question. Sans doute est-ce parce que ce Journal n'est qu'un journal d'évasions. M. Julien Green ne fait, dans sa fuite à travers le monde, qu'y sortir de lui-même et de ce qui constitue en ces années 76-78 ses deux préoccupations essentielles : son roman, *le Mauvais lieu* (4), la confession de son *credo*, *Ce qu'il faut d'amour à l'homme* (5). Il ne fait qu'effleurer ces deux sujets dans son Journal. On sent pourtant que c'est ce qui lui tient le plus à cœur et que le reste n'est que diversions.

Au moment où il s'écrie que "la terre est si belle", il nous a plongés avec *Le Mauvais lieu* dans l'enfer du monde. Il le note en passant dans son Journal : "La petite Louise est une mystique ayant son enfer qui est le monde". *Le Mauvais lieu* qui renvoie le lecteur à *Adrienne Mesurat* et à *Leviathan* est l'un des romans les plus sombres de M. Julien Green. La nuit s'étend sur une ville morte au centre de laquelle la petite Louise, symbole de l'Âme captive, est enfermée comme dans une sorte de grotte funéraire. Comme *Adrienne Mesurat*, comme l'Elisabeth de *Minuit*, elle ne rêve que de s'évader par une fenêtre. La même obsession de la clôture hante tous les romans de M. Green. Qu'advient-il de Louise ? Par une nuit de Noël, prélude de l'Aube, elle a réussi à ouvrir la fenêtre et elle disparaît sans laisser de traces sur la neige. On doit supposer qu'elle a trouvé à travers le paysage immaculé le chemin de sa libération. Seulement, comment concilier la vision romanesque de M. Julien Green sur ce monde maudit avec le regard qu'il projette dans son Journal au même moment sur une terre "si

belle". Des *mille chemins ouverts* à travers le monde, celui dont M. Green nous entretient le moins est celui où s'est esquivée la petite Louise, et qui la conduit sans doute au Ciel.

C'est pourtant le moment où il a tracé dans l'autre livre qu'il était en train d'écrire, *Ce qu'il faut d'amour à l'homme*, son itinéraire religieux. *Ce qu'il faut d'amour à l'homme*, nous entraîne du jour où, petit enfant accompagné de sa mère, il a vu sur le quai des Tuileries une foule poursuivre un prêtre en soutane pour le jeter dans la Seine jusqu'au jour où il s'est agenouillé aux pieds d'un prêtre polonais pour se confesser, dans le long et sinueux cheminement qui l'a conduit non pas vers la Rome triomphante et éblouissante du XVI^{ème} siècle mais vers les sources obscures de la foi dans des chapelles de quartier. "Point d'éblouissement ni d'extase, a écrit M. Julien Green après s'être confessé au prêtre polonais, j'étais tout simplement un catholique qui venait de recevoir l'absolution". Or, en ces années où la foi vacille dans l'Eglise même, et où M. Green se répète inlassablement qu'il est "catholique romain", c'est vers la Rome tridentine de la Contre Réforme qu'il se retourne pour recevoir de la chaire de Saint-Pierre les encouragements à persévérer dans la voie où le protestant anglo-saxon s'est engagé. Il a écrit maintes fois : "Ce n'est pas à l'Eglise d'aujourd'hui que ma sœur Anne et moi nous serions convertis". Il note seulement dans son Journal l'opinion d'un théologien sur le caractère "équivoque" de la messe de Paul VI qui ne serait valide que si l'officiant a l'intention de célébrer un sacrifice et non celle de commémorer un événement. Il note aussi son goût pour la liturgie latine qu'il peut continuer à satisfaire dans les églises catholiques d'Angleterre. Il n'en dit pas plus.. On l'a vu à Saint Nicolas du Chardonnet dont il s'est éloigné sans doute par esprit de soumission. Le Journal est muet sur ce point. M. Julien Green n'évacue pas ces problèmes qui le tourmentent, mais, encore une fois, il s'évade.

Dans son Journal, M. Green s'est tu souvent. Dans ses romans, il s'est caché. Il a écrit cependant que c'est dans ses romans qu'il faudrait plutôt aller le chercher. Le tome XI du Journal illustre ce propos. Il faut lui donner l'attention que nous devons à tout ce que publie le dernier des grands écrivains vivant d'un des plus grands siècles de notre littérature. Mais c'est dans *le Mauvais lieu* et c'est dans *Ce qu'il faut d'amour à l'homme* écrits, non pas en marge, mais au centre même de ces années de *tourisme*, que nous irons chercher, jusque dans l'ombre où il faut toujours le traquer, le véritable Julien Green.

*
* *

"Qu'est-ce donc que vivre ? avait écrit Louis Guilloux à la fin du premier volume de ses *Carnets*, en 1944. Je ne le sais plus. Tout me paraît vain, absurde, atroce. Tout s'est embrouillé". Je relevais, en rendant compte dans cette chronique de ce premier volume, que de telles interrogations y étaient rares. Elles sont plus nombreuses dans le second volume qui s'étend des années 44 à 74 (6). Est-ce parce que Louis Guilloux vieillit ? Est-ce à cause

de l'air maléfique du temps ? L'angoisse métaphysique étire de plus en plus fortement le malheureux qui a quitté son port d'attache de Saint Briec et qui erre, farfadet mélancolique et esseulé, dans un Paris où il n'a visiblement pas sa place. Il note : "Je me demande où j'en suis et je ne sais pas trouver de réponse. Il est plus facile d'en trouver une à la question de savoir où l'on est". Mais s'il est à Paris, qu'y fait-il ? Il tient son journal pour retrouver le fil de son existence. "Encore une fois, écrit-il, il ne faut pas perdre le fil." Il ajoute : "L'important ; c'est d'accumuler des pages". Une vie, la vie de Louis Guilloux, c'est un grand tas de papier. Deux solutions, il les envisage : brûler le tout ou y mettre un jour de l'ordre. Mais le jour viendra-t-il jamais ?

Dans le premier volume des *Carnets*, Louis Guilloux n'avait pas quitté Saint Briec et il nous y ramenait sans cesse ; c'était son point d'ancrage. Maintenant, il semble avoir perdu ses attaches. Il ne revient à Saint Briec que pour y disserter dans des réunions officielles sur la Culture. Il est accablé de tâches à la radio, à l'Unesco, au Pen club. Louis Guilloux, ce révolutionnaire, est devenu un personnage de la comédie littéraire et politique, mais il n'y joue qu'un rôle de figurant et il est confiné dans des fonctions de cléricature subalterne. Le premier rôle est dévolu à "l'amateur distingué", au "poivrot illustre" ; ainsi nomme-t-il André Malraux. Louis Guilloux habite une chambre de bonne, mais il croit participer à la vie parisienne. Il fréquente chez Florence Gould, il est le familier de la cour Gallimard, il dîne avec un ministre de la Guerre, il ne rate pas un cocktail. Il est un peu ébloui. Je le vois, posté éternellement au coin de la terrasse des Deux Magots, tirant sur sa pipe, solitaire, perdu sans doute dans un rêve où se mêlent les embruns de l'océan et les ombres qui passent devant lui sur le boulevard.

Ainsi le temps passe et il dit qu'il veut l'effacer, mais l'œuvre est délaissée. "Mes dispositions à travailler sont devenues très mauvaises et souvent nulles, ce qui me préoccupe et m'inquiète beaucoup". Le premier volume des *Carnets* était celui d'un homme qui avait l'ambition de vivre une vie modeste, mais vraie. Celui-ci n'est que d'un homme qui n'entend plus que rarement dans le brouhaha de la vie littéraire et parisienne le véritable son de sa voix. Ou alors il faut que rentré le soir dans sa chambre de bonne, il se bouche les oreilles. "Il faut tâcher d'écrire comme on peut, lui disait un jour Malraux, côtoyer son propre ton de voix". Louis Guilloux a longtemps caboté au plus près de lui-même, dans une navigation tranquille et tenace ; ici, il s'éloigne, il se perd de vue. De loin en loin, on entend son cri ou sa plainte, on aperçoit le clignotement d'un phare ; cela suffit peut-être pour qu'on reconnaisse sur l'étendue grise et liquide qui la recouvre, un morceau émouvant, mais authentique, de ce qui a été la vie, il vaudrait mieux dire le vain effort pour vivre, de ce naufragé breton.

*
* *

"Comment passer de l'adolescence à l'âge d'homme ?". C'est la question posée par Sartre dans *les Mains sales*. M. Emmanuel Leroy-Ladurie, dans ses *Souvenirs*, pose

la même question en la compliquant un peu. "Passer de l'adolescence à la jeunesse, écrit-il, voilà qui va de soi, mais le problème était pour moi de devenir un adulte urbain du XXème siècle. Il s'agissait d'un changement sur toute la ligne... Il fallait aussi entrer dans la grande ville, Paris au lieu de Caen ou du bocage normand et tout simplement entrer dans le XXème siècle à partir d'une culture qui datait du XVIIIème siècle, non pas l'époque des philosophes, plutôt celle des jansénistes". M. Leroy-Ladurie raconte dans *Paris-Montpellier (7)* comment le fils du ministre de Vichy, l'élève des Frères, le disciple de Baden-Powell a brisé sa coquille de chouan pour sortir du *Cabinet des Antiques* - Alençon n'est pas loin de Caen - et se donner les aises intellectuelles d'un homme de notre temps. Mais, poussin éperdu, il n'a su que faire de cette liberté. Après s'être mis en congé d'une société balzacienne, il a dû tout aussitôt rechercher une contre société. A l'Ecole normale, il trouvera auprès de ses camarades tous adhérents du Parti, mieux qu'une contre-société, la contre-église dont, esprit pieux, il avait besoin. Il lisait alors Camus, Sartre, Steinbeck, Miller et aussi Claudel et Gide ; c'était là, en 1950, la bibliothèque-standard de l'étudiant en lettres moyen. M. Leroy-Ladurie n'a eu aucune lecture un peu originale ou dessalée, mais il a préféré piocher les œuvres de Lénine et il a adhéré lui aussi au Parti.

En changeant d'église, M. Leroy-Ladurie qui trouve aux messes de cellule "un manque d'intensité liturgique" est resté un intégriste. Saint-Nicolas du Chardonnet aurait pu l'accueillir dans ses stalles. *Paris-Montpellier* est la confession d'un jeune communiste traditionaliste de stricte obédience stalinienne. Certes, il livre quelques doutes ; les procès et la répression dans l'Europe de l'Est le troublent, mais plutôt rétrospectivement. Il nous dit qu'il a vécu pendant dix ans "sous la calotte glaciaire du stalinisme". Il n'a troqué sa coquille de chouan que contre une autre carapace protectrice où il s'est mis en état d'hibernation. Les historiens de l'avenir découvriront dans *Paris-Montpellier*, absolument intact, le spécimen congelé et fossilisé d'un intellectuel français-type du milieu du XXème siècle. Beau sujet d'étude ! Mais à quel moment M. Leroy-Ladurie s'est-il dégagé du bloc de glace où il s'était trouvé figé dans l'éblouissement de la vision marxiste-léniniste ? Eh bien, quand le fils du ministre de l'agriculture du maréchal Pétain s'est aperçu que la Russie produisait moins de vaches laitières qu'avant la Révolution. Chassez le naturel... Le naturel, chez M. Leroy-Ladurie, ce sont les atavismes du propriétaire d'herbages normands. Aussi bien, le bocage en lui a-t-il fini par l'emporter, M. Leroy-Ladurie n'a pas réussi sa mutation entre Caen et Paris, entre le XIXème et XXème siècles.

A Montpellier où il a été professeur pendant la période glaciaire de sa vie, il s'est donné une diversion. Il participe aux messes de cellule et à ce qu'il appelle, dans le style de préciosité que ce janséniste n'a jamais proscrit, "les corvées organisationnelles" du militant, affichages, ventes de journaux, activité de mission dans les villages

blancs de la Vendée languedocienne, autour de Pignan et de Villeveyrac ; mais il a écrit son maître-livre sur les *Paysans du Languedoc*, comme pour retrouver par les chemins détournés de la vigne et de la gari gûge, celui du retour au bocage. Dommage que le militant missionnaire et l'universitaire fouilleur d'archives n'ait pas eu le temps de donner à Montpellier, la seule ville de province qui, selon Stendhal, n'a pas l'air stupide, le regard qu'elle mérite ! Dommage qu'il n'ait pas eu celui de pénétrer vraiment les arcanes de sa société bourgeoise où, dans ses *Minutes d'un libertin* (8) M. François Sentein, un vrai montpelliérain, nous a guidé. En Occitanie, M. Leroy-Ladurie est resté un étranger, un passant.

Il reste que l'itinéraire de M. Leroy-Ladurie de Paris à Montpellier est intéressant par les vues qu'il découvre sur le panorama politique de la France au milieu du siècle et par le besoin de retrouver dans un autre cadre cadastral que celui du pays natal, des bornes rassurantes. Ce qui sera beaucoup plus intéressant, ce sera peut-être de suivre un jour M. Leroy-Ladurie dans son itinéraire de Montpellier à Paris. "Enfant royaliste, professeur socialiste, petit bourgeois républicain", il est parvenu aujourd'hui, à travers le paysage bouleversé de notre époque, à la troisième étape de son cheminement intellectuel et moral qui l'a ramené à 1789 et aux "idéaux de la gauche libérale". Le petit chouan, après une incursion dans le XXème siècle totalitaire et jacobin, est-il devenu girondin ? Mais M. Leroy-Ladurie n'écrira-t-il pas, après son *Paris-Montpellier* et le *Montpellier-Paris* que nous attendons, le *Paris-Caen* qui, en le ramenant non loin de son point de départ, le rattacherait à ses origines véritables. Le bocage l'appelle.

*
* *

L'esprit de perfection de M. Georges Roditi (9) est un recueil de pensées. Il en est à sa cinquième édition. C'est dans une époque où l'on ne prend plus le temps de la réflexion un grand succès de librairie. D'une édition à l'autre, il s'est modifié, *perfectionné*. M. Roditi porte des pensées comme le pommier des pommes, mais les pommes tombent quand elles sont mûres et elles sont remplacées par des fleurs. M. Roditi est un pommier qui ne cesse de fleurir. Il aurait plus de goût cependant, en arboriculture, pour le mûrier, *arborum prudentissima*, disait Pline, parce qu'il fleurit tard. La floraison de M. Roditi ? Elle n'est que le produit, l'explosion d'une sève accumulée au cours de toute une vie. Explosion n'est pas le mot qui convient. Epanouissement plutôt, mais contrôlé, mais ordonné, selon les principes d'une bonne taille. M. Roditi dit qu'il a longtemps gardé son plat au feu. Je n'aime pas cette comparaison culinaire. J'en tiens pour les jardins. M. Roditi se promène au milieu de ses pensées comme Lenôtre dans le parc de Versailles. Il coupe et tranche mais arrange des perspectives. On voit de loin où il veut en venir. Rien de moins immobile que ce petit livre en mouvement vers la perfection, même s'il prône ce qui ne change pas.

M. Roditi a noté dans une de ses précédentes éditions

que le monde était fini et l'histoire achevée. C'est le moment où l'Homme a une chance d'avenir, en ne s'intéressant plus au monde, mais à lui seul qui n'en a pas terminé avec son aventure. J'ai écrit, lors de la première édition de *L'esprit de perfection*, que c'était *une lecture pour demain*. En 1975 ! M. Giscard d'Estaing célébrait le changement. En 1982, M. Mitterrand continue à célébrer le changement. Rien, on le voit, n'a changé. L'homme au milieu de tout ce qui n'est que glissement, mais vers le néant, est le seul pôle de fixité. En ne bougeant pas, il s'accomplit. On le trouve et on le trouvera toujours au même point. M. Roditi a dit qu'il ne fallait aller nulle part", "rester à son rang immuable dans le logis où l'on finit ses jours". Mais il précise qu'on a le droit, pour parler comme Baudelaire, de *s'en aller*. Il n'y a aucune contradiction dans ce double propos. S'en aller, ce n'est que revenir à soi. C'est faire en soi sa *révolution*. M. Roditi oppose l'esprit de perfection à l'esprit d'entreprises, de conquêtes, de buts. Il ne faut pas parvenir, mais arriver. Il y a une nuance. On n'arrive jamais qu'à son terme. L'Homme est sa limite. Il s'accomplit en se bornant

Un exemple de l'esprit de perfection, ce n'est pas Pascal, c'est Montaigne. Il se félicitait d'avoir été un maire de Bordeaux "sans marque et sans trace en un temps où quasi tout le monde était convaincu de trop faire". Il ne s'agit pas pour M. Roditi de trop faire, mais seulement de bien faire. La seule marque de l'esprit de perfection est celle-là qui ne se voit pas. Pourtant, elle se recommande d'elle-même.

Philippe SÉNART

- (1) *Mercur de France*
- (2) *Julliard*
- (3) *Le Seuil*
- (4) *Plon*
- (5) *Plon*
- (6) *Gallimard*
- (7) *Gallimard*
- (8) *La Table Ronde*
- (9) *Stock*

Livres signalés

. chez Gallimard : trois récits, *la Fiancée de Fragonard* de Roger Grenier, *De bons petits garçons* de Patrick Modiano, *L'itinéraire* de Bernard Privat, des souvenirs de Bertrand Poirot-Delpech, *Le couloir du dancing* où la critique du *Monde* nous présente ses papiers d'identité ; il nous offre en prime les meilleurs de ses feuillets littéraires. Je reviendrai sur la plupart de ces ouvrages dans ma prochaine chronique.

. chez Grasset dont la marque est redevenue une garantie pour les romans : *Dans la main de l'ange* de Dominique Fernandez, *Tu iras chez les femmes* de Christiane Rochefort, *Un cannibale très convenable* d'Olivier Tod, *Judas le transparent* de Jacques Chessex.

. chez Grasset, aussi, je signale le *Sacha Guitry* de Mme Dominique Desanti, auteur, naguère, d'un intéressant *Drieu*, toujours attirée par les années folles ; je me permets de lui faire observer que le mot : *Je suis d'Inde*, n'est pas de la duchesse de Dino, qui était loin d'être sottise comme elle semble le croire et qui non seulement a tenu la maison de Talleyrand au Congrès de Vienne mais nous a laissé de brillants souvenirs ; le mot est de Mme Grant, originaire des Indes et épouse-maitresse de l'évêque d'Autun, parfaitement stupide, elle.

. chez Julliard : M. Volkoff continue à tenir son rôle de vedette littéraire avec son dernier roman "*Le montage*".

. chez Plon : M. Jean-Jacques Gautier publie un récit précis et dur sur la haine, bien nommée *Une amitié tenace*.

. chez Pierre-Marie Favre, 6 rue Férou : Mme Flora Cès dont les *Mémoires* de son mari, M. Pierre Debray-Ritzen, nous ont révélé l'attachante figure, publie son second roman, *La rue Bételgeuse* ; ce n'est pas une excursion de dame patronesse du XVIème arrondissement dans la banlieue populaire de Paris sur les traces de René Fallet ou d'Henri Calet, mais une enquête poético-sociale de médecin de dispensaire pauvre que Céline aurait aimée ; une lumière de voie lactée s'y répand sur le bitume et le lilas d'Espagne.

. à la Librairie Académique Perrin : M. Philippe Erlanger publie un *Henri VIII* qui manquait à sa galerie de grandes figures historiques ; M. Jean-François Chiappe achève avec un troisième volume sa grande et admirable fresque de la chouannerie ; il nous entraîne dans le bocage normand sur les traces de Froté à travers des pages charnues et drues, curieusement piquetées d'une préciosité de style *talon rouge*, toutes marquées

par l'empreinte de la Varende ; enfin, de M. Michel Poniatowski, un *Talleyrand et le Directoire* sur lequel je reviendrai.

. chez Fayard : M. Jean Favier, directeur des Archives de France, livre un magistral *Villon*

. chez Calmann-Lévy, Mme Régine Pernoud publie une *Christine de Pisan* ; je rendrai compte de ces deux ouvrages dans la *Vie littéraire* de notre prochain numéro.

. au Mercure de France : *les Principes*, de M. Jacques de Ricaumont

. à la Table ronde : une incursion de M. Willy de Spens chez les peaux rouges, *Ted Boy* ; des souvenirs et des articles de M. Antoine Blondin *Entre mes lignes*

. chez Aubier : *La Droite en France* de M. René Rémond, avec ses trois composantes, ultracisme, orléanisme, bonapartisme ; seul, à mon humble avis, l'ultracisme représente authentiquement la droite, bonapartisme et orléanisme n'étant que des gauches qui ont mal tourné. Où, dans quelle anfractuosités de la géologie politique anté-révolutionnaire et anté-diluvienne, ce courant de pensée et de comportement a-t-il pris sa source ? On le suit de Vitrolles, de Balzac et de ce Robichon qui nous est surtout connu par Stendhal jusqu'à Roger Nimier ; il s'étale dans l'océan claudélien et bondit dans les rapides bernanosiens, après avoir été capté par Maistre et par Maurras dans des canalisations où se sont produites maintes infiltrations provenant du réseau hydrographique de gauche ; l'esprit de droite n'existe dans sa pureté que dans le Paradis de Blanc de Saint-Bonnet ; si je cédaï à la tentation, je déborderais pour parler du livre de M. Rémond, du cadre de ce post-scriptum.

Ph.S.

Deux études d'Éthique Bio-Médicale

La revue *Etudes* (14, rue d'Assas - Paris 6^e) publie, dans son numéro de novembre 1982, deux importants articles d'Éthique Bio-Médicale :

L'aventure de la fécondation in vitro, par Patrick Verspieren

La fécondation in vitro d'œufs humains a suscité de grands espoirs, mais aussi de sérieuses réserves, spécialement dans les milieux catholiques. Patrick Verspieren, moraliste jésuite, s'interroge sur le principe même de la fécondation hors du corps maternel et aborde les problèmes posés par les méthodes actuelles. Il conclut à l'acceptabilité éthique, à certaines conditions, de la *fécondation in vitro à but clinique*, non sans inviter à la prudence. Les remarques formulées au cours de cette démarche, à propos notamment du *statut de l'embryon*, du *respect de la vie embryonnaire* et des *conséquences socio-culturelles* de ces nouvelles techniques pourront éclairer les décisions au sujet de la fécondation in vitro à *but uniquement scientifique*.

Les soins intensifs aux nouveau-nés handicapés, par Richard A. McCormick

La décision d'entreprendre ou non des soins intensifs destinés à maintenir en vie des nouveau-nés handicapés constitue l'une des questions de morale médicale parmi les plus complexes. Richard A. McCormick, moraliste bien connu du Kennedy Institute of Ethics (États-Unis), propose, dans le même numéro d'*Etudes*, une ligne d'action qui pourra guider médecins et parents. Il n'a pas la prétention d'épargner à chacun l'angoisse de la prise de décision, mais il recherche des *critères*, qui permettront d'éviter à la fois de tomber dans une attitude de rejet des handicapés et d'imposer aux familles et aux enfants une charge trop lourde à porter. Richard A. McCormick invite à concentrer son attention sur le *potentiel de relations humaines* du nouveau-né. A travers des exemples concrets, il montre comment *mettre en œuvre* un tel critère. Il s'affronte aussi à la difficile question du *partage des responsabilités* entre parents et médecins.

EDGAR MORIN : HOMME MARGINAL ET PENSEUR DE L'UNIVERSEL

Conçu en 1961 - 1962, publié en 1969, réédité en 1982, *"Le vif du sujet"* d'Edgar Morin a suscité peu d'écho au moment de sa publication. Pourquoi ? Est-ce que parmi tous ses livres, c'est le moins systématique ? Il s'inscrit pourtant dans le sillage de ses ouvrages d'intérêt autobiographiques : *"L'homme et la mort"* (1951), *"L'autocritique"* (1959) *"Journal de Californie"* (1970), puis le plus récent *"Journal d'un livre"* (1982).

François FEJTO : Il me semble que tu es le plus subjectif de nos penseurs. Tu te définis d'ailleurs comme un fils de Rousseau, de Montaigne. Tu aimes te confesser, faire halte au milieu de travaux philosophiques plus généraux pour communiquer tes états d'âme, faire le point. Je ne comprends pas pourquoi *"Le vif du sujet"* a si peu accroché ton public.

Edgar MORIN : Je te signale que *"Introduction à une politique de l'homme"* que j'en ai extrait en 1965, n'a pas eu de succès non plus. En effet, à l'époque où paraissaient ces livres, la pensée politique était entièrement dominée par d'un côté, le marxisme scolastique et de l'autre côté, la pensée sociologique technocratique. Il a fallu que soient mises en crise ces pensées pour que mon livre prenne du sens. Quand un livre n'a pas d'écho, cela signifie qu'il y a des mécanismes de rejet. Je crois que ceux-ci ont été mis en mouvement par le terme *sujet* que j'ai employé. Sujet, cela paraissait absolument obscène, pour ne pas dire odieux, pour les idéologies dominantes à l'époque. Pour le structuralisme, le mot *"sujet"* n'avait aucun sens, il fallait chasser le *"je"*. Le sujet n'avait pas non plus de place dans le marxisme althussérien régnant alors. Le livre souffrait aussi de la confusion des genres. Je l'avais commencé parce que je voulais réfléchir sur ce que je croyais, faire le point où j'en étais. Je voulais profiter d'une longue convalescence pour méditer. Puis, cela devenait un mélange entre le journal quotidien personnel et une méditation cosmique qui voulait se développer.

François FEJTO : Certaines parties du livre sont très révélatrices. Les pages sur la mort de ta mère sont très émouvantes. Puis celles où tu étales tes contradictions. *"Je me laisse aisément pénétrer par les influx extérieurs"*, écris-tu. *"Mais tout s'arrête au noyau, ma citadelle"*.

Edgar MORIN : Le noyau dont je parle, c'est celui qui dit *"non"*. A un moment donné, j'ai dit non à l'occupation, non au nazisme, puis non au stalinisme. Dans un sens je dis non au conformisme universitaire.

François FEJTO : Oui, c'est vrai, tu ne t'es jamais laissé

complètement résorber. Je me souviens que même au moment où tu étais en plein stalinisme, on sentait chez toi une certaine distance. Tu n'étais pas tout à fait à l'aise dans le P.C. Comparé à un Le Roy Ladurie qui passait par la même évolution, tu étais plutôt un mystique pré-disposé à l'hérésie.

Edgar MORIN : Je n'étais pas du tout de ces naïfs séduits par l'idée du paradis socialiste, je savais que c'était un enfer, mais dont tous les effets négatifs, pensai-je, étaient dûs à l'encerclement par le monde capitaliste. C'est une histoire compliquée. Pour moi, l'expérience communiste a été la plus profonde expérience disons anthropo-sociologique que j'ai jamais eue et que peut-être l'humanité ait jamais eue. Je ne cesse pas d'y méditer.

François FEJTO : Tu évoques dans ton livre le souvenir d'un autre apostat, Georges Friedman, qui peu avant ta rupture avec le communisme en 1951, t'a ouvert les portes de la Recherche Scientifique.

Edgar MORIN : Friedman a été un des rares intellectuels bourgeois qui venu aux idées révolutionnaires et communistes avant la guerre a voulu connaître concrètement le travail ouvrier. Il n'est pas entré au Parti, mais est resté longtemps sympathisant. Le fait de devenir marxiste l'a amené à aller dans les usines, à travailler de ses mains. Il est allé dans les usines américaines, à Détroit, puis en U.R.S.S. Il demandait à voir comment cela se passe. Il ne se satisfaisait pas seulement des idées, il voulait toucher. Il a publié son grand livre sur la crise du progrès en 1937. Puis vingt, trente ans après, interrogeant l'univers technique, il reprenait son idée de la crise en l'approfondissant dans son livre *"La puissance et la sagesse"*. Ce qui est malheureux, c'est qu'il était d'avant-garde avec un vocabulaire vieillot d'humanisme universitaire des années 20.

François FEJTO : Revenons à toi, tel que tu te montres dans ton livre *"Le vif du sujet"*. Viennent en 1956, ton exclusion du P.C. la fondation d'*Arguments*, la publication de ton *"Autocritique"*, puis en 1962, les crises dont témoigne *"Le vif du sujet"*, crise familiale, crise idéologique, la maladie grave qui finalement te sauve. Tu retrouves ton centre de gravité, ce que tu définis comme d'un côté la marginalité et de l'autre côté ton *"néomarranisme"*.

Edgar MORIN : Marginal, cela veut dire évidemment, ce qui est à la marge, mais qui est quand même à l'intérieur. J'ai l'impression d'avoir un pied dans le système et un pied dehors. Je ne suis pas un exclu de la société. Beaucoup d'amis s'étonnent que je me considère comme un marginal. On me dit : tu es connu, reconnu, on cite ton nom, on te voit souvent à la T.V. etc. Oui, mais je ne suis

tout de même pas dans l'establishement, j'ai des amis ailleurs, partout, je suis "interclassiste" comme disent les Italiens.

François FEJTO : Et pourquoi marrane ?

Edgar MORIN : Tu sais que les marranes étaient des juifs espagnols convertis de force. Mais au bout de trois générations, la conversion de force n'était plus tellement ressentie, ils se débrouillaient dans une sorte de synchronisme culturel. Ma famille est d'origine sépharade; une partie est passée par Livourne, une autre par Salonique où encore au XVII^{ème} siècle, on voyait arriver des marranes qui avaient entretenu des rapports épistolaires avec leurs familles exilées depuis plus d'un siècle, et qui les y appelaient car il y avait un développement économique, alors que l'Espagne était en crise. Ainsi, beaucoup de ces Juifs nouveaux chrétiens arrivaient à Salonique et ils y avaient pris l'habitude de mélanger les deux cultes, croyant en Jésus et la Vierge mais aussi au Dieu du Sinaï. Ils respectaient le Sabbath et ils respectaient le dimanche. C'était un lourd sacrifice pour eux que de rentrer dans la ritualité traditionnelle juive. C'est dans ce climat que fleurissaient la Kabale, les idées du Nouveau Messie, Sabbataï Zevi qui m'ont toujours séduit. D'autre part ma famille, mon père, ma mère étaient très pénétrés par les idées françaises. Pour moi, la tradition familiale se limitait à la gastronomie méditerranéenne. Ce qui est enraciné profondément en moi, c'est le sentiment méditerranéen. Ce qui fait que je suis Français, j'ai incorporé la France; Napoléon, Jeanne d'Arc, la bataille de Bouvines sont des événements de mon identité. C'est parce que tout cela se mélange que je suis néomarrane. Je me sens lié à mon identité juive chaque fois que le côté juif est persécuté ou dénoncé. Israël m'intéresse quand il est menacé. Pendant longtemps cette dualité ou plutôt multiplicité intérieure me gênait, j'en avais honte. Puis, je me suis rendu compte que c'est là-dedans, dans cette dualité, et cette multiplicité que je me sens chez moi, c'est ma richesse, c'est mon bonheur.

François FEJTO : En posant des jalons pour ta "Théorie générale, la méthode de la méthode", tu situes tes idées "anthropo-cosmiques" comme des projections de ta subjectivité marginale et marrane mais avec la prétention que ces projections soient adéquates, scientifiquement irréprochables. Ce qui me rappelle un mot de Joyce qui lorsqu'on lui a demandé pourquoi il avait choisi un agent commercial hongrois, le réfugié Blum comme héros de son roman, a répondu : "Parce que je trouve en lui

comme un concentré de la condition humaine".

Edgar MORIN : Je pense assez profondément que je suis un *uomo qualunque*. Je ne le dis pas par fausse modestie. Ma finesse d'analyse est limitée. Mon aptitude à la synthèse est limitée aussi. Mais je dispose de certaines qualités souvent antagonistes qui me rendent sensible à la complexité du monde.

François FEJTO : Enfin, on peut te définir aussi comme un révisionniste, puisque tu t'élèves au-dessus des ruines fumantes des grandes idéologies, en nous conseillant de tout recommencer, d'opérer les révisions des années 2000, de révolutionner la révolution.

Edgar MORIN : Tu prends sans doute le mot de révisionnisme dans le sens d'Edouard Bernstein dont la critique touchait les points qui faisaient du marxisme une religion de salut terrestre.

François FEJTO : Sa critique reste valable.

Edgar MORIN : Bien sûr. Mais le révisionnisme généralisé que je préconise, dépasse tout cela. Cela veut dire qu'au moins tous les dix ans, il faut réviser les priorités. Alors on arrive à l'idée fondamentale que nous devons vivre avec l'incertitude, travailler avec l'incertitude. En même temps je constate que nous sommes dans une époque de recommencement, dans l'âge de fer de l'ère planétaire. Nous sommes très barbares dans nos échanges d'idées. Ce qui me frappe dans les congrès scientifiques, c'est à quel point les tenants des théories différentes sont incapables de se comprendre les uns les autres.

François FEJTO : Une révolution intellectuelle serait-elle donc indispensable ?

Edgar MORIN : Je pense au mot de Jaspers. "Si l'homme veut survivre, il doit changer". Je me méfie des promesses du salut par le changement de la société, mais je crois que l'humanité ne peut survivre que si les nations dépassent le stade où elles sont, monstres paranoïdes que sont les Etats et les Empires. Pour briser ce cercle vicieux, il faudrait des actes révolutionnants, quelque chose de transformateur qui surgisse des profondeurs de l'être, et de la conscience. Je préfère ce terme à celui de révolutionnaire. Le mot révolutionnaire s'est terriblement dégradé, et son sens, proféré par les totalitaires, est devenu réactionnaire. Il faut plus que la révolution : novation, création.

"Le vif du sujet" a été réédité aux Éditions du Seuil-Collection Points.

"Science avec conscience"

Les sciences humaines n'ont pas conscience des caractères physiques et biologiques des phénomènes humains. Les sciences naturelles n'ont pas conscience de leur inscription dans une culture, une société, une histoire. Les sciences n'ont pas conscience de leur rôle dans la société. Les sciences n'ont pas conscience des principes occultes qui commandent leurs élucidations. Les sciences n'ont pas conscience qu'il leur manque une conscience.

Mais de partout naît le besoin d'une science avec conscience. Il est temps de prendre conscience de la complexité de toute réalité - physique, biologique, humaine, sociale, politique - et de la réalité de la complexité. Il est temps de prendre conscience qu'une science privée de réflexion et qu'une philosophie purement spéculative sont insuffisantes. Conscience sans science et science sans conscience sont mutilées et mutilantes.

Edgar Morin

Septembre 1982 - Ed. Fayard.

TEL FUT LE XX^e SIÈCLE ...

par Yvan CHRIST

Voici un livre qui, en principe, n'a rien pour me séduire - ou si peu... Le titre que Bernard Marrey, son auteur, lui a donné est, au premier abord, énigmatique : "*Rhône-Alpes. Les Guides du XX^e siècle*" (1). Il s'agit, en fait, d'un guide illustré qui est consacré à l'architecture du siècle présent, analysée à travers une région française bien déterminée. Une fois n'est pas coutume : le touriste, qui se doit d'être un chercheur et un curieux, est invité à oublier les abbayes romanes, les cathédrales gothiques, les châteaux de la Renaissance, les hôtels Louis XV. On le prie d'être de son temps et de s'y sentir à l'aise afin de pouvoir, en toute liberté et disponibilité d'esprit, découvrir les œuvres qui ont été créées dans cette région par le siècle qui s'achève. Dure épreuve pour un passéiste de mon espèce...

Ma première réaction : n'est-il pas trop tôt pour se livrer à une telle enquête sur des créations neuves devant lesquelles il est difficile de conserver son objectivité ? Je

me réponds à moi-même, en honnête avocat du diable : que de guides du bon vieux temps - le XVIII^e siècle a été celui des "descriptions" en tout genre - où les beautés et curiosités du présent l'emportaient sur celles du passé, considérées, d'une façon générale, comme très fâcheusement "gothiques", c'est-à-dire fort barbares ! De ce passé, les descripteurs de l'âge classique retenaient en priorité le legs, les traces ou l'influence de l'Antiquité, seule jugée digne d'être célébrée et admirée. Alors, l'Antiquité n'était-elle point la mère nourricière des arts, des armes et des lois ? Alexandre Lenoir, fondateur, sous la Révolution, du musée des Monuments Français, ne déclarait-il pas froidement qu'avant la venue de François I^{er}, "*les arts étaient plongés dans la plus affreuse barbarie*" ?

Toutes proportions gardées, Bernard Marrey et son équipe ont ainsi procédé en passant en revue de détail la région Rhône-Alpes - mais la Modernité y remplace l'Antiquité. Ce faisant, comme il leur fallait bien des

ancêtres et, si je puis dire, des garants, ils n'ont pas hésité à inclure des œuvres architecturales antérieures au XX^e siècle. Le siècle dernier, tant à Lyon qu'à Grenoble, n'est pas peu représenté dans leur enquête - mais en tant qu'annonciateur du siècle présent. Le béton et le métal sont aujourd'hui nos maîtres. L'un et l'autre ayant été déjà expérimentés et utilisés par les constructeurs d'hier, il était juste et équitable, suivant l'esprit de ce guide, de rendre hommage à ceux qui, à l'âge de l'"historicisme" et de l'"éclectisme", avaient su les dépasser en ouvrant hardiment, sur le plan technique, voire esthétique, la voie que nous suivons encore.

*
* *

Bernard Marrey propose à nos méditations un guide qu'il me permettra de qualifier de néo-passéiste. L'heure que nous vivons est celle du post-modernisme puisqu'il paraît que nous sommes en train de répudier les pompes et les œuvres de la civilisation industrielle. Une page serait tournée. Nous allons en écrire une autre. Celles qui furent, hier et avant-hier, écrites, il fallait bien qu'elles fussent méthodiquement relues et commentées : les lettres de noblesse de l'antiquité du monde moderne y sont inscrites.

Déjà, à l'exemple des anciens passéistes, les auteurs de ce guide font état, non sans mélancolie, des actes de vandalisme qui ont atteint les œuvres exemplaires de l'architecture du XX^e siècle. Le démontre l'image symbolique dont la couverture de leur livre est ornée : le solarium tournant, construit à Aix-les-Bains, en 1932, par l'ingénieur Pierre Flaix, a été détruit en 1966. C'était une sorte de temple du soleil : la médecine des années trente se flattait d'y soigner les tuberculoses osseuses et les rhumatismes. Or la découverte des antibiotiques a entraîné la fermeture et la ruine de l'établissement...

On pourrait quelque peu philosopher sur cette mort prématurée. Mais on l'a souligné cent fois pour une : l'architecture du XX^e siècle n'est pas née pour durer et survivre. Elle est le fruit de l'événement, de l'instant, de la nécessité, du transitoire, de l'éphémère. C'est la loi qui nous impose, sous le signe du "changement" et de la "mutation", l'accélération continue des choses et des mœurs. Certes, ce n'est pas sans peine que l'on s'essaye à "reconvertir" un château déserté ou une abbaye désaffectée. Il arrive pourtant que, boiteuses ou non, des solutions sont dégagées par notre temps pour les aider à revivre. Qu'eût-on pu faire du solarium d'Aix-les-Bains, "*machine à soigner*", pour reprendre la juste expression de son commentateur, contemporaine des "*machines à habiter*" de Le Corbusier et "*très représentative d'une époque où le "meccano" entre dans l'architecture*" ?

La "*mécanitecture*" disait Achille Corbier, adversaire intégral de la civilisation nouvelle, a remplacé l'architecture. Voici qu'à leur tour en disparaissent les témoins les plus marquants. Ils n'ont pas eu la faculté de vieillir et d'affronter la postérité. Ils ont passé, dirait l'Ecclésiaste, comme l'herbe des champs... Sera-ce le sort funeste de ces bâtisses contemporaines dont notre temps, dans son

énorme faconde, fut, au moment même de leur élaboration, si fier ? Ce n'est un secret pour personne : le Centre Pompidou est frappé de vieillissement précoce... Mais ne dit-on pas que cette "machine à se cultiver" est l'ultime produit d'un âge qui est désormais caduc ?

L'Eglise d'Assy avec sa mosaïque de Léger.

Oui, Bernard Marrey et ses amis ont eu raison de se pencher sur le XX^e siècle tel que l'incarne si parfaitement une des régions les plus dynamiques de France. Ainsi ont-ils fait œuvre d'archéologues.

*
* *

La région Rhône-Alpes est, sur le territoire français,

un des meilleurs terrains d'investigation pour les archéologues du monde moderne. Dans le chapitre liminaire qui porte sur les caractéristiques dominantes de sa nouvelle architecture, il est fait état des implantations touristiques en montagne, des barrages, des ponts suspendus, des routes et voies ferrées en altitude - sans oublier, ce qui est commun aux autres régions, le logement social ainsi que "*l'art et l'espace public*". Du Lyonnais au Dauphiné, de Lyon à Saint-Etienne et à Grenoble, le XIX^e siècle finissant et le XX^e siècle, qui, sur tant de points, en procède, ont, sans conteste donné le plus clair de leur génie propre ainsi que de leurs possibilités matérielles. Le guide préparé par Bernard Marrey en est une preuve évidente. Aussi est-il "*l'aboutissement d'une recherche lancée en 1977 par la Direction de l'Architecture, d'abord au Ministère de la Culture, puis au Ministère de l'Urbanisme et du Logement, et soutenue depuis 1981 par le Conseil de la région Rhône-Alpes*". J'en conclus qu'il s'agit, en quelque sorte, d'une publication sinon officielle, du moins officieuse et d'un plaidoyer *pro domo*, d'un brevet d'auto-satisfaction que les pouvoirs publics ont contribué, par personnes interposées, à se faire décerner à eux-mêmes...

Que nous présentent les notices, judicieusement classées par ordre alphabétique, de ce guide très singulier ? Des ponts, beaucoup de ponts, des barrages, beaucoup de barrages - ce que l'on appelait, autrefois, des "ouvrages d'art", expression désuète que les auteurs du guide n'ont pas toujours tort, en certains cas, de prendre dans son acception figurée. C'est là que, sans partage, triomphe la technique. Le règne des ingénieurs n'a-t-il pas succédé à celui des architectes ? Et ce règne-là n'était-il pas déjà plus qu'esquissé dès le XIX^e siècle ? La région des Alpes était, de par sa nature même, prédestinée à être le théâtre de choix d'un tel principat.

Que signale-t-on aussi à notre curiosité ? Des logements sociaux de toutes les décennies de ce siècle - à commencer par les H.B.M. des années vingt, que la municipalité de Grenoble fut une des premières à confectonner, et qui sont les ancêtres de nos H.L.M. Dans ce domaine, mention très particulière, on s'en doute, est faite de l'"*Unité d'habitation de grandeur conforme*" de Firminy, conçue par Le Corbusier et réalisée entre 1964 et 1967. Prudente formule pour juger ce monstre prolifique : "*un délire logique manié avec lyrisme rend délicate une approche sans passion*"... Autres lieux de la "Modernité" la plus conséquente : les usines et les ateliers de toute forme et de tout style, les Maisons du Peuple et les Maisons de la Culture, les établissements scolaires et universitaires, les hôtels, les restaurants et les brasseries, les garages, les gares et les aérogares, les hôpitaux, les marchés, les piscines, voire les églises et les couvents.

A ce dernier titre, le guide se devait d'insister non seulement sur le couvent Sainte-Marie des Tourettes, une des créations les plus notables de Le Corbusier, qui a tenté d'y "sacraliser" le béton pur et dur, mais sur l'église, naguère fameuse, du plateau d'Assy, due à Maurice Novarina et achevée en 1946. De longues polémiques ont

accompagné la construction et surtout, la décoration de ce sanctuaire de montagne, voulu, dès 1937, par l'abbé Devémy, appuyé, encouragé, après la guerre, par le Père Couturier et par les fougueux dominicains de la revue "*l'Art sacré*"... Les principaux artistes contemporains, de Léger, à Lurçat et à Braque, de Rouault à Matisse et à Bazaine, ne furent-ils pas invités à collaborer à son décor ? Une église-manifeste. Elle a "*marqué un tournant important dans l'histoire de l'art sacré et de l'art tout court*". Mais l'art sacré en fut-il renouvelé dans son essence ? Quelle vedette de l'"art vivant" ne jeta, ou ne fut conviée à jeter son dévolu, dans les années cinquante à soixante, sur une chapelle ou sur un couvent pour y attacher, plus ou moins artificiellement, son nom ! Le résultat de ces bruyantes opérations, on le connaît aujourd'hui : en ces lendemains de concile où l'aile réputée marchante du clergé catholique considère comme peccamineux à peu près tout ce qui touche à la création artistique, l'action qui fut menée par les pionniers d'Assy, jugée "révolutionnaire" par les "intégristes" d'hier, est désormais taxée d'"intégriste" par les "révolutionnaires" d'aujourd'hui... On pourrait en rire si cette évolution n'était pas si dramatique.

*
**

Face à une telle évolution, permanente et foudroyante, qui est un des traits constitutifs de notre temps, ce guide, qui en est un fidèle reflet, ne pourra pas ne pas *dater* très vite. Je le crois, pour cette raison même, très précieux. Et je souhaite que d'autres chercheurs se livrent à des enquêtes comparables au profit des autres régions françaises. Le tableau de la France du XX^e siècle devrait être promptement brossé pendant que le modèle tient encore...

Tableau esthétique ? Tableau sociologique. Je gage que d'ici à cinquante ans, on ne le considérera pas sans quelque surprise. Eh quoi ! Tels étaient donc les objets d'admiration et de dilection des dernières années du XX^e siècle ? Ainsi se reportera-t-on avec un particulier intérêt aux notices qui touchent à l'"*art et l'espace public*", tel que le concept en a été appliqué et réalisé à Grenoble, tant au nouvel hôtel de ville qu'au Village Olympique et au parc Paul Mistral - où surabondent les "*structures permutationnelles*", les "*murs cinétiques*", les "*mobiles*", les "*stables*" et autres totems symboliques à travers quoi s'exprime la plastique contemporaine. Je note que, d'une façon générale, les rédacteurs du guide, devant ces œuvres qui sont, pour la plupart d'entre elles, toutes fraîches, n'ont pas cru devoir porter de jugements de valeur et qu'ils ont, dans leurs descriptions, préféré laisser la parole à leurs auteurs ou à leurs commentateurs et laudateurs habituels...

Je l'affirme en conclusion : Bernard Marrey, dans son guide du XX^e siècle, livre aux générations futures un document qui leur sera du plus grand prix.

Yvan CHRIST

(1) Editions de l'Equerre, Paris, 1982.

notes de Lecture

● Une Politique pour l'Avenir de Raymond Barre

N'est-il pas trop tard pour parler de l'ouvrage de Raymond Barre publié à la fin de l'année dernière sous le titre : "Une politique pour l'avenir" ?

La fâcheuse habitude de juger la conduite des affaires publiques le nez sur l'évènement pourrait le faire craindre, mais, dans le cas particulier, le recul, loin d'estomper l'actualité, la renforce.

En premier lieu, par le choix du titre. Il ne s'agit pas d'un plaidoyer passéiste, mais d'analyses d'orientations, de rappels de décisions prises ou à prendre. Le scrutin du 10 mai 81, s'il en a interrompu la mise en œuvre, n'en a entamé ni la cohérence ni la pertinence. Avec le temps qui passe, il amène les Français, instruits par les effets de l'alternance, à mesurer la part d'illusion des solutions de substitution.

En second lieu, par le choix des textes rassemblés. Tous sont antérieurs à l'élection présidentielle. La plupart sont en rapport avec des circonstances particulières. Aucun ne cède à la tentation d'exprimer ce que l'auditoire ou le lecteur est supposé souhaiter. La même politique y est exposée et justifiée, sans concession au désir de plaire. C'est un appel permanent à l'acquiescement par la raison et un refus de tout artifice propre à faire vibrer les sentiments.

Si le propos est principalement économique, c'est parce que la crédibilité d'une politique se mesure à la santé de l'économie. A quoi bon nourrir de grands desseins d'ordre interne ou international sans réagir contre le dérèglement des mécanismes essentiels ! La logique des faits est indifférente à la magie du verbe. Elle ne cède qu'à la volonté de se donner les moyens de ses ambitions.

C'est dans cette perspective que l'ouvrage aborde les problèmes plus proprement politiques : ceux de l'indépendance nationale, de l'Europe, de l'aide au tiers monde et les traite non comme les appendices d'un économisme étroit, mais comme autant de motifs à nous doter d'une économie exemplaire.

Les remarques qui suivent n'ont pas la prétention de rendre compte des textes. Seule la lecture peut en révéler la richesse. Elles ne visent qu'à livrer trois séries de

réflexions personnelles sur les actions conduites et le caractère de l'homme qui, les ayant marquées de son empreinte, persiste et signe.

1 - Les premières sont relatives aux limites de la doctrine. Raymond Barre se reconnaît libéral, mais son libéralisme n'a rien à voir avec le "laisser faire, laisser passer". Cette conception outrancière est aux antipodes de sa pensée. Il a une trop haute idée de l'Etat pour en sous estimer le rôle et une trop grande foi dans les capacités d'initiative et de responsabilité de l'homme pour ne lui reconnaître, en matière économique, qu'un rôle d'exécutant.

Il plaide pour un Etat à la fois régulateur et orienteur. Garant des règles du jeu, il incombe à ce dernier de veiller au respect des mécanismes du marché et de les mettre à l'abri de toute forme d'accaparement, fût-ce par lui-même. Expression des ambitions de la nation, il est conforme à sa mission de définir les objectifs et d'amener les volontés individuelles par la convergence de leurs libres choix à y concourir de manière collective. Il est, en somme, sinon le maître, du moins le baliseur du temps. Il apporte de la clairvoyance là où la considération trop exclusive de la conjoncture entretient "la myopie" des individus.

Cette conception ne récuse pas le Plan. Elle lui dénie par contre toute valeur incantatoire. Elle refuse de voir en lui autre chose qu'un moyen, ce qui n'implique aucune sous estimation de son aptitude à favoriser la concertation des partenaires, leur adhésion aux finalités qu'ils auront contribué à définir et le soutien de l'Etat à la continuité de l'effort par un jeu approprié de règlements et d'incitations. Raymond Barre, loin donc de contester l'utilité de la planification, en réaffirme à plusieurs reprises l'importance, à condition de ne pas en attendre plus qu'elle ne peut donner, à savoir par-delà la réduction des incertitudes, une maîtrise pointilliste et quantitative des résultats.

Sa philosophie économique et politique est celle de la volonté. Il se défie des doctrines érigées en systèmes parce que le propre des systèmes est d'abstraire les thé-

ories des réalités. L'engouement des "ismes" ne lui inspire que méfiance, car il craint la fragilité des constructions de l'esprit.

Par un curieux paradoxe et contrairement à l'opinion complaisamment accréditée par ses détracteurs et sans doute insuffisamment réfutée par lui-même, le professeur n'a pas déteint sur l'homme de Gouvernement. C'est l'homme de Gouvernement qui s'est défié du professeur au point de se faire, sans relâche, le chantre d'un hymne à l'action.

2 - Une autre série de réflexions est relative au respect des priorités. L'un des reproches majeurs adressés à la politique antérieurement conduite est de ne pas avoir placé la lutte pour l'emploi avant toute autre préoccupation. Raymond Barre n'accepte pas davantage le reproche qu'il ne croit aux thérapeutiques miracles. Une priorité n'est pas nécessairement satisfaite parce que la matière qu'elle concerne est traitée chronologiquement la première. Cela est vrai pour l'emploi. On ne peut créer "ex nihilo" des emplois. Ceux-ci correspondent au niveau de l'activité dans une "économie saine, moderne et compétitive". D'où le soin apporté à combattre l'inflation, défendre la monnaie, tendre vers l'équilibre des échanges. Ce langage est sans complaisance. Il répond à un problème qui touche les hommes dans leurs intérêts et leur dignité par la défense de concepts et la restauration de principes qui, pour la très grande majorité de l'opinion, ne dépassent pas le niveau de l'abstraction. Et pourtant, aussi bien la relance tentée en 1975 par injection massive de crédits que la politique de la première année du nouveau septennat qui a mêlé stimulation de la consommation, réduction de la durée du travail, soutiens catégoriels, créations artificielles d'emplois n'ont pas dressé, face à la marée montante du chômage, la digue capable d'en stopper la marche et d'en amorcer le reflux.

Il est vrai que les résultats enregistrés comme conséquence de la défense des équilibres n'ont pas été non plus perçus comme concluants. Leur mérite, cependant, est d'avoir été bons dans le relatif. Nous avons mieux fait que nos partenaires quant au pouvoir d'achat, au taux de croissance, à la solidité de la monnaie. Aurions-nous pu mieux faire si la rigueur n'avait dû s'accommoder, en dépit des apparences, de ce que Raymond Barre appelle le "gradualisme économique", c'est-à-dire la modération qu'impose à tout projet marqué du sceau de la cohérence et de la logique, la résistance des faits et des comportements ?

Bien que réinventer l'histoire n'ait d'intérêt qu'anecdotique dans la mesure où ce qui n'a pas été ne peut changer ce qui est, l'hypothèse soulevée n'est pas ici sans importance pratique. Elle touche aux difficultés de fonder l'adhésion des citoyens sur la raison, alors que ces derniers sont plus sensibles à ce qu'ils n'ont pas qu'à ce qu'ils ont, que leur insatisfaction se renforce de la grogne des corps intermédiaires et que, dans un climat dégradé, le martellement des critiques, accompagné de l'attrait des promesses, accroît la crédibilité des censeurs.

La voie moyenne choisie était, dans ces conditions, la

seule praticable. Plus de rigueur n'eût pas été acceptée par l'opinion. Moins de rigueur n'aurait eu d'autre résultat que de gagner du temps, au risque d'une aggravation à terme de la situation.

3 - L'interruption de l'expérience était-elle, dès lors, inéluctable ? Je ne suis pas éloigné de le penser. La France a cru au mythe de la croissance forte et indéfinie. Portée par l'expansion, elle a su en tirer parti pour se hisser au rang des grandes puissances industrielles, exorciser les démons du protectionnisme, s'ouvrir à l'Europe et au monde, au point d'osciller entre la troisième et la quatrième place dans le classement des nations exportatrices. Elle n'a pas eu le temps, avant que les chocs pétroliers ne la frappent de plein fouet, d'exorciser ces autres démons que sont le culte des rentes de situation, l'attachement aux structures de vieille industrialisation, la résistance au changement en dépit d'un langage progressiste qui cache, chez la plupart, un tempérament conservateur et, couronnant le tout, la préférence donnée à la progression des rémunérations nominales sur la réalité du pouvoir d'achat.

Raymond Barre s'était attaqué résolument à l'assainissement des structures et des mentalités non pas à coup de projets spectaculaires et de constructions dirigistes, mais en appelant à l'initiative et à l'effort dans le respect des règles du marché.

Dire qu'il a échoué parce que les résultats n'ont pas été à la hauteur des espérances serait ravalier le jugement au niveau de la polémique de tréteaux. L'environnement international l'a condamné au rôle de Sisyphe alors qu'il est animé d'une passion toute gaulloise des sommets. Le manque de consensus social l'a rendu suspect aux syndicats qui ont trop tendance à identifier défense de l'entreprise et défense du patronat et aux patrons dont l'épiderme n'a pas toujours supporté la fermeté de son langage.

Son ouvrage est une manière de prendre date et d'en appeler du verdict des électeurs à celui des événements.

Son refus des faux-semblants, des faux-fuyants, des astuces subalternes ne pouvait lui attirer les applaudissements de circonstance que déclenche l'illusion de la facilité. Il lui a valu, du moins, le respect.

Raymond Barre n'est pas un homme d'hier. Tout dans sa démarche, où la force des convictions n'exclut pas le réalisme, le prépare à être l'un des hommes de demain. S'étant forgé la stature d'un homme d'Etat sans avoir sacrifié aux rites de la politique, il lui appartient maintenant d'apprécier comment composer avec cette dernière pour écarter le risque de succomber sous ses coups.

Sans doute conviendra-t-il qu'il accepte de révéler cette face cachée de lui-même faite de sensibilité et d'attention aux autres. Son mépris de l'électoratisme aura d'autant plus de résonance qu'il ne sera pas assimilé à la sécheresse du cœur.

Emile ARRIGHI de CASANOVA

Ed. Plon.

● Les confessions d'un grand historien : Emmanuel Le Roy Ladurie

L'autobiographie intellectuelle publiée par Emmanuel Le Roy Ladurie, professeur au Collège de France, un des plus éminents historiens de l'école française, auteur de "Montaillou, Village Occitan", qui est devenu un best seller, a suscité une surprise générale. On a oublié que Le Roy Ladurie, né dans une famille catholique de la vieille droite - son père avant de rejoindre la Résistance, avait été ministre de Vichy - était passé lui aussi comme tant d'autres intellectuels de sa génération, par le parti communiste. Il essaie maintenant de s'expliquer, en historien, sur les raisons de sa conversion, puis de sa dé-conversion. Ses explications sont d'autant plus frappantes que Le Roy Ladurie a donné son adhésion en 1948-49, c'est à dire à un moment où, avec la campagne anti-titiste, les procès de Budapest et de Sofia, et l'aggravation de l'intolérance des P.C., un certain nombre d'intellectuels occidentaux ont commencé à se détacher du Parti. Or au fond, les raisons invoquées par Ladurie, rejoignent celles que Ignazio Silone avait fait valoir jadis : elles étaient d'ordre religieux et moral. L'adhésion s'explique tout simplement chez l'apprenti-savant par le besoin de croire. C'est ce besoin qui le conduit de Pétain à Staline. Certes, un peu de psychanalyse aiderait à mieux comprendre. Ladurie a vécu un rapport conflictuel avec le Père, avec la famille. Ajoutons à cela qu'il n'a pas connu la Résistance, il était trop jeune alors. Mais s'il l'avait connue, son adhésion au P.C. aurait été probablement plus rapide. Le fait est que, comme tant d'autres de ses contemporains, c'est à la *khagne*, à l'École Normale Supérieure, rue d'Ulm, qu'il rencontre le communisme sous son visage le plus séduisant, comme une gnose, une initiation aux secrets du monde. Le P.C. c'est "le plus grand parti de France", le "parti des fusillés", le "parti de la renaissance nationale", le parti des intellectuels les plus raffinés : Picasso, Aragon, Joliot-Curie. C'est le parti qui a le bonheur de célébrer le 70^e anniversaire du grand Staline, qui fête la victoire de la révolution chinoise, qui se sépare avec mépris des faibles et des hésitants. Le parti pour qui travaille l'Histoire.

Ce qui est intéressant, c'est que Ladurie, s'il est un croyant naïf, n'est point un ignorant. Il a lu *Les Mains Sales* de Sartre, il connaît les ouvrages de Souvarine, de Trotsky, mais il les a oubliés, puisqu'il a changé de "stratégie de vie". Le savoir ne suffit pas pour modifier la *Weltanschauung*, même pas celui d'un savant. Ladurie raconte que Jacques Le Goff, autre futur grand historien, est revenu de Prague effrayé par les circonstances du coup de février 1948 et a raconté les brimades policières contre les étudiants auxquelles il a assisté à l'Université Charles. Son récit n'a produit aucun effet. "Ils ont des oreilles et n'entendent pas". Ils ne veulent pas savoir.

A l'École Normale de l'époque, un étudiant sur quatre est membre de la cellule communiste. (Quelques années auparavant, l'influence communiste, selon Jean-François Revel, y était beaucoup plus faible). Il a fallu la

guerre froide pour qu'une génération nouvelle implante à l'École le goût d'une doctrine dure sinon pure. Ladurie y côtoie Michel Foucault dont il note qu'il avait donné bien moins que d'autres dans les excès du stalinisme : il était plongé dans ses recherches sur la folie qui aboutiront quelques années plus tard à un ouvrage important ; François Furet qui dès cette époque s'intéressait à l'histoire de la Révolution française et, contrairement à son camarade Albert Soboul, ne partageait pas l'interprétation de Mathiez, robespierriste, léniniste de la révolution. Il rencontre Louis Althusser, jeune assistant et sa compagne Hélène. Il assiste à un drame dont la tonalité rappelle celle des situations analysées jadis par le romancier maudit, Nizan. Hélène est accusée d'avoir eu de mauvaises fréquentations (trotskystes, républicaines espagnoles, etc...). L'ordre vient du haut lieu au bureau de la cellule communiste de l'École d'obtenir d'Althusser qu'il rompe avec sa femme. Le jeune philosophe, après quelque déchirement, décide d'obtempérer. "Il annonça, complètement effondré, la tête dans les mains, se conformant au scénario préparé à l'avance, que oui, bien sûr, finalement il romprait avec Hélène. Nous écoutâmes cette phrase dans un silence religieux à la fois embarrassés, soulagés et peut-être vaguement honteux de nous-mêmes ; de ce dernier point je ne suis même pas sûr."... Plus tard, l'affaire s'arrangea, Althusser fut autorisé à reprendre sa liaison. Mais voilà que pour la première fois il a prouvé que pour lui, être communiste c'était plus qu'un sacrifice d'intellect. Ladurie note à ce propos que c'est avec une grande surprise qu'il a appris au cours des années soixante, par la voie de la presse, qu'Althusser, garçon gentil, intelligent certes, mais point génial, était un "grand philosophe". En effet, il a connu tous ses écrits et n'avait pas l'impression d'être en face d'une œuvre importante. "Une des principales contributions d'Althusser, écrit-il et combien il a raison - consistait à justifier de façon subtile une pratique crypto-stalinienne du Parti".

Au delà de la cellule de la rue d'Ulm, au Quartier Latin, les étudiants communistes étaient dirigés alors par une commission placée sous la férule d'Annie Besse (qui, remariée, se nomme aujourd'hui Annie Kriegel) responsable générale des intellectuels communistes de la Seine. On sait que plus tard, après sa rupture avec le P.C. en 1956, Annie en devint le meilleur historien et en même temps, comme le dit son ami Ladurie "une victime expiatoire, chargée de tous ses péchés." Ladurie prend courageusement la défense d'Annie Kriegel à qui, en effet, beaucoup de ses anciens camarades continuent à violemment reprocher son fanatisme des années cinquante, ses conduites inquisitoriales. "Annie, dit-il, pour le profit de tous, a tiré jusqu'au bout les leçons de la déstalinisation. Des intellectuels qui s'étaient installés confortablement dans un stalinisme "mou" dont ils ne se sont pas départis jusqu'à nos jours, ou jusqu'à la fin de leurs jours, n'ont jamais pardonné à cette militante d'avoir démontré deux

fois leur erreur : d'abord en poussant jusqu'au bout, jusqu'à l'absurde, la logique infernale de leurs propres aberrations, qu'ils avaient voulues douces et dont elle démontrait par sa propre pratique qu'elles étaient symboliquement meurtrières... En second lieu, Annie prouvait à l'inverse, par une courageuse autocritique, l'inanité de ces aberrations."

Les dirigeants du Parti ne se contentaient pas d'avoir la maîtrise des esprits des futurs maîtres formés rue d'Ulm, de la future élite de la nation. Ils utilisaient leur ardeur de zélotes, normaliens naïfs ou plutôt jobards à organiser des provocations odieuses contre des meetings trotskystes ou titistes, faisant montre d'une hystérie qui était "provoquée, ordonnée, télécommandée et partagée, par les responsables du Parti."

L'isolement quasi monastique dans lequel Ladurie et ses camarades de classe ont traversé ces années cinquante, explique sans doute qu'ils sont demeurés si longtemps insensibles aux influences extérieures. C'est déjà dans un monde plus ouvert, à Montpellier, comme jeune agrégé, que Ladurie eut à affronter les premières vagues de la déstalinisation. Il rendit sa carte du P.C.F. fin 1956.

C'était pour adhérer au P.S.U. qui a voulu rassembler les socialistes mécontents de la S.F.I.O. et les communistes mécontents du P.C. La prochaine étape a été une espèce de "libéral-socialisme" : "il m'est apparu, écrit-il en conclusion, que l'opposition totalitarisme-liberté était finalement plus importante que le vieux contraste droite-gauche". C'est dans cette logique que Le Roy Ladurie juge l'expérience socialo-communiste en cours. Il ne peut admettre qu'on reconnaisse au P.C. un caractère démocratique qui n'est pas le sien, en l'associant au gouvernement. Il juge sévèrement le Parti socialiste dont la fraction dominante, d'après lui, "étend un monopole étatique dans le domaine de l'économie et de l'information" et qui a engagé "un processus d'intoxication culturelle qui peut éventuellement se révéler plus dangereux que la centralisation économique. Ce qui est menacé ce n'est pas forcément la liberté, c'est la vérité". Comme l'on voit, Emmanuel Le Roy Ladurie n'a pas cessé d'être un militant.

François FEJTO

E. Le Roy Ladurie "Paris-Montpellier, P.C.-P.S.U., 1945-1963" Gallimard.

● La Raison et le Rêve en Politique de Jean Serisé

Dans l'effort de réflexion suscité par la défaite de l'ancienne majorité, le livre de Jean Serisé constitue une contribution insolite, celle d'un homme qui longtemps placé à l'interface de l'économie et de la politique juge de l'une et de l'autre avec un égal détachement et nourrit l'ambition singulière de défendre et d'illustrer le rôle de la raison politique. (1).

D'abord en faisant table rase de quelques idées reçues qui datent du XIX^e siècle quand ce n'est pas du XVIII^e. "Notre beau débat français, note-t-il sans ménagement, n'a pas bougé depuis un siècle" alors que économiquement, sociologiquement, politiquement notre univers s'est radicalement modifié, sous l'effet notamment de la productivité "seul fait révolutionnaire de l'histoire récente".

C'est ainsi que le partage de la productivité est devenu un des problèmes centraux de nos économies industrielles. Tant qu'il ne sera pas résolu ou bien la productivité apparaîtra comme un instrument d'exploitation des travailleurs, ses progrès seront freinés - ou bien on distribuera plus que la productivité et ce sera l'inflation. A titre d'hypothèse de travail il propose de partager le surplus annuel de productivité en trois parts égales : travailleurs, entreprises, consommateurs.

On saisit là sur le vif sa démarche, rigoureusement agnostique au regard des idéologies et toujours prompte à déceler les contradictions des politiques "ceux qui proposent d'aller vers plus de décentralisation ne devraient pas proposer d'aller vers plus de planification". Le Parti Socialiste lui en fournit au passage un riche catalogue puisqu'il est simultanément "pour l'économie de marché

mais pour les nationalisations et aussi les contrôles, pour la concurrence extérieure mais pour une certaine forme de protectionnisme, pour toutes les libertés mais contre la liberté de l'enseignement et ainsi de suite".

Quant au Parti Communiste, il reçoit l'hommage appuyé d'une étude approfondie et d'un constat de décès. "Cette absence laisse un vide" écrit-il, comme la Gauche peut le constater à chaque élection locale, ajouterons-nous.

Mais notre auteur ne limite pas ses observations à la Majorité, l'opposition a sa part. A propos de l'UDF et du RPR, "nous pouvons les regrouper, écrit-il, car leur attitude est en gros la même".

Tout au plus au retour d'un paragraphe peut-on savourer ce portrait-robot. "L'électeur est favorablement impressionné par les hommes politiques au menton carré et qui tapent du poing sur la table. Il en déduit que ces gens ont du caractère". Partisan, ce livre ne l'est en aucune façon et tous les partis bénéficient tour à tour de sa lucidité.

"Il y a eu un Etat-UDR. S'il n'y a pas eu d'Etat-UDF c'est parce que cette fédération n'a jamais eu la majorité. Il y aura un Etat-P.S. Telle est la réalité".

Tout le livre, et c'est son agrément, est de ce même ton mesuré car notre auteur manie plus volontiers la litote que l'anathème. Il rédige court et formule tout uniment quelques constatations dévastatrices. "L'Assemblée comprend plus d'un tiers d'enseignants. Ces enseignants devront commencer par apprendre".

Mais la politique n'est que l'apparence des choses. C'est sur des problèmes clés de l'heure qu'il dérange le plus, par exemple sur le plein emploi. Pour l'assurer, il n'est que deux méthodes : la croissance ou à défaut le partage du travail. "La politique de croissance est naturellement la plus séduisante. Il suffit d'injecter chaque année une dose supplémentaire de pouvoir d'achat. Médecine simple et agréable mais inadaptée aux temps présents. Parce que chaque nation est tenue d'équilibrer ses comptes extérieurs..."

On ne saurait formuler plus simplement les raisons qui ont amené l'échec puis l'abandon de la relance par la consommation imprudemment déclenchée par le gouvernement socialiste. Au passage, l'auteur souligne l'importance pour l'emploi d'une politique de l'énergie qui diminue notre dépendance extérieure. A défaut d'une croissance suffisante, il faut se résigner à partager le travail mais pas n'importe comment : réduire le nombre d'heures travaillées en maintenant les salaires, comme en a décidé le Président de la République, ne crée pas d'emplois mais en supprime.

Du point de vue de la création d'emplois une méthode plus efficace consiste à mettre les gens à la retraite prématurément : ils libèrent des postes et gagnent moins. C'est la technique du cocotier, note Jean Serisé. On nous parlait de modèle autrichien, en l'occurrence ce serait plutôt le modèle océanien...

Si l'on voulait vraiment résorber le chômage, il faudrait travailler plus et non pas moins, gagner moins et non pas autant ou plus. Personne ne le propose mais les faits sont têtus. Ceci n'est qu'un exemple parmi d'autres de la réalité des problèmes et de la difficulté de faire entendre le langage de la raison dans la vie publique.

Au reste Jean Serisé est lucide et ne conseille pas ce langage aux hommes politiques "qui doivent être des marchands de rêve". Mais on peut se demander si l'an-

● Sur les chemins de la vie et de la mort

Tandis que Pierre-Jakez Hélias dans le *Bulletin* de la collection *Terre Humaine*, ouvre un dialogue entre l'ethnologue et l'indigène, pour conclure que le témoignage vécu de l'intérieur sur une société, vaut autant que les études universitaires des chercheurs patentés, la rentrée a enregistré la parution de très nombreux livres consacrés à la vie des hommes et des groupes sociaux. *Terre Humaine*, chez Plon continue sa carrière et atteint les sommets avec le succès de *Toinou*, l'autobiographie d'Antoine Sylvère, *Le cri d'un enfant auvergnat*. Ce que l'on ignorait, c'est qu'Antoine Sylvère avait un projet littéraire plus vaste, qui selon le plan qu'il s'était tracé, devait couvrir en dix volumes l'ensemble de sa vie. Il n'a pu rédiger avant sa mort en 1963 que les trois premiers de la série. Toinou reprenait partiellement les deux premiers manuscrits, le troisième paraît chez Plon, sous le titre *Le légionnaire Flutsch*. (Plon, 310 p. 65 F), dans lequel il raconte avec la violence qui l'anime son expé-

rien conseiller de Valéry Giscard d'Estaing a bien mesuré la part du rêve en politique. L'ancien Président en tout cas nous a fait sur ce point le 16 septembre 1982, à Antenne 2 une bien intéressante déclaration :

"Au moment des élections présidentielles, j'étais convaincu que les Français me jugeraient sur ce que j'avais fait... Et en fait, j'ai compris depuis que dans les Etats modernes, les Chefs d'Etat avaient une double fonction : si possible de bien faire mais aussi de répondre aux aspirations de l'opinion, aspirations qui peuvent être différentes. Au fond, j'avais, je crois, relativement bien rempli la première fonction et je n'avais pas vu l'importance de la seconde".

Cette reconnaissance tardive n'enlève rien à la valeur de l'ambition qui fut la sienne et qui est celle de Jean Serisé : introduire plus de raison dans le débat politique mais elle en limite le champ d'application.

Le mot de la fin appartient peut-être à Pierre Chaunu, au terme de sa méditation sur l'histoire de France (2) :

"80 % des Français sont d'accord à peu près sur tout mais il leur faut sous peine de mourir d'ennui se diviser artificiellement sur ce qui compte plus que les choses : la mémoire, les mots, le rêve.

Dans l'art difficile de vivre ensemble, nous avons appris à mimer les conflits, à simuler la guerre civile afin d'éviter de la faire. La France a besoin pour sa propre cohérence de la dramatisation artificielle des enjeux. De Gaulle le savait d'instinct, Pompidou d'expérience, Valéry Giscard d'Estaing l'a refusé par coquetterie : il aura perdu ainsi le bénéfice d'une gestion à plus d'un égard exemplaire".

René FOCH

(1) Jean Serisé, *Défense de la raison politique*, Ed. Gallimard

(2) Pierre Chaunu, *La France*, Ed. Robert Laffont.

rience à la Légion où il s'engage en 1905, après des démêlés avec la justice. Un document de l'intérieur, dur et suggestif, sur le recrutement, les conditions de vie et la discipline à la Légion au début du siècle.

"La vie quotidienne" fait peau neuve ?

Chez Hachette-Littérature continue à paraître au rythme accéléré la collection *Vie Quotidienne*. Les dernières livraisons avec *La vie quotidienne dans la péninsule indochinoise à l'époque d'Angkor (800-1300)* de Louis Frédéric, le volume de Liliane Créte sur la *Vie en Californie au temps de la ruée vers l'or (1848-1856)* et le livre de Jean Christian Petitfils sur *La vie quotidienne des communautés utopistes au XIXème siècle*, nous changent par leur originalité et leur exotisme de bon aloi du ronron des vies quotidiennes dans la province française au siècle dernier ! Mais cette collection à laquelle je

m'intéresse de près pour des raisons personnelles, va paraître il fait peau neuve et sortira dans un autre format avec des photos et des thèmes plus piquants ! Nous attendons cette mise à jour avec le plus grand intérêt.

Dans ce registre notons l'amusant *Almanach de la mémoire et des coutumes de la Bretagne* chez Hachette, rempli d'illustrations et d'anecdotes, qui ravira les curieux. Mais il faut retenir l'effort systématique de Berger Levrault pour prospecter ce domaine de l'homme et du quotidien avec ses collections "*L'espace des hommes*", "*Leçon de choses*", "*L'homme et la nature*", particulièrement bien fournies de titres riches et denses. J'ai beaucoup aimé les livres d'Anne Marie Brésebarre sur *La Forêt* et de son mari sur *Les Loups* (Berger Levrault, 32 p. 30 illustrations, 52 F).

La terre et les hommes

Mais je retiendrai surtout *Histoire des paysans* sous la direction de Jérôme Blum. (un volume 22 x 27,5 cm, 240 p., 56 illustrations dont 54 en couleurs, relié sous jaquette illustrée, 280 F). Jusqu'à Marc Bloch et Georges Duby, la campagne a été souvent oubliée par l'histoire et les historiens. C'est pourtant là que se sont déroulées au cours des siècles les luttes les plus dures, pour l'émancipation des hommes et la propriété de la terre. A travers les révoltes paysannes pour l'abolition des servitudes, l'histoire de la noblesse rurale, l'ethnologie, les coutumes et les traditions, la vie quotidienne, l'économie et la transformation du monde agricole liée à l'avènement de la société industrielle, chaque chapitre de cet ouvrage présente cette patiente marche du paysan à la recherche de ses territoires de liberté. Autour de Jérôme Blum, professeur à l'Université de Princeton, une équipe d'universitaires de tous les pays, grâce à de nouvelles méthodes d'investigation, au dépouillement du fonds énorme des récits locaux, à la réunion de compétences interdisciplinaires et à une iconographie choisie, arrive à reconstituer un tableau vivant de la vie quotidienne du monde rural depuis sept siècles. Ce livre, qui couvre des domaines immenses allant de l'Europe orientale à la

Russie, l'Amérique, l'Angleterre et l'Europe occidentale, restitue leur histoire aux paysans.

Les rites de la mort

Plus sévères sont "*Les Voyages de la mort*" d'Eliane Georges (Berger Levrault, 264 p., 484 relevés et dessins, 88 photographies réunies par l'Agence Explorer, 300 F). Un être meurt. On dit qu'il part pour l'autre monde. Ceux qui restent s'assemblent. Autour de lui, s'organisent gestes et rituels, autant d'adieu que de départ, destinés à l'accompagner quelque temps dans son voyage outre-mort. Selon les religions, les civilisations, d'un continent à l'autre, ces rituels se révèlent d'une diversité, d'une richesse incroyables : fête fastueuse, ou simple formalité d'usage, d'autant plus vite expédiée que l'on désire camoufler la mort. Le rituel funèbre est en fait le miroir dans lequel se réfléchit toute société. Cet ouvrage est un vaste reportage à travers civilisations disparues, pays et peuples du monde actuel, donnant à la fois une vision et une documentation ethnologique de premier ordre, et des images encore jamais vues. Les funérailles de la princesse Grâce de Monaco sont venues nous rappeler ce que peuvent être la majesté et la grandeur du rituel de la mort.

Le Chêne-Hachette nous livre deux magnifiques documents *En Inde* de Jack Thieuloy pour le texte et de Pierre Wolf pour les photos (1 vol. à l'italienne, 108 p., 71 photographies, 195 F) et *Haut-Atlas, l'Exil des Pierres* de Tahar Ben Jelloun pour le texte, de Philippe Lafond pour les photos (à l'italienne, 104 p., 30 photos, 240 F). Ce dernier livre est le huitième titre de la prestigieuse collection "Les grands albums du Chêne", qui depuis *Les chevaux de Camargue*, *la Route des Incas*, *les Caravanes de Tartarie*, cherchent à faire découvrir des lieux où la nature, les paysages grandioses et les espaces vierges font partie de la vie quotidienne de populations, isolées qui habitent ces étendues du bout du monde. Une très belle réussite.

Jean CHELINI

● Eglise et marxisme de Don Miano

L'ancien secrétaire du Secrétariat pour les non-croyants créé par le pape Paul VI, don Vincenzo Miano, aujourd'hui décédé, a publié en un court volume une analyse de différents documents officiels de l'Eglise sur le Marxisme : encycliques pontificales, textes divers des papes (messages, discours, lettres...), textes du Concile du Vatican II, documents significatifs de quelques conférences épiscopales des années 1970, dont celles de la France, le tout précédé d'une préface de Mgr. Poupard, actuellement pro-président de ce même Secrétariat pour les non-croyants.

Cet organisme s'intéresse bien sûr fortement aux marxistes athées qui par leur nombre et leur organisation rigide (une véritable religion dans les faits avec ses cha-

nelles et ses hérésies) représentent dans le monde à la fois un défi et un danger pour l'Eglise Catholique mais aussi d'ailleurs pour toutes les religions : tout spiritualisme est systématiquement combattu par le marxisme au pouvoir, dans quelque partie du monde que ce soit. Ainsi le communisme soviétique persécute-t-il les trois grandes religions monothéistes : le christianisme en Pologne, en Tchécoslovaquie et dans les Pays Baltes, l'Islam en Afghanistan, le judaïsme par un antisémitisme quasiment officiel en U.R.S.S..

Le livre de don Miano est donc très utile : Mgr Poupard parle dans sa préface d'une "œuvre de clarté" (p.6). L'on peut regretter un manque de synthèse, l'auteur,

analysant de nombreux documents différents, mais d'esprit semblable, se répète souvent. Il a été édité dans plusieurs pays européens libres, où le marxisme est puissant : en Italie, en France, en Espagne, au Portugal et aussi en Grande-Bretagne.

Il faut d'abord poser le problème des rapports entre l'Eglise, la foi et la politique. On a souvent reproché à l'Eglise ses interventions en matière politique, jugées incompatibles avec sa vocation spirituelle. Or l'Eglise revendique ce droit et cette liberté de donner son sentiment sur la politique, car pour elle, la politique c'est le Bien commun. L'action politique est nécessaire car elle est liée à tous les aspects de la vie de l'homme, affirme l'Episcopat français en 1972 dans sa déclaration "**pour une pratique chrétienne de la politique**" (p.117). Les pontifes recommandent aux chrétiens de faire de la politique, ils font du vote un devoir et une obligation, à condition qu'il ne se porte pas sur des groupes qui mèneraient, une fois élus, une action antireligieuse. Celui qui se dit chrétien ne peut pas dissocier sa vie et ses engagements personnels de sa foi : celle-ci lui impose une ligne de conduite. Si l'Eglise est, par sa mission universelle, au-dessus des partis, et de ce fait ne peut s'engager pour l'un d'entre eux explicitement, elle se doit d'attirer l'attention des fidèles sur ce qui représente un danger grave pour la foi, pour les libertés et en premier lieu pour la liberté religieuse, pour la justice, pour la dignité de l'homme. Mais en même temps que l'Eglise juge et même condamne, elle propose toute une construction sociale qui permette l'épanouissement de l'homme : c'est la "doctrine sociale de l'Eglise" contenue dans les encycliques "**Rerum Novarum**" (1891) de Léon XIII, "**Quadragesimo Anno**" (1931) de Pie XI, dans les radiomessages de Pie XII de 1942 et 1944, dans les encycliques "**Mater et Magistra**" (1961) et "**Pacem in Terris**" (1963) de Jean XXIII, et "**Populorum Progressio**" (1966) de Paul VI. L'encyclique sur le travail de Jean-Paul II, "**Laborens Exercens**" (1981) n'est pas évoquée dans ce livre qui ne traite que de la première année de son pontificat, avec une mise à jour pour 1980.

Depuis le XIX^e siècle jusqu'à aujourd'hui la position de l'Eglise sur le marxisme n'a pas changé. C'est une condamnation sans appel. La meilleure étude de celui-ci et de ses dérivés est sans conteste l'encyclique de Pie XI, "**Divini Redemptoris**" publiée en 1937 quelques jours après celle condamnant le nazisme, "**Mit Brennender Sorge**". C'est une analyse remarquable de lucidité à une époque où le stalinisme exerce une sorte de fascination sur nombre d'intellectuels. Le pape dénonce les crimes de Lénine et de Staline tandis que les partis aux ordres de Moscou entretiennent le mythe du paradis communiste. La papauté est donc apparue comme un bastion du monde libre. Dans le marxisme, l'Eglise condamne l'athéisme et le matérialisme ; les attaques contre la religion et la famille ; les persécutions qui ne sont pas un phénomène lié à toute révolution et à toute guerre mais "fruits naturels du système qui manque de tout frein interne" (p. 37) ; la violence engendrée par la lutte des classes ; l'écrasement de l'homme, ce que Jean XXIII

dénonce comme "l'esclavage des individus et des masses, l'esclavage de la pensée et celui de l'action".

Cette condamnation doctrinale du communisme est une constante dans les documents pontificaux jusqu'à Jean-Paul II. Le socialisme, lorsqu'il s'affirme marxiste, est également rejeté, en tant que lié au communisme. Il ne peut y avoir d'évolution sur ce point : christianisme et marxisme sont philosophiquement inconciliables.

Par contre, il y a un changement net dans l'attitude de fait des milieux ecclésiastiques à l'égard des mouvements et organisations marxistes. "**Divini Redemptoris**" interdisait toute entente des chrétiens avec ceux-ci : "le communisme est intrinsèquement pervers et l'on ne peut admettre sur aucun terrain la collaboration avec lui" (p. 37). Cette position intransigeante est maintenue par Pie XII (décret du Saint-Office excommuniant les communistes en juillet 1949 et vigoureux engagement de la hiérarchie italienne dans les élections entre 1946 et 1958) et Jean XXIII. C'est surtout avec Paul VI que se marque le passage de l'anathème au dialogue : une condamnation de la doctrine marxiste mais un dialogue avec ceux qui la pratiquent. L'historien peut se demander s'il n'y a pas dans ce dialogue de l'Eglise avec ses ennemis un certain angélisme qui lui fait perdre sa lucidité sur la nature profonde du communisme et du socialisme. On note page 177 : le dialogue "inclut l'effort de compréhension des raisons de "l'autre" et, puisque le dialogue suppose la réciprocité, l'autre aura, lui aussi, l'occasion de comprendre "les raisons de l'espérance que nous portons en nous". Quel cinglant et terrible démenti apportent quotidiennement l'Union Soviétique et les démocraties populaires d'Europe Centrale, Cuba et le Nicaragua, la Chine et le Viet-Nam, l'Angola et la Guinée ! Certains dans l'Eglise semblent conscients du danger que représente ce dialogue : on lit dans une note du Secrétariat pour les non-croyants de juillet 1970 : "le dialogue, pour les communistes, s'insère toujours dans un système de doctrine politique et sert la grande stratégie créée par Lénine, visant à la conquête du pouvoir au moyen d'alliances avec d'autres forces politiques". Malgré cette mise en garde, dans les années 1970, à lire les documents des conférences épiscopales de divers pays, si l'on reste très ferme sur la doctrine, on accepte l'entente avec les marxistes, même si c'est "prudemment", pour faire progresser la justice sociale. On oublie quelque peu de considérer la situation des ouvriers polonais, soviétiques ou cubains ! L'Eglise a une doctrine qui l'amène à condamner les excès du capitalisme tels qu'ils sont apparus avec la révolution économique du XIX^e siècle, ou tels qu'on les voit encore dans certains pays du Tiers-Monde, en Amérique Latine en particulier. Ces excès amènent certains chrétiens et des ecclésiastiques, dont la sincérité n'est pas en cause, à être séduits par le marxisme et à en oublier la nature profonde. Don Miano même parle de l'"humanisme marxiste" : lorsque l'on sait ce que devient la personne humaine dans les régimes marxistes, la juxtaposition de ces deux termes est choquante, même si son but est de l'opposer à l'"humanisme chrétien" (p. 142).

De même, la réflexion des évêques de France qui se demandent "si le capitalisme peut assurer les droits de la personne et la promotion collective de l'humanité", paraît curieuse si l'on considère les progrès sociaux considérables connus dans ce pays ces vingt dernières années (Commission Episcopale du monde ouvrier, 1972, p. 112). De plus l'on peut constater un certain laxisme à l'égard de ceux qui, se proclamant chrétiens, adhèrent, malgré les interdictions très fermes et répétées de la hiérarchie, à des partis marxistes. Il existe pourtant des sanctions canoniques non appliquées aux prêtres qui font partie de ces mouvements à propos desquels don Miano parle de "scandale" (p. 178), car ils "doivent être au contraire ministres de la réconciliation et de l'unité"; et Jean-Paul II voit dans le terrorisme une "extrême conséquence du marxisme athée" (discours prononcé à Turin en avril 1980, p. 182). Or, il existe au sein de l'Eglise des tendances dangereuses, de véritables déviations, comme la théologie de la libération, qui visent à imprégner de marxisme le catholicisme, sous couleur de générosité humaine. Au Chili, les "chrétiens pour le socialisme" voient dans la lutte entre la grâce et le péché une "expression secondaire, moralisante de la lutte des

classes" (p. 93); ils confondent le Christ avec un leader politique et "manipulent" littéralement les Ecritures (p. 94). Certes, la condamnation par l'Eglise, et en premier lieu par les évêques chiliens de tels excès est sans équivoque, mais on ne distingue plus cette volonté de se mobiliser contre l'ennemi insidieux qu'est le "communisme pervers" qui a caractérisé les pontificats de Pie XI et de Pie XII.

L'Eglise, ferme sur le plan doctrinal, est donc affaiblie au niveau de la confrontation avec le totalitarisme marxiste; elle apparaît comme anesthésiée et ses capacités de réaction minées de l'intérieur. Comme l'écrit Jean-Paul II qui connaît bien les méthodes du communisme, dans sa récente lettre aux évêques du Salvador (août 1982) condamnant une "église populaire": "les dangers les plus insidieux, les attaques les plus graves pour l'Eglise ne viennent pas de l'extérieur, mais au contraire surgissent de l'intérieur". Le problème est grave, il relève de la réflexion et pas de la polémique.

Jean-Dominique DURAND

Don Miano, Eglise et marxisme (1840-1980), préface de Mgr. Paul Poupard, Editions Paris, 1982, 191 p.

● La Guerre de Cent Ans de Jean Favier

Les souvenirs de l'école communale de jadis nous remettent en mémoire quelques figures de l'imagerie populaire: les bourgeois de Calais, Du Guesclin, Charles VI le roi fou et, surtout et avant tout, notre héroïne nationale, Jeanne d'Arc.

En ces temps incertains de fragilité morale, de frayeur pacifiste, Jean Favier nous parle d'un temps que nos contemporains ne peuvent pas connaître: le temps de la guerre permanente, le temps des destructions quotidiennes, le temps de la guerre de Cent Ans.

La tâche paraissait difficile, sinon impossible, en un seul volume. Jean Favier y parvient magistralement en évitant le double écueil d'une approche "annaliste" privilégiant beaucoup trop les facteurs sociaux et économiques et d'une approche traditionnelle réduisant l'événement au sort de quelques personnages prestigieux.

Dès les premières pages, Jean Favier nous le rappelle: la guerre de Cent ans n'est pas un siècle de guerre mais le troisième et dernier siècle d'une guerre commencée, au temps des premières croisades, entre la France et l'Angleterre.

Même si des historiens français célèbres du 19^e siècle l'ont mesuré à l'aune du concept naissant de la nation, l'auteur nous restitue fort bien l'objet du conflit: la suprématie entre les Plantagenêts et les Capets en Europe Occidentale. La famille de Normandie a conquis l'Angleterre, la famille de France a élargi au delà de Senlis, de Pontoise, de Meaux son "pré carré". L'une et l'autre aspirent à la prédominance à une époque, rappelons le, qui est celle du système féodal.

La politique anglaise est avant tout celle d'Edouard III, roi d'Angleterre. Curieux et attachant personnage qu'Edouard III qui règne pendant un demi siècle de 1327 à 1377.

Edouard III est le petit-fils par sa mère du roi Philippe le Bel. A la mort du dernier des Capets en 1328, les pairs et grands barons du royaume ont ressuscité des cendres une loi salique antique pour lui préférer son cousin Philippe VI de Valois.

Edouard III était si peu convaincu de son bon droit qu'il mettra plus de dix ans avant d'entrer en guerre au service d'objectifs plus territoriaux que dynastiques.

La querelle dynastique est un bon moyen pour élargir l'influence anglaise dans le Sud-Ouest en Aquitaine, dans l'Ouest en Bretagne et dans le Nord en Flandre. Servi par une armée moderne et disciplinée, le roi d'Angleterre va emporter de nombreux succès.

Sa marine est la meilleure du monde, l'artillerie a remporté en 1343 à la bataille de Crécy une victoire irréfutable, sa tactique militaire est imparable. Evitant partout l'adversaire où il est le plus fort, l'armée anglaise chevauche à travers la France reprenant des places fortes faiblement défendues, détruisant les récoltes, désorganisant le système économique.

Et puis il y a les désastres militaires de l'armée du roi de France, qui sanctionnent des négligences, des légèretés, des bravoures mal à propos.

La bataille de Crécy, le 26 août 1343, voit la fine fleur de la chevalerie française périr sur le champ de bataille.

La bataille de Poitiers le 19 septembre 1356 est encore plus catastrophique : le roi de France Jean II le Bon prisonnier, le pays livré à l'envahisseur, les caisses vidées.

Il faudra à la tête de l'Etat toute la sagesse politique de Charles V pour, peu à peu, reconquérir la terre de France. Reconquérir la France, Charles V l'a compris, c'est d'abord trouver les espèces sonnantes et trébuchantes qui forgent et soudent les armées de l'époque.

C'est ensuite réorganiser une armée qui se professionnalise aux dépens des grands féodaux. C'est enfin donner à la France sa première véritable administration.

Du Guesclin reprenant à son compte la tactique d'Edouard III en l'amplifiant retisse peu à peu la laine du pays de France.

Lorsque Charles V et Du Guesclin trépassent à quelques mois de distance en 1380, jamais l'Etat n'a été si puissant et respecté.

Une fois de plus dans notre histoire, ce sont les divisions civiles qui vont amener les nuages dans le ciel de France. Les frères de Charles V règnent en maîtres au Conseil du roi fou, le pauvre Charles VI. Armagnacs et Bourguignons, comme plus tard catholiques et huguenots, vont ramener le ver dans le fruit.

Un souverain tout aussi habile qu'Edouard III, mais autrement plus expéditif, est monté sur le trône d'Angleterre : Henri V de Lancastre ne s'embarrasse pas de préjugés. Il remporte à Azincourt, le 25 octobre 1415, une victoire encore plus éclatante, une victoire qui sonne désagréablement aux oreilles de l'histoire nationale.

Le royaume de France n'existe plus : dans la débandade générale, le Dauphin de France a juste eu le temps de sauter sur un cheval et de galoper vers Bourges, sauvegardant ainsi les chances d'une revanche et d'une reconquête.

Sait-il ce jeune prince, lorsqu'il chevauche en fugitif sur la route de Bourges, qu'il reviendra en vainqueur le casque sur la tête dans sa capitale ?

Jean Favier a le talent de nous retracer, dans son humaine simplicité, la destinée de Jeanne d'Arc. Jeanne nous apparaît comme une femme de grande vertu et de grand bon sens, désireuse de restaurer ce qu'il est convenu d'appeler de nos jours l'indépendance nationale.

Jeanne a de l'énergie, un courage certain. Plus qu'une

● Vivre le terrorisme ?

Le terrorisme est entré dans notre vie, d'abord par les écrans de télévision, ensuite dans la réalité quotidienne de nos villes et de nos rues. Nous l'attendons. Nous appartenons à l'un des rares oasis de paix du monde. Les remous de l'extérieur ont amené chez nous les échos, puis les éclats de la violence.

Nous sommes au début du processus. Si nous ne l'en-

politique, plus qu'une stratégie, elle incarne la volonté nationale.

Le récit de son procès est édifiant : Jeanne a peur, peur d'elle-même, peur de l'Eglise, peur du bûcher. Ses réponses à ses juges sont bouleversantes de sincérité et de dignité ; elles sont d'une droiture qui triomphe des pièges des inquisiteurs les plus pervers.

Jean Favier donne un éclairage intéressant sur le personnage de l'évêque Pierre Cauchon qui n'était, selon lui, ni un scélérat ni un sot. Cet ancien recteur de l'Université de Paris, prisonnier de ses syllogismes de théologien, fut entraîné par ses engagements intellectuels à se faire le serviteur de la cause bourguignonne contre celle du Roi de France.

Lorsque Jeanne meurt le 30 mai 1431 à Rouen, plus de vingt ans vont encore s'écouler avant la délivrance complète du pays. Jeanne l'avait assuré au roi Charles VII : "Je suis ci venue de par Dieu le roi du Ciel, corps pour corps, pour bouter l'Anglais hors de toute France".

Charles VII comprit que les voies du ciel étaient impénétrables et passaient par un bon compromis politique : le renversement d'alliance de la Bourgogne lui assurait ses arrières et lui donnait enfin les moyens d'une grande offensive militaire : Paris, Rouen, Bordeaux tombaient tour à tour.

Seule Calais allait demeurer pour encore un siècle au roi d'Angleterre.

La Guerre de Cent Ans précipitait la fin du Moyen Age et annonçait les Temps Modernes. Elle avait surtout porté un coup décisif au système féodal. Un Etat français, centralisé et fort était né. Louis XI pouvait s'atteler à la tâche qui serait la sienne. Il n'y aurait plus en terre de France, autre loi, autre volonté que celle du roi.

Famine, épidémies, peste, incendies, combats avaient ravagé le pays, miné les volontés, semé les haines. L'Anglais était en Bretagne, à Paris, à Bordeaux, à Toulouse, mais pourtant, il avait été chassé par la volonté conjointe des bourgeois et des seigneurs et par la ténacité des rois.

Un sentiment national se forgeait, un bien commun s'édifiait, le pays de France était né au prix de nombreuses et douloureuses souffrances, celles de la Guerre de Cent Ans.

Albert KALAYDJIAN

Editions Fayard

rayons pas, l'engrenage fatal se développera. J'ai connu le Liban dans les années 1960. Le climat de Beyrouth était si doux que j'avais dit par boutade : "si un jour les circonstances politiques m'obligeaient à quitter la France, je viendrai m'installer à Beyrouth !". J'ai connu Rome avant 1970. Dans la rubrique du drame, seuls les crimes passionnels occupaient les colonnes des quoti-

diens. Dans la seule année de 1981, on a attenté à la vie du pape, du président des Etats-Unis et assassiné Anouar El Sadate, l'apôtre de la paix. Le terrorisme a pris une dimension planétaire.

Il est devenu un objet d'études. Sans vouloir céder à la mode, mais pour en mieux comprendre la nature, et en mesurer l'importance, j'ai décidé de consacrer cette année mon séminaire à l'Institut d'Etudes Politiques au désordre dans les sociétés contemporaines, terrorisme en Occident, dissidence dans les pays socialistes, guerillas dans les pays du Tiers Monde. Au delà des faits, la presse commence à fournir nombres d'articles de réflexion. Dans son seul numéro du 7 Octobre, *Le Figaro* publiait 4 articles concernant le terrorisme ! Des études récentes essayent de démonter les mécanismes du terrorisme. Est-ce le fruit d'un complot international, ou un phénomène de société ?

En occident, l'Italie en proie à une crise grave d'autorité, a été le berceau du terrorisme. Nous avons déjà la tentative de synthèse d'Alberto Ronchey *C'est arrivé en Italie 1968-1977* (Fayard, 270 p.), les études nombreuses et inégales dont beaucoup n'ont pas été traduites sur l'enlèvement d'Aldo Moro, et le recueil de documents rassemblés par Fabrizio Calvi *Italie 77, le mouvement des intellectuels* (Seuil, 220 p.). Le même auteur publie aujourd'hui *Camarade P.38* (Grasset, 56 F) dans lequel il décrit le tragique itinéraire de six jeunes bourgeois milanaïsi depuis l'antifascisme de bon aloi jusqu'à l'assassinat crapuleux, en passant par les trafics de toutes sortes, les attaques à main armée, les enlèvements, les sequestrations et les tortures. Le terrorisme n'est romantique que vu de l'extérieur. Vécu dans la méfiance réciproque, les haines et les déchirements intérieurs des mondes clos, ordonnés pour la destruction et la mort, le terrorisme ce n'est plus qu'un quotidien sordide et contraignant.

Le mérite du dernier livre de Fabrizio Calvi et de celui de Marcelle Padovani, *Vivre avec le terrorisme* (Calmann-Lévy, 250 p., 69 F) est double : fournir une documentation abondante sur les mouvements, leurs structures, leur fonctionnement, expliquer les racines du phénomène terroriste. Ils concluent, spécialement Marcelle Padovani, à l'originalité du modèle italien en dégageant ses motivations plus complexes et plus raffinées que dans le test de l'Europe. Le terrorisme italien de gauche - de loin le plus important, les 4/5 des effectifs et des attentats - concentre ses feux contre les hommes qui veulent réconcilier la gauche classique avec l'ordre bourgeois. Les Brigades Rouges visent les juges intègres, les professeurs démocrates, les hommes politiques qui ont le

sens de l'Etat ; Aldo Moro a été leur victime la plus significative. En le tuant après l'avoir humilié, ils anéantissaient en le souillant le compromis historique entre le grand parti catholique et le mouvement ouvrier du P.C.I. Le terrorisme italien exprime la contestation de la gauche établie au pouvoir, par l'ultra gauche.

Mais alors la France socialiste de 1982 ne risque-t-elle pas à son tour de connaître une explosion de terrorisme rouge ? Si le chômage continue, si la crise se maintient, si le P.S., selon un type d'évolution qu'il a déjà connu hier en arrive à prendre des mesures de plus en plus conservatrices pour éviter le dérapage total, on peut craindre dans les milieux marxistes-léninistes, maoïstes, troskystes et autres avatars du communisme, le développement rapide de groupuscules terroristes, exploitant l'opposition désormais sans moyen d'expression des sans travail et des sans pouvoir. La déception du socialisme risque de nous mener au terrorisme plus sûrement que l'opposition traditionnelle d'un gouvernement de droite ou du centre.

Xavier Raufer, dans *Terrorisme, maintenant la France ?* (Garnier, 336 p., 85 F) s'efforce de répondre à cette question, dans un livre très documenté où il dénonce la guerre des partis communistes combattants. Il s'agit de noyaux armés totalement indépendants des partis communistes officiels, qui font de la destruction de l'Etat le but suprême de leur lutte, d'où leur domination à la fois militaire et politique : *Fraction armée rouge, Armée rouge unifiée, Brigades Rouges*, et plus récemment en France *Action Directe*. Xavier Raufer se livre à une étude très complète sur les modèles de ce type de groupement terroriste, les Tupamaros par exemple, le passage des théories libertaires à la lutte armée, le cheminement psychologique des terroristes, les manipulations dont ils sont l'objet.

Conclusion provisoire, le terrorisme est un effet plutôt qu'une cause. Si une répression efficace au niveau international est immédiatement indispensable, la vraie bataille est au niveau des idées, chez les jeunes générations. Il faut, en dehors d'un dialogue idéologique de sourds, faire passer des idées simples sur l'efficacité de la démocratie et des techniques économiques des pays libres, sur le contenu réel de la liberté, sur les chemins véritables vers le bonheur. Alors le recrutement comme soldats du terrorisme des aigris, des révoltés, des paumés, se tarira peu à peu. Sans troupes, les filières internationales d'armes ou de renseignements cesseront de fonctionner. Contre le terrorisme, le combat reste d'abord un combat d'idées.

Jean CHELINI

● Solidarités et communautés

Saisir l'homme dans ses solidarités, connaître l'individu dans ses communautés de vie, ne pas séparer la biographie de l'histoire du groupe, inscrire chacun dans son contexte sans vouloir aucunement le réduire à n'être

que son produit, autant de fils rouges qui conduisent des auteurs de plus en plus nombreux, aux limites de la chronique et de la sociologie, dans des enquêtes passionnantes à travers les siècles et les continents. L'histoire

ainsi conçue cesse d'être lointaine, se dilate et s'enrichit, accède aux zones d'ombre des êtres et des choses, aux motivations plus secrètes, aux relations moins publiques, aux intérêts profonds souvent occultés par les conformismes officiels. Mode peut-être, progrès de la recherche probablement, mais surtout mûrissement certain de la réflexion sur l'homme et son destin inscrit dans la lente coulée des siècles.

Plus que la parenté, le voisinage

Pierre Toulgouat s'est attaché à nous montrer l'importance des solidarités de voisinage au Moyen Age, à partir de l'exemple des terroirs de l'extrême Sud-Ouest, la Gascogne et le Pays Basque, et de l'Espagne du Nord. Plus que la parenté souvent, au moins autant qu'elle, l'organisation du voisinage *lou beziaou*, encadre et assiste les individus. Le voisin *lou besi* en Gascogne ; *auzo* en basque désigne le membre de la communauté du *vicus*, le village. Les coutumes obligent les voisins à s'entraider pour les travaux des champs, mais aussi pour les grandes dates de la vie, le baptême, le mariage, la mort. Celui qui ne respecte pas ses devoirs, perd la qualité du voisin. Pierre Toulgouat a poursuivi son enquête sur *Voisinage et solidarité* dans toute l'Europe du Moyen Age pour mieux en comprendre les racines communes et les prolongements actuels (G.P. Maisonneuve et Larose, 15 rue Victor Cousin Paris, 332 p.). Un livre très documenté, très suggestif qui aurait gagné en force dans une écriture plus contraignante et une structure plus synthétique.

Dans *les racines des cathédrales*, Roland Bechmann a voulu expliquer "l'architecture gothique comme expression des conditions du milieu" (Payot, coll. *Le Regard de l'Histoire*, 336 p. préface de G. Henri Rivière). L'auteur, à la fois architecte et historien, a tenté de relier l'apparition et la floraison extraordinaire de l'architecture gothique avec l'ensemble des conditions du milieu et de l'environnement socio-économique de l'époque. Mais encore il s'est efforcé de montrer comment jusque dans ses différents éléments dont les fonctions et le rôle structural ont été l'objet de beaucoup de controverses, le processus de construction gothique représentait le meilleur "parti" pour des maîtres d'œuvre de génie. Pris dans des contraintes de toute nature ils utilisèrent audacieusement et ingénieusement, à l'extrême limite de leurs moyens, toutes les possibilités de l'époque.

Chez Jeanne Laffitte, dont les éditions sont toujours aussi actives, sortent deux publications concernant des milieux bien déterminés de l'Ancien Régime ou de la Révolution, les protestants et les officiers. Roger Joxe consacre une étude documentée aux *Protestants du Comté de Nantes au seizième siècle et au début du dix-septième siècle* (309 p. index, 75 F), qui est une histoire des Eglises protestantes du secteur et de la vie religieuse des Réformés à cette époque. Avec *Thomas Augustin de Gasparin, officier de l'Armée Royale et conventionnel* (J. Laffite, 306 p. 110 F), Rose Barral-Mazoyer, retrace le destin exceptionnel, mais oublié jusqu'à aujourd'hui

de cet aristocrate provençal qui, officier au Régiment de Picardie, embrasse la cause révolutionnaire, devient député à l'Assemblée Législative puis à la Convention, avant de mourir le 11 novembre 1793, au retour du siège de Toulon où il a facilité l'action de Bonaparte. L'auteur a utilisé la correspondance inédite entre Thomas-Augustin et sa femme Marie-Anne, dans les archives de la ville d'Orange.

Les officiers Français avant 1914

Chez Aubier-Montaigne paraît de Paul Butel, *Les Caraïbes au temps des Flibustiers*, (300 p. 76 F). L'auteur porte un regard historique sur les gentilhommes de fortune qui se sont disputés les trésors du nouvel Eldorado, mais surtout sur les maîtres des "ateliers" d'esclaves qui ont établi durablement leur fortune. Plus proches de nous dans le temps, *Les officiers français dans la nation* (Aubier-Montaigne, 1848-1914) de William Sezman, professeur à l'Université de Nancy. De 1848 à 1914, les officiers français, issus de toutes les couches de la population, occupent encore une place avantageuse dans la société. Mais, en contrepartie, ils doivent accepter les lourdes servitudes de la condition militaire et subir une réduction draconienne de leurs libertés. Leurs droits politiques sont limités, leurs opinions étouffées, leur vie privée soumise à une réglementation exorbitante du droit commun. Dans la vie quotidienne, il leur faut avant tout tenir leur rang, en respectant les rites et les normes de la société militaire, quels que soient leurs goûts et leurs revenus personnels. Ils ne peuvent choisir à leur gré leur tenue, leur domicile, leurs convives, ni même leur épouse. Dans le vie publique, ils ont l'obligation de manifester leur loyalisme en toutes circonstances. Mais les troubles civils, les changements de régime, les opérations de maintien de l'ordre lors des grèves mettent à l'épreuve le loyalisme et l'unité de l'armée. Les remous provoqués par le cléricisme de l'Ordre moral ou par l'affaire des fiches révèlent le malaise profond de l'armée d'avant la grande guerre. Un livre solidement documenté et agréable à lire.

L'industrie à la campagne !

Claude-Isabelle Brelot et J. Luc Mayaud, tous deux enseignants à l'Université de Besançon et chercheurs à l'Institut des arts et traditions populaires publient *L'industrie en sabots : la taillanderie de Nans-sous-Sainte Anne* (Jean-Jacques Pauvert aux Editions Garnier 277 p. Sources, index, glossaire 220 F). Travail de recherche qui présente l'histoire d'une ferme-atelier du Doubs entre 1880 et 1905, utilisant l'énergie de la rivière et des forêts voisines : 20 employés, 20.000 faux et 10.000 outils taillants produits à la veille de la première guerre mondiale. Une production de qualité sûre de son écoulement, un personnel hautement qualifié, un milieu de culture mixte paysanne et ouvrière. Avec *L'industrie en sabots*, on comprend mieux que souvent en France, l'industrie est née à la campagne !

Jean CHELINI

Paroles épiscopales

par Etienne BORNE

Une prise de parole des évêques français sur "la conjoncture économique-sociale" et proposant "de nouveaux modes de vie". Non pas un pavé, mais un document court et encore raccourci dans les citations fragmentaires parues dans la presse, un style sans recherche littéraire accordé ainsi à l'austérité de la conjoncture, et qui n'en pas moins une fois tombé dans les mares politiciennes provoqué bouillonnements, remous et effervescences.

Étonnamment d'accord en cela, sabreurs de l'opposition et porte-glaives de la majorité considéraient le document comme apportant le renfort d'une parole d'Église à la politique du pouvoir. Un propos prêté à un notable du parti socialiste : "Dieu est avec nous et les évêques aussi" donnait quelque crédit aux intitulés rageurs ou désolés qui se lisaient dans les journaux de l'autre bord : "Les évêques me rendent triste" ou "L'étrange idylle entre les évêques et le pouvoir socialiste". Jugements péremptifs qui prouvent que le texte n'a pas été véritablement lu avant d'être d'emblée utilisé ou rejeté.

L'Église de France qui se veut résolument postconciliaire est soucieuse, pour parler son langage, de présence au monde et de dialogue avec le monde. Elle entre donc inévitablement en politique. Et usât-elle de cette honnête prudence qui n'oublie pas les contre-points et dit ce qu'elle est appelé à dire sans forcer ni même appuyer, une parole épiscopale est inévitablement interprétée selon les catégories commodes et douteuses de la politique partisane et rencontre inévitablement cette question préalable qui falsifie l'analyse et obnubile la critique : est-elle de droite ? est-elle de gauche ? Et puisque une invitation au civisme est toujours bien reçue par le gouvernement en place et que ce gouvernement est à gauche, la déclaration des évêques montrerait qu'en France l'Église a bien viré à gauche.

A ce niveau de rhétorique subalterne, on peut tout soutenir et le contraire de tout, et le document pourra être dit tour à tour de gauche ou de droite selon les angles de lecture et les a priori de l'interprétation. Après tout si on sait d'avance que l'Église ne peut être qu'à droite on remarquera que c'est au moment où un pouvoir d'abord de gauche est en train selon les vieilles fatalités de tourner au moins économiquement à droite que l'Église consacre du poids de son autorité ce virage ou cette conversion. Mais ce sont jeux de mots et cliquetis d'idées, propres seulement à satisfaire les fantasmes passionnels qui ne mènent pas très loin.

A examiner le détail du texte avec le sérieux qui convient, on s'aperçoit que nombre de conseils ou affirmations ne vont pas dans le sens de l'apologétique officielle. Dès les premières lignes du document épiscopal est noté le caractère universel et international de la crise qui avait d'abord été nié avant d'être reconnu du bout des lèvres par le gouvernement et sa majorité. Alors que certains dans cette majorité envisagent un repli protectionniste sur l'hexagone, c'est "l'ouverture de notre pays sur le reste du monde" qui se trouve recommandée. Et ce n'est certes pas pour complaire aux syndicats engagés à gauche que sont conseillés la multiplication des services à temps partiel ou le renoncement à l'un des deux salaires dans le cas de couples

cumulant deux emplois, chacun substantiellement rémunéré. Bien que l'expression, qui passe pour réactionnaire dans la nouvelle culture, ait été érudite, il s'agit bien d'une réhabilitation du thème de "la femme au foyer" comme moyen de lutte anti-crise.

Lorsque les évêques dénoncent "le report des responsabilités sur un bouc émissaire", ou "l'illusion des solutions faciles et rapides" et qu'ils invitent tous les responsables politiques et syndicaux à un effort d'information et d'analyse afin de "mettre au clair les ressorts qui sous-tendent le fonctionnement de la vie économique et sociale" leur propos s'adressait à tous, mais il semble bien que le plus gros paquet concernait la majorité plus que l'opposition. Ce n'est donc pas le texte lui-même mais le contexte politique dans lequel il est paru qui explique l'acclamation satisfaite des uns et les murmures crispés des autres. N'est-ce pas en effet au moment même où l'équipe gouvernementale demande aux Français efforts et sacrifices que l'épiscopat lance son appel au civisme et à la solidarité ?

Coïncidence qui ne peut que faire jaser les esprits forts et alimenter les bavardages publics.

N'y avait-il pas, tout de même, une sorte de rencontre objective entre les paroles du président de la République à Figeac et le document des évêques ? Pour mieux prêcher la réconciliation, la fraternité, l'effort vertueux, le discours présidentiel se faisait homélie, cependant que pour réveiller l'esprit civique de solidarité et de partage, la parole épiscopale se faisait discours politique. Pourquoi prendre mal cette harmonie, si rare dans l'histoire entre les autorités temporelle et spirituelle ? On objectera que la même parole épiscopale aurait pu se faire entendre sous le cours précédent, pour le bien commun des gouvernants et des gouvernés, à une époque où était si fort reprochée à Raymond Barre une politique d'austérité qui, vice sous Giscard, est devenue vertu sous Mitterrand.

L'objection qui a beaucoup d'apparence n'est cependant pas tout à fait dirimante. Avant le 10 mai 81, la politique d'austérité divisait la France et l'opposition la combattait à boulets rouges. Mais aujourd'hui grâce aux efforts pédagogiques conjugués de Raymond Barre et de Jacques Delors, les mêmes sévères vérités humaines et économiques sont mieux reçues partout et même à gauche. Si bien qu'une intervention qui, il y a quelques années, aurait divisé les Français peut à l'heure actuelle contribuer à leur faire prendre conscience de ce qui pourrait les unir. Mais l'opportunisme même pour le bon motif n'est pas toujours une bonne politique. Le semi-échec de cette tentative montre bien que les Français, ou ceux qui se donnent le droit de parler en leur nom, tiennent tant à leurs divisions qu'ils sont portés à entendre en un sens partisan des paroles grosses d'une possible et un jour nécessaire réconciliation. On ne saurait reprocher à l'Église de France ni de mettre en œuvre une doctrine sociale qui semblait oubliée ou refoulée ni de se soucier de l'union des Français, même si la parole épiscopale ne trouve pas dans l'état des mentalités de quoi être comprise et devenir véritablement effective.